

les dossiers de l'IFEA

série : patrimoines au présent

no: 3

La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?

par

Damien BISCHOFF

et

Jean-François PÉROUSE



INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, août 2003

Ce "dossier de l'IFEA" est un document de travail destiné à une diffusion restreinte.
Les auteurs y soumettent à la discussion des points de vue et des informations dont ils sont seuls responsables.

Les lecteurs sont invités à dialoguer avec les auteurs en leur écrivant à l'adresse suivante :

ifea@ifea-istanbul.net

Directeur de la publication:

Paul DUMONT

Responsables des programmes :

Bayram BALCI
programme Turquie-Caucase-Mer Noire

Catherine KUZUCUOĞLU
Secrétaire scientifique

Jean-François PÉROUSE
Observatoire urbain d'Istanbul

ISBN 2-906053-80-5

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL

FRE 2549 CNRS

Nuru Ziya Sok. no.22 P.K. 54
80072 Beyoğlu/İSTANBUL

Téléphone: 90(212) 244 17 17 - 244 33 27

Télécopie: 90(212) 252 80 91

Courrier électronique:

ifea@ifea-istanbul.net

Site internet : www.ifea-istanbul.net

La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?

par
Damien BISCHOFF
et
Jean-François PÉROUSE

La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?

Damien BISCHOFF et Jean-François PÉROUSE

Introduction

En 1940, Albert Gabriel, ancien directeur (et fondateur) de l'Institut Français d'Études Anatoliennes (IFEA), publiait une somme en deux tomes intitulée *Voyages archéologiques en Anatolie orientale* (chez de Boccard, Paris). Nous souhaiterions, plus de 60 ans après cette contribution peu connue à la connaissance de la Turquie de l'est, nous placer, pour cette modeste étude, sous le patronage spirituel de ce grand archéologue, architecte et organisateur, passionné à la fois par l'ancien et le contemporain. En effet, l'intérêt manifesté actuellement pour la "région" (pour reprendre cet euphémisme officiellement utilisé en Turquie pour désigner le Sud-Est anatolien), qui se traduit notamment par de nombreux et lourds programmes de développement financés par l'Union Européenne ou la Banque Mondiale, nous semble souvent sans mémoire. Comme si les initiatives actuellement conduites ne gagneraient pas à se ressourcer aux études de qualité qui pourraient servir de base à des interventions souvent mal articulées aux réalités locales et ignorantes de leur passé. Ce dossier, réalisé par un géographe et un archéologue a pour ambition, afin de comprendre le devenir du Sud-Est anatolien à travers un grand projet de développement régional comme le GAP, de faire le lien entre présent et passé et

de regarder les transformations actuelles à la lumière de la connaissance accumulée, encore en construction et ré-élaboration, sur les siècles passés.

Si l'on fait un rapide bilan de la bibliographie en langues européennes (de l'ouest) sur le GAP, à quelques louables exceptions près (TOEPFER 1989 ; STRUCK 1994), on constate que les écrits militants et journalistiques sont nettement prédominants. En outre, ces écrits sont souvent soit hagiographiques soit dénonciateurs. Dans la première veine, beaucoup d'auteurs se contentent d'ailleurs des sources officielles, en anglais, de l'Administration d'État des eaux (DSI) ou de celles de l'Administration du GAP (GOUX-BAUDIMENT 1994), qui ne traduisent qu'un point de vue. Les écrits de la seconde veine, bien qu'animés parfois de bonnes intentions, pèchent fréquemment par le manque de prise en compte des réalités locales et par des effets d'occultation idéologique.

Ceci rappelé, en mai et juin 2003, on a assisté dans la presse turque à une surprenante et inédite mise en cause, parfois radicale, de la raison d'être même du GAP¹, doublée d'une mise en cause plus générale de toute la politique du (DSI), puissante administration responsable de la planification des barrages en Turquie². Ainsi, dans un éditorial d'un supplé-

¹ Ainsi dans le quotidien *Vatan* du 26/05/2003, pouvait-on lire, p. 13, "Mais pourquoi a-t-on entrepris le projet du GAP ?". Dans le même ton, voir aussi *Zaman*, 20/05/2003, p. 13, qui annonce que le "GAP va vers une fermeture rapide" (GAP étant entendu ici comme l'Administration du GAP).

² Pour la critique du DSI, accusé d'avoir creusé des barrages qui n'ont jamais pu être remplis, cf. *Zaman*, 10/06/2003, p. 1.

Les objectifs du projet selon l'Administration du GAP en 2003

“Le principal objectif du GAP est, en élevant le niveau de revenu et le standard de vie de la population du Sud-Est anatolien, de supprimer la différence de développement entre cette région et les autres et de contribuer aux objectifs du développement national tels que la croissance économique et la stabilité politique, en augmentant les opportunités d’emploi et la productivité des espaces ruraux. Il s’agit ainsi d’un projet régional de développement, entrepris de manière multi-sectorielle, intégrée et

conforme au principe du développement durable. (...) Planifié dans les années 1970 comme un projet visant au développement du potentiel hydro-électrique et de l’irrigation sur les fleuves Euphrate et Tigre, le GAP s’est transformé dans les années 1980 en un programme de développement régional socio-économique, multi-sectoriel.” (Extrait de la page d’ouverture du site Internet de la Direction de l’Administration du GAP, *GAP İdare Başkanlığı*).

ment régional (“Est et Sud-Est”) du quotidien de référence *Dünya* (daté de juin 2003), titré “Le GAP nous a mis mat”, le président de la Chambre de Commerce et d’Industrie de Diyarbakır dressait-il un bilan sévère que l’on peut résumer comme suit :

- Alors que l’on parle du GAP depuis 20 ans, seuls 10% des canaux d’irrigation annoncés sont en activité ;
- les lois d’encouragement aux investissements dans la région restent lettre morte ;
- le chômage demeure à un niveau critique ;
- le taux de scolarisation des enfants reste insuffisant par rapport à la moyenne nationale ;
- les projets de retour dans les villages “vidés” et abandonnés doivent être accélérés ;
- la capacité d’accueil touristique est cruellement faible ;
- les infrastructures de la “Zone Industrielle Organisée” de Diyarbakır ne sont pas achevées contrairement à tous les engagements ;
- le prolongement de l’autoroute de Gaziantep sur Diyarbakır ne semble plus à l’ordre du jour ;
- la région ne parvient pas à sortir de l’impasse créée par l’embargo sur l’Irak ;
- la synergie universités-entreprises est encore à développer.

Nous verrons plus bas dans quelle mesure ce bilan est justifié. Mais admettons le fait que les acteurs locaux n’hésitent plus désormais à critiquer un projet auquel ils ont cru et dont ils ont beaucoup attendu. Dès lors, si une

polémique est née dans l’opinion publique, suite à la sortie du livre sévère de Mehmet FARAÇ, “Le sol qui attend l’eau”, on s’aperçoit qu’au sein même de l’appareil d’État, et notamment dans l’Organisation étatique de la planification (DPT), l’Administration du GAP, en tant qu’administration à part entière, est de plus en plus ouvertement contestée. Des rivalités apparaissent, à peine dissimulées, en liaison avec la perspective européenne qui impose un nouveau découpage du territoire turc en entités sub-régionales pertinentes. Ce découpage à venir, orchestré par le DPT, aurait pour effet de jeter une ombre sur les découpages antérieurs et de créer de nouveaux niveaux de gestion et de développement territorial, concurrents des niveaux préexistants comme celui de l’Administration du GAP. Depuis le début des années 1990, où le GAP était présenté comme un chantier modèle pour la Turquie sur la voie du développement et de l’indépendance énergétique, un changement sensible est donc en cours.

Mais si le GAP n’est plus qu’un projet, c’est une réalité complexe de la Turquie contemporaine, qui depuis la fin des années 1970 a contribué à modifier la face d’une région, il ne nous semble pas inutile à cet égard de rappeler les objectifs principaux du GAP, qui ont évolués et ont été reformulés au fil des ans, de l’aveu même de la Direction de l’Administration du GAP. En effet, le vocabulaire maintenant utilisé, convoquant “participation” et “développement durable”, révèle une adaptation aux mutations du discours développementaliste global.

De ce fait, le GAP, selon nous, permet de poser la question du patrimoine en Turquie sous un angle stimulant ; en tant que vaste entreprise nationale de développement régional il contribue à la fois à la mise en danger du patrimoine et —les deux processus paraissant indissociables, c'est notre hypothèse— à l'émergence de cette notion dans les consciences, les discours et les pratiques. La conception du patrimoine qui anime cette étude sera large : il sera entendu non pas comme un donné, mais comme une richesse socialement et historiquement construite et appropriée. Il n'existe pas de terme en turc correspondant exactement à celui de patrimoine. Ce vide terminologique fait sens. On utilise les termes de "valeur" (*değer*), d'"œuvre" (*eser*), de "bien" (*varlık*), d'"environnement historique" (*tarihi çevre*) ou celui d'"héritage" (*miras*). Ce dernier, qui connote très clairement le patrimoine privé, est lui-même décliné de diverses façons : "héritage historique" (*tarihi miras*), "héritage architectural" (*mimarî miras*), "héritage culturel" (*kültür mirası*) ou "héritage industriel" (*endüstri mirası*)³. Dans toutes ces déclinaisons, si l'idée de responsabilité et de nécessaire transmission d'un bien aux générations futures est désormais acquise, l'idéologie de la durabilité ayant désormais largement diffusé dans le discours politique et associatif turc, le patrimoine reste une collection de "biens" valorisés séparément les uns des autres.

En conséquence, en centrant sur la question du patrimoine, notre objectif est d'esquisser un bilan des intentions (qui ont évolué au fil du temps), des réalisations et des débats suscités par ce projet de développement désormais multiforme mais encore inachevé ; ce, sans catastrophisme ni volonté d'instruire un procès. Y-a-t-il un décalage, à la chinoise, entre projets disproportionnés et besoins locaux, sans souci des patrimoines locaux et régionaux ? En quoi la région du Sud-Est est-elle un bon révélateur de l'émergence douloureuse d'une gestion publique et privée du patrimoine en Turquie,

prise entre les affres de la construction d'une mémoire nationale intégrant toute l'épaisseur de la sédimentation historique anatolienne et les impératifs touristiques et plus largement développementalistes ?

I. Le projet du GAP : ambitions et réalisations

A. Cadres, antécédents, ambitions et genèse

La région de l'Anatolie du sud-est est issue d'un découpage administratif récent et contestable. Ce découpage a déterminé 7 régions en Turquie⁴ : régions de Marmara, de la mer Egée, de la mer Méditerranée, de la mer Noire, Anatolie centrale, Anatolie de l'est et Anatolie du sud-est, introduit au Premier congrès géographique turc de 1941 par Herbert Louis (LOUIS 1941). L'Anatolie du sud-est est elle-même constituée de 9 départements administratifs, depuis le début des années 1990 : Adıyaman, Batman, Diyarbakır, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Şanlıurfa et Şırnak. Limitée par la Syrie au sud et l'Irak au sud-est, cette région couvre 9,5 %, estimés à 73 863 km², de la surface totale du pays⁵.

Cette appellation administrative recouvre la Turquie du sud-est (LOUIS 1985), historiquement la Haute Mésopotamie⁶ (UHLIG 1917 ; LOUIS 1985). Avec ses deux fleuves, que sont le Tigre et l'Euphrate, l'Anatolie du sud-est se rattache également à ce que l'on a appelé les "Hilly Flanks" du "Croissant fertile" et se trouve à l'interface du plateau anatolien et des plaines mésopotamiennes. Ces deux fleuves prennent leur source en Anatolie de l'est, traversent l'Anatolie du sud-est et coulent, de la plaine syro-mésopotamienne (BANSE 1915 ; EROL 1983), jusqu'au Golfe Persique.

Depuis la première implantation humaine au Proche-Orient, le long de la côte méditerranéenne, d'abord, puis le long du Tigre et de l'Euphrate, et d'autres fleuves comme le Balikh et le Khabur, le sort de cette région a toujours

³ Cf. EKİNCİ O. (2001), "Endüstri mirasının korunması", *İstanbul Dergisi*, Ekim 2001, n° 39, pp. 129-139.

⁴ Sur la géographie de la Turquie en général, cf. BIROT & DRESCH 1962, DEWNEY 1971, HUTTEROTH 1982.

⁵ Selon le DSI, qui inclut les zones inondables, 75 358 km² soit 9,7 % du pays.

⁶ La Haute Mésopotamie peut se définir géographiquement comme la région couvrant les piémonts du Taurus central et oriental, les vastes plaines de steppes et les terres fertiles des rives du Haut Tigre et du Moyen Euphrate allant jusqu'au Khabur.

été lié à la question de l'eau et des ressources hydrauliques.

Couvrant 20 % des 8,5 millions d'hectares de terre irrigable de Turquie, avec les immenses plaines des bassins du Tigre et de l'Euphrate⁷, l'Anatolie du sud-est est au centre du plus vaste projet hydroélectrique de développement qui ait vu le jour en Turquie : le GAP (*Güneydoğu Anadolu Projesi*), Projet sud-est anatolien⁸. Ce projet, qui a été initié en 1977, dans la continuité du Projet hydraulique du barrage de Keban, recouvre des domaines aussi variés que l'irrigation, l'énergie hydraulique, l'agriculture, les infrastructures rurale et urbaine, la couverture forestière, l'éducation et la santé. Il se veut inscrit dans un contexte de développement durable et a pour objectifs de base avoués⁹ : l'amélioration du niveau de vie et de revenus de la population, l'élimination des disparités de développement régional et de contribuer, à l'échelle nationale, à la stabilité sociale et économique, par la productivité croissante et les opportunités d'emploi générées dans le secteur rural. Le GAP, à travers 13 projets dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate, prévoyant la construction de 22 barrages et de 19 centrales électriques, devrait générer 27 milliards de kWh par an et irriguer 1,7 millions d'hectares de terre et avoir des répercussions positives dans les domaines cités. 3,5 millions d'emplois sont visés en 2005 pour une population ayant atteint les 9 millions d'habitants notamment.

Dans le cadre de la modernisation du pays engagée par Atatürk, fut créée, dès 1936, l'Administration des études électriques (EIE - *Elektrik İşleri Etüd İdaresi*) chargée d'étudier les besoins énergétiques. Dans l'esprit de Mustafa Kemal, il s'agissait, à la fois, d'exploiter les ressources des nombreux fleuves, afin de produire l'énergie nécessaire à l'électrification du pays, d'industrialiser la République turque et de moderniser le nouvel État. De la sorte, l'exploitation des ressources hydrauliques constituait une première étape nécessaire, avec l'équipement des campagnes et l'irrigation des plaines et vallées, à la valorisation de l'énorme potentiel agricole de la

Turquie. Des études furent dès lors menées afin d'évaluer le potentiel énergétique que l'ont pouvait tirer de la maîtrise des fleuves et rivières. Les ingénieurs hydrauliciens du EIE remarquèrent, dès 1936, le site du futur barrage de Keban et, dès 1938, eut lieu une prospection géologique et topographique du *Keban Pass*. La même année, fut inauguré le premier barrage, Çubuk, destiné à alimenter en eau Ankara, la nouvelle capitale du régime. Ces premières études et réalisations allaient mener dans les années 60-70 au Projet Keban, et au barrage du même nom, puis au GAP.

Poursuivies tout au long des années 1950-1960, études et prospections allaient, à partir de 1953, être supervisées par l'Administration d'État des Eaux - DSI (*Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*) et couvrir les 26 bassins hydrauliques du pays. Le DSI reçut pour mission de développer les ressources en eau du territoire et se chargea de l'étude comme de la réalisation des barrages, des centrales hydroélectriques, du réseau primaire d'irrigation, de l'alimentation en eau potable et industrielle des villes, de la qualité des eaux, du système d'alarme des inondations, de la navigation, du tourisme fluvial et lacustre etc... Il est rattaché au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (*Enerji ve Tabii Kaynaklar Bakanlığı*).

Dans les années 1950-1960, on assiste, avec le barrage de Kemer dans l'ouest du pays, celui de Hirfali sur le Kızılırmak, les moyens et les petits barrages entrepris, les centrales hydrauliques et les réseaux d'irrigation dans la plaine de Cilicie notamment, au vrai lancement d'une politique de grande infrastructure hydraulique (MAURY 1999). L'Autorité de planification de l'Euphrate, fondée en 1961, publiait la même année un "Rapport sur le développement du Bassin de l'Euphrate" concernant l'irrigation et l'énergie potentielle que son contrôle pourrait apporter. Il fut suivi en 1966 du "Rapport sur le développement du Bas-Euphrate". Dans le même temps, le Bureau Régional du DSI à Diyarbakır était chargé d'études similaires sur le bassin du Tigre.

⁷ Concernant les appellations de hautes vallées du Tigre et de l'Euphrate et de Moyen-Euphrate, voir RITTER 1843 : 689, LOUIS 1941, GODFREY 1942 (vol 1.) : 169-171 et HAUPTMANN 1999.

⁸ Il est à noter que le GAP exclut la province d'Elazığ, celle-là même où débuta le Projet Keban et où sont situés d'autres barrages.

⁹ Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002.

Cette politique hydraulique de grande envergure allait être poursuivie à un rythme impressionnant sous la houlette du même DSI et de l'institution veillant à l'application de la réforme agraire des années 1960, le *Topraksu, YSE, Tarım Reformu*. Entre 1965 et 1975 fut construit, dans le cadre du Projet Keban, le barrage de Keban de 210 m haut, générant 6000 GWh et ayant un réservoir de 675 km². Il ouvrait la voie au GAP et aux réalisations de grande envergure qui allaient suivre en Anatolie du sud-est. En 1977, il y eut fusion des deux projets consignant le Tigre et l'Euphrate et création du GAP - "Projet sud-est anatolien". La responsabilité du développement des activités en Anatolie du sud-est, dans le cadre d'un programme de développement régional intégré, et la coordination des activités nécessaires à celui-ci, furent données en 1986 à l'Organisation étatique de la planification (DPT) (*Devlet Planlama Teşkilatı*). Pour assurer le développement rapide du projet et les investissements dans l'aire couverte par l'Anatolie du sud-est, fut créé, en 1989, l'Administration pour le développement régional du projet sud-est anatolien, et un Plan directeur (GAP *Master Planı*) fut établi. Cette entité est chargée de créer les services nécessaires ou d'inciter leur création pour l'accomplissement du programme et du Plan directeur, de l'infrastructure, de l'obtention des licences, du logement, de l'industrie, des ressources géologiques, de l'agriculture, de l'énergie et du transport, enfin de prendre toutes les mesures nécessaires pour augmenter le niveau d'éducation des populations vivant dans la région et d'assurer

la coordination des différentes organisations et agences impliquées dans ces activités¹⁰ : le Haut Conseil du GAP (*GAP İdaresi*), et la Présidence du GAP (*GAP Başkanlığı*) sont à Ankara et possèdent un bureau régional (*Bölge Müdürlüğü*) à Şanlıurfa. Elles s'occupent des infrastructures urbaines et rurales, agricoles, du transport, de l'industrie, de l'éducation, du logement, de la santé et du tourisme. Le DSI dispose de vastes moyens, 27 % du budget annexe de l'État, premier poste, d'un effectif de 37 000 personnes, dont 4 500 ingénieurs, 95 % dispersés dans les 25 directions régionales.

Dès 1989, le GAP a dû être infléchi vers un projet de développement durable, le *GAP Regional Development Plan*, axé sur la participation de la population, une meilleure rationalisation des ressources et des potentiels de la région et sur le développement humain. Il a été mis en place par l'Administration pour le développement régional du GAP (*GAP Bölge Kalkınma İdaresi Başkanlığı*). Cet infléchissement se présente comme un programme de transition vers une économie renforcée, dans le cadre de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, entendu que le but du GAP est de transformer l'Anatolie du sud-est en un centre d'export pour les biens agricoles¹¹.

B. Étapes de la réalisation

Comme le note René G. MAURY (1999), déterminer la géographie de la Turquie ramène souvent à rappeler la dualité de l'espace physique turc : rares zones humides (littoral de

Tableau 1 : Projets du GAP et surfaces irrigables (juin 2003)*

A - Projets du Bassin de l'Euphrate	B - Projets du Bassin du Tigre
- Projet Karakaya - 0	- Projet Tigre - Kralkızı - 130 159
- Projet Bas-Euphrate - 706 281	- Projet Batman - 37 351
- Projet Euphrate frontalier - 0	- Projet Batman - Silvan - 257 000
- Projet Suruç - Yaylak - 114 826	- Projet Garzan - 60 000
- Projet Adıyaman - Kahta - 77 824	- Projet Ilısu - 0
- Projet Adıyaman - Gökusu - Araban - 71 598	- Projet Cizre - 121 000
- Projet Gaziantep - 142 664	
- Projets divers - 70 365	- Projets divers - 31 748

* surface irrigable en hectares

Source : DSI - 2003.

¹⁰ Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002.

¹¹ Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002, "Nedir GAP?"

Tableau 2 : Barrages et centrales hydrauliques du GAP en activité (juin 2003)

Barrage	Département	Cours d'eau	Années de réalisation	Surface du réservoir
Karakaya*	Diyarbakır	Euphrate	1976-1987	268 km ²
Atatürk*	Şanlıurfa	Euphrate	1983-1992	817 km ²
Hancağiz	Gaziantep	Nizip	1985-1988	7,5 km ²
Kralkızı*	Batman	Tigre	1985-1997	57,5 km ²
Dicle*	Diyarbakır	Tigre	1986-1997	24 km ²
Batman	Batman	Batman	1986-1998	49,2 km ²
Çamgazi	Adıyaman	Kuzgun	1990-1998	5,55 km ²
Birecik*	Şanlıurfa	Euphrate	1993-2000	56,2 km ²
Karkamış*	Kahramanmaraş**	Euphrate	1996-2000	28,4 km ²

* centrales hydrauliques en activité

** contrairement à la classification du DSI, le barrage de Karkamış se trouve dans le département de Şanlıurfa.

Source : DSI - 2003.

la mer Noire), nombreuses zones montagneuses au nord, à l'ouest, au sud et à l'est, retenant précipitations et favorisant la circulation superficielle et souterraine de l'eau, plus une vaste partie semi-aride (Anatolie centrale et sud orientale, dépressions intérieures). Les précipitations atteignent 501 km² allant de 220 à 2500 mm, 643 mm en moyenne, l'écoulement superficiel est considérable avec 186 km². Le potentiel énergétique s'élève à 35 000 MW, 123 000 GwH, les ressources souterraines s'élèvent, quant à elles, à 12,2 km² dont la moitié est utilisée. La Turquie possède de nombreux fleuves et rivières répartis en 26 bassins hydrographiques. Il s'agissait donc de maîtriser les fleuves et rivières de ces bassins. Lancée dans les années 60, cette politique de grands travaux, menée à un rythme soutenu, a abouti à la construction de plus de 500 barrages sur tout le territoire et dans tous les bassins hydrographiques.

En 2002, 504 barrages, selon les critères de l'ICOLD (*International Committee On Large Dams*) sont en activité en Turquie, que le DSI divise en 202 grands barrages et 302 petits barrages¹². 100 barrages et centrales hydroélec-

triques sont actuellement en construction, 125 centrales hydroélectriques sont en activité, 102 sont en projet. En 1998, 805 barrages et 485 centrales hydrauliques étaient en projet dans les cartons du DSI qui permettraient de tirer partie au mieux des ressources hydrauliques du pays.

Pour la région du GAP, sur les 22 barrages et 19 centrales prévus, 9 barrages et 6 centrales sont d'ores et déjà en activité¹³. Deux barrages¹⁴ sont en construction, ceux de Doğanpınar - Kayacık sur le Tüzel et de Seve sur l'Aynifan dans le département de Gaziantep (tab. 1-3). La Turquie contrôle 88 % du débit de l'Euphrate et 50 % de celui du Tigre.

Le GAP comprend 13 projets¹⁵ sur deux bassins hydrauliques, 7 concernant l'Euphrate et 6 le Tigre. Il faut noter que 9 barrages sont en activité dans la région, au sens large, mais ne font pas partie du projet¹⁶. Ce sont principalement de petits barrages, exceptés Menzelet sur le Ceyhan avec un réservoir de 42 km² dans le département de Kahramanmaraş et bien sûr le barrage de Keban avec un réservoir de 675 km².

¹² Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002. Barajlar ve Santrallar.

¹³ Cf. tab. 2, "Barrages et centrales hydrauliques du GAP en activité (juin 2003)".

¹⁴ Un seul dans le tableau récapitulatif du *GAP Development Plan - DSI*, mais deux dans les tableaux faisant l'état d'avancement des projets.

¹⁵ Cf. tab. 1, "Projets du GAP et surfaces irrigables (juin 2003)".

¹⁶ Cf. tab. 3, "Barrages en activité (juin 2003) en Anatolie du sud-est hors GAP".

Tableau 3 : Barrages en activité (juin 2003) en Anatolie du sud-est hors GAP¹⁷

Barrage	Département	Cours d'eau	Années de réalisation	Surface du réservoir
CIP	Elazığ	Cip	1965	1,10 km ²
Devegeçidi	Diyarbakır	Furtakşa	1965-1972	32,1 km ²
Keban	Elazığ	Euphrate	1965-1975	675 km ²
Kartalkaya	Kahramanmaraş	Aksu	1965-1972	11,25 km ²
K Kalecik	Elazığ	Kalecik	1969-1974	1,16 km ²
Hacıhıdır	Şanlıurfa	Hacıhıdır	1985-1989	4,40 km ²
Menzelet	Kahramanmaraş	Ceyhan	1980-1989	42 km ²
Dumluca	Mardin	Buğur	1985-1991	2,23 km ²
Göksu	Diyarbakır	Göksu	1987-1991	3,90 km ²

Source : DSI - 2003.

C. Bilan, plus de 20 ans après : retards et infléchissements

1. Contexte international

La construction de grands barrages avant la Première Guerre mondiale s'est concentrée dans les pays développés : États-Unis, Australie, Canada, Europe de l'ouest, ancienne Union Soviétique et Japon. L'après-guerre a vu de nombreux pays d'Asie et l'Afrique se libérer de leur passé colonial. Pour ce faire, les pays accédant à l'indépendance ont eu à lancer des processus de développement structurels que les puissances coloniales n'avaient pas forcément mis en avant. Il a été nécessaire d'augmenter les niveaux de vie des populations en accélérant le développement social et économique. L'eau, l'accès à l'eau et son exploitation énergétique, tiennent une place centrale dans ces processus. En ce sens, la construction de grands barrages est souvent devenue un symbole de construction de la nation et de fierté nationale¹⁸ et a contribué dans de nombreux cas à l'unité nationale. Les barrages de Bhakra et d'Hirakud en Inde, celui de Volta au Ghana, de Kariba en Zambie et d'Aswan en Égypte ont tous été

considérés comme des symboles de développement et de progrès dans ces pays nouvellement indépendants.

En 1975, les États-Unis, le Canada et l'Europe de l'ouest avaient, pour l'essentiel, terminé leurs programmes de construction de grands barrages et le développement économique des principales régions et sites. Après cette date, la construction de grands barrages s'est concentrée sur le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Turquie principalement. Le Japon a été l'un des derniers pays développés à avoir poursuivi la construction de grands barrages après 1975. Le décalage chronologique repérable entre la période de ces projets hydroélectriques dans les pays du Nord et les pays du Sud est la source d'une remise en cause toujours plus forte de constructions jugées pharaoniques, destructrices pour l'environnement et le patrimoine, et parfois inadaptées quant au stockage de l'eau et à la production d'énergie électrique. En effet, le coût du kilowatt est souvent très élevé pour un investissement lourd par rapport à des solutions traditionnelles de centrales qui polluent relativement peu.

¹⁷ Il est à noter que Karkamış est situé par le DSI dans le département de Kahramanmaraş. DSI et GAP ne sont pas très conséquents avec eux-mêmes en ce qui concerne les départements retenus. Source DSI, août 2002.

¹⁸ Dans la région qui nous occupe, s'agissant de pays depuis longtemps indépendants mais en phase de développement, c'est le cas avec les barrages turcs Atatürk, syriens avec Tabqa-Hafez el Assad, Al Baath, Tishrin, Irakiens avec Eski Mosul-Saddam Hussein. Il y a d'ailleurs, le plus souvent, identification du progrès avec la maîtrise hydraulique. L'appellation du nom du Président est ô combien révélatrice de l'ambition de l'œuvre nationale effectuée et du progrès en marche.

Les grands barrages : des projets contestés

Le **barrage des Trois Gorges** – Fleuve Yang Tsé, Chine — s'inscrit dans le cadre d'une politique de grands travaux censés participer au développement de la nation et de la région. Il doit rendre, en outre, le fleuve navigable et compenser, par le commerce fluvial, la diminution du tourisme due à l'inondation du site naturel. Il fera 2,3 kilomètres de longueur, aura une hauteur de 185 mètres et un réservoir de plus de 600 km de long, qui causera le départ de 1,5 millions de personnes et affectera le mode de vie de 15 millions d'autres. Il engloutira 13 villes, 140 bourgades et quelque 4 000 villages. Sa construction a débuté en 1993 et doit s'achever en 2009. À cette date, ses 26 générateurs produiront 18,2 millions de kilowatts. Sa construction requiert un volume de béton de 26 430 000 m² et son coût s'élèverait à 75 milliards de dollars. Cela en ferait la construction la plus chère de l'histoire. La mise en eau du barrage va affecter grandement le paysage naturel des trois gorges et faire disparaître 1300 sites archéologiques.



Vue d'ensemble de Hasankeyf — L'eau atteindra le sommet du minaret. Cliché Damien Bischoff— Octobre 2001

Le **barrage d'Ilisu en projet** serait un des plus grands barrages hydroélectriques de Turquie (1200 MW). Près de la frontière syrienne, à 65 km de l'Iraq, sa mise en eau entraînerait l'inondation d'une surface de 313 km² et de 183 établissements, 15 villes moyennes et de nombreux villages, dont la ville médiévale de Hasankeyf. Il entraînerait le déplacement de 60 000 personnes. Des sites importants tels que Gre Dimse, Ziyaret Tepe et Hasankeyf, occupé depuis le VII^e s. av. J.-C., disparaîtraient, malgré le classement de certains des sites.



Issu du Rapport de destruction archéologique de l'Anatolie du sud-est - TAY 2001 – un cliché militant pour la préservation du patrimoine et saisissant à la fois : pour qu'il n'arrive pas la même chose à Hasankeyf...

Almalık Tepe, Anep Sırtı, Aşağı Hamili Harabesi, Başkale, Bedri İbo Tepe, Bendersovti Sırtı, Biricik Höyük, Burhan Höyük, Çavi Tarlası, Çekiş Sırtı, Gavurtepe, Gri Memo Mevkii, Gritille, Hasimerte Bağları, Hassek Höyük, Kumartepe, Kurban Höyük, Küçüktepe, Lidar, Meyan Höyüğü, Miroğlu, Nevalı Çori, Samsat, Süleyman Bey Harabesi, Sürük Mevkii, Şaşkan Büyüktepe, Tille, Toprakkale, Yeniköy etc...

C'est le cas des barrages des Trois Gorges en Chine, en construction sur le fleuve Yang-Tsé, et de celui d'Ilisu en Turquie, en projet sur le Tigre qui doit constituer le onzième¹⁹ barrage sur les 22 prévus dans le *Master Plan*. Les débats et les critiques que suscite le GAP et la forte mobilisation contre le barrage d'Ilisu prévu sur le Tigre semblent avoir fait marquer le pas à la réalisation des 13 autres barrages. Relayée par la presse internationale et les associations de protection de l'environnement et du patrimoine, la presse turque n'est pas sans remettre en cause le projet dans son ensemble et ce, à tous les niveaux : économique —le GAP pèserait sur le budget de l'État²⁰—, patrimonial, disparition de sites innombrables, social, avec la prise de conscience du peu de cas fait des populations locales, le déplacement de 60 000 personnes encore étant, en effet, prévu; il y en avait eu 55 000 avec le barrage d'Atatürk et son réservoir de 817 km² sur 500 km de long, 30 000 avec celui de Birecik. Des doutes et des questionnements semblent naître, dernièrement, au sein même du gouvernement et dans les institutions chargées de la politique hydroénergétique²¹. On peut d'ailleurs supposer que la volonté de limiter le déficit et l'endettement va jouer contre le GAP. En septembre 1999, le gouvernement turc a annoncé la révision du GAP face à la migration incontrôlée des populations du Sud-Est vers l'Ouest²², alors qu'un des objectifs principaux du projet était de maintenir la population sur place et même de la faire passer à 9 millions d'habitants à l'horizon 2005 tout en créant 3,5 millions d'emplois.

D'anciens hommes d'État, qui ont beaucoup fait pour que le GAP aboutisse et se concrétise, semblent, en revanche, n'avoir jamais douté du bien fondé de la politique du tout hydroénergétique, présentée comme le progrès en marche dans une Turquie en développement. Leur formation explique cette persévérance sinon cet acharnement : Turgut Özal et Süleyman Demirel sont à l'origine deux ingénieurs en électricité, le premier a travaillé sur le Projet Keban et le

second a participé à de nombreux chantiers hydroélectriques et fut ensuite, de 1952 à 1964, directeur du Département des barrages, du contrôle de l'eau et de l'administration hydraulique...

Le temps joue contre le GAP, les retards n'ont pas permis la réalisation des 22 barrages prévus entre 1977 et 2005. Or, une politique de petits barrages et parfois de destruction de grands barrages a été amorcée dans des pays développés, comme aux États-Unis. Pour limiter les perturbations du régime fluvial, responsables d'effets négatifs souvent irrémédiables, les experts préconisent d'exclure le gigantisme et d'avoir recours à des réservoirs de taille moyenne. De plus, des énergies alternatives, éoliennes etc., générateurs à cycle combiné qui sont plus propres, moins chers, plus sûrs et consomment moins d'essence, permettent des retours sur investissement plus rapides, nécessitent moins de capitaux et ne demandent pas un système de transmission à longue distance de l'énergie produite, enfin ne sacrifient pas des vallées entières. À ce titre, de nombreux experts ont dénoncé le coût élevé de l'électricité qui pourrait être produite par le barrage d'Ilisu, dans la lancée des autres grands barrages qui, nous l'avons vu, souffrent de paralysie et ne fournissent pas l'énergie escomptée. Ils ont préconisé, plutôt qu'un tel investissement, la modernisation du système de transmission énergétique qui est notoirement inefficace²³. En outre, d'autres solutions énergétiques n'ont tout simplement pas été considérées malgré leur meilleure rentabilité et leur coût moindre. Un projet de centrale au gaz à Ankara a une capacité de 720 megawatt (MW) pour un coût de 276 millions de dollars soit 0,38 millions par megawatt, tandis que la capacité d'Ilisu est de 1 200 MW pour un coût de 1 520 millions soit 1,27 millions le MW. On le voit, le projet de centrale au gaz est 3 fois plus rentable et nécessite trois fois moins d'investissements²⁴; se pose aussi la question de la durabilité des barrages, qui ne dépasse pas 20-30 ans.

¹⁹ Ou douzième, si l'on considère que deux sont en construction. Cf. "Les grands barrages : des projets contestés".

²⁰ GAP est considéré pour certains comme la cause principale des 70 % d'inflation en 1999-2000 et représenterait 10 % total des dépenses publiques.

²¹ *Evrensel*, 17/05/2000, "GAP'ta ciddi sorunlar var".

²² *Kurdish Human Rights Project - Report - 99/G.*

²³ *Kurdish Human Rights Project - Report - 99/G.*

²⁴ *Kurdish Human Rights Project - Report - 99/G.*

Le *Master Plan* ne pourra pas être réalisé à l'horizon de l'année 2005, ni à celui de 2010²⁵, la date d'achèvement a d'ores et déjà été repoussée à 2029, ce qui constitue un retard de 24 ans²⁶ sur le projet originel. En outre, 13,8 milliards du budget global ont été dépensés et il faut encore trouver le financement des 18 autres milliards²⁷. Ils semblent difficiles à trouver, d'autant plus après la crise économique qui frappe la Turquie depuis 2000 et dans le contexte de restriction des dépenses publiques.

2. La mise en eau du barrage de Birecik et la prise de conscience nationale et internationale de la question des barrages

L'inondation de Zeugma-Belkis, celle de Halfeti et celle prévue de Hasankeyf ont entraîné un mouvement international de protestation d'une grande ampleur et retiré de nombreuses sources de financements extérieurs, les gouvernants ne voulant pas se mettre à dos leur opinion publique pour un projet contesté. Ce mouvement a fait suite à un article dans le *New York Times* annonçant la découverte et l'inondation prochaine d'un deuxième Pompéi²⁸. Les journaux du monde entier reprirent cette information et dénoncèrent la perte irréparable et le déplacement de 30 000 personnes²⁹. Une équipe internationale travailla jusqu'au dernier moment à la fouille de sauvetage, à la documentation et au démontage des mosaïques des villes romaines de Zeugma et aussi d'Apamée. Zeugma est à l'heure actuelle partiellement sous les eaux tandis qu'Apamée a complètement disparu sous les eaux du lac de retenue. À cette occasion, outre la protestation, la solidarité internationale joua en faveur du sauvetage de la plus grande partie possible du site archéologique et de ses éléments divers. PHI, *Packard Humanities Institute*, fit un don de 5 millions de dollars³⁰. Malgré toute cette campagne et toutes les pressions internationales et civiles, le gouvernement turc laissa inonder la vallée, car il aurait

dû payer des sommes énormes aux sociétés ayant construit le barrage, par mois de retard de mise en activité.

La belle machine stakhanoviste du DSI semble s'être enrayée à partir de la mise en eau du barrage de Birecik : erreur de calcul dans les courbes de niveau de 3 m sur l'ensemble du réservoir, un an de retard sur la mise en eau, qui a fortement contribué à la faillite de la société de construction autrichienne Holster, leader du consortium. Le nouveau mode de construction-concession, BOT, *Build Operate Transfert (Yap İşlet Devret)*, pour une période donnée et retour de l'exploitation au niveau public ne semble pas réussir au DSI, le système des appels d'offre internationaux de construction pour des projets de grande ampleur ne favorisant pas, il est vrai, la discrétion qui avait prévalu jusqu'alors en Turquie sur les très grands barrages. L'année 1992, avec l'inauguration du barrage Atatürk, constitue le sommet de l'exaltation techniciste et le point d'orgue du succès DSI - GAP et d'une réussite inconsciente des coûts et des environnements. C'est le commencement de la construction du barrage de Birecik qui, moins d'une dizaine d'années après, a fait marquer le pas à l'entreprise tout entière. Les années 1992-2000 représentent, dans un raccourci saisissant, le sommet et le début de la fin d'une politique, si l'on peut s'exprimer ainsi. 2003 et les journaux remettent en cause le GAP et ... le DSI, comme il a été dit plus haut (voir introduction).

L'inondation de la ville de Halfeti, une ville médiévale et ottomane, provoqua les mêmes protestations, bien que de façon moins spectaculaire, et plutôt dans la presse turque, une ville médiévale parlant moins à l'imaginaire collectif qu'une ville romaine comme Zeugma, et on s'inquiéta grandement du sort non plus d'innombrables mosaïques mais de personnes déplacées perdant tout. On déplora la perte des maisons de style arménien et ottoman, des bains de la mosquée d'Ulu Camii du XVIII^e siècle et de toutes les richesses de la ville basse,

²⁵ *Cumhuriyet*, 03/09/2000, "Çiftçilere 'arazi edindirme fonu'".

²⁶ *Türkiye*, 04/05/2001, "Gap'a 24 yıllık rötâr" ; *Zaman*, 09/05/2001, "Gap 2029'da belki".

²⁷ *Politika*, janvier 2002.

²⁸ *Evrensel*, 09/05/2000, "Zeugma, New York Times'in manşeti oldu".

²⁹ *Radikal*, 08/10/2000.

³⁰ *Cumhuriyet*, 10/06/2000, "Zeugma'ya 5 milyon dolar" ; *Cumhuriyet*, 23/06/2001, "Zeugma'ya yardım şartı vakıf" parle de 50 millions de dollars.

de même que des arbres centenaires³¹ et de l'environnement enchanteur de Halfeti avec ses peupliers de l'Euphrate et sa faune, sans compter des innombrables églises et villages arméniens non documentés.

Pour éviter de nouveaux Zeugma et Halfeti, toutes les institutions et ONG furent alertées de l'énormité du GAP et de sa capacité destructrice, les gouvernements européens pris à partie afin de faire pression sur le gouvernement turc. Le Conseil de l'Europe envoya un émissaire faire un rapport³², Tony Blair fut mis en défaut au *Labour Party* et dut prendre position, se déclara contre Ilisu en proclamant "vous commettez un crime"³³. *The Independent* défendit Hasankeyf³⁴. Le parlement allemand à son tour examina le projet de barrage d'Ilisu et le cas de Hasankeyf³⁵. Le premier ministre allemand, Gerhard Schröder³⁶, en personne finit par écrire une lettre de soutien, après que la presse turque eut accusé l'Allemagne de soutenir un "massacre culturel"³⁷. La protestation fut relayée par *BBC TV* qui énonça que le peuple ne voulait pas de cette destruction du patrimoine³⁸. La Banque Mondiale dut retirer son soutien financier³⁹. On se demanda ce que faisait l'Unesco⁴⁰.

Cette campagne contre le projet d'Ilisu, dont on a brièvement rappelé l'ampleur et la portée, entraîna le désistement successif de la quasi-totalité des compagnies étrangères faisant partie du consortium de construction du barrage :

Skanska⁴¹, groupe suédois s'est retiré pour des raisons techniques (*sic*), et non pour les personnes déplacées et les questions d'environnement et de patrimoine ; Balfour Beatty, firme d'ingénierie civile, leader du consortium, Sulzer Hydro de Suisse et Impregilo d'Italie finirent par abandonner à leur tour devant la pression de leurs gouvernements mis en difficulté par leur opinion publique, assemblée ou parlement. Le financement par l'UBS (Union des Banques Suisses) ayant besoin des crédits à l'exportation des Agences (ECAs) de l'Autriche, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Suède, Suisse, UK, USA en cas d'annulation du projet, a également été compromis⁴². Ce qui fait qu'il reste, dans le consortium chargé de la construction, la firme d'ingénierie suisse ABB Power Generation Ltd, spécialisée en générateurs électriques, le groupe franco-anglais Alstom, le groupe autrichien VA Tech et les trois groupes turcs Nurol, Kiska et Tefken⁴³, et un projet sans financement...

Si le début de la campagne de protestation a pris sa source dans le domaine de l'archéologie et de la préservation du patrimoine, comme révélateur, elle a de façon coextensive été menée sur tous les fronts : la Turquie, via le DSI et le GAP, nie les dommages environnementaux, la presse turque, elle, accuse les barrages de polluer⁴⁴, de changer le climat, d'anéantir des paysages millénaires, de déplacer des populations entières et d'augmenter les risques sismiques dans une région déjà aussi sensible

31 *Cumhuriyet*, 13/01/2000, "Yüzyıllık ağaçlar kesildi".

32 *Cumhuriyet*, 25/02/2002, "Hasankeyf Avrupa Konseyi'nde" ; "Cultural aspects of the Ilisu Dam Project, Turkey", *Information report*, Committee on Culture, Science and Education, General Rapporteur on the Cultural Heritage : Mrs Vlsata Stepovà, Czech Republic, Socialist Group, Council of Europe, doc. 9301, 18 december 2001.

33 *Özgür Bakış*, 28/12/1999, "Suç işliyorsunuz" ; *Özgür Bakış*, 18/12/1999, "Blair'in Ilisu hesabı".

34 *Özgür Bakış*, 13/12/1999, "The Independent'ten Hasakeyf'e destek".

35 *Cumhuriyet*, 04/11/2000, "Alman milletvekili Hasankeyf'te".

36 *Yeni Gündem*, 08/07/2000, "Schröder'in Hasankeyf Mektubu".

37 *Özgür Bakış*, 21/12/1999, "Almanya da kültür katliamını onayladı".

38 *Özgür Bakış*, 23/01/2000, "Halk yıkımı istemiyor".

39 *Cumhuriyet*, 16/07/2000, "Dünya Bankası onaylamaz", après s'être prononcé contre le projet dès 1984.

40 *Cumhuriyet Dergi Pazar Eki*, 13/02/2000, "Unesco'cular nerede?" ; *Cumhuriyet*, 27/02/2000, "Hasankeyf ve UNESCO".

41 *Türkish Business World*, mars 2000, "Swedes Quit Ilisu Dam Project".

42 *Cumhuriyet*, 20/09/2000, "Ilisu Barajı da gündemde".

43 *Bilim ve Teknik*, avril 2001, n° 401.

44 *Özgür Bakış*, 11/10/1999, "Barajlar zehirleniyor".

que celles de la Marmara⁴⁵ et d'Adapazarı⁴⁶. Et ce ne sont pas les quelques aménagements de 1989 avec le *GAP Regional Development Plan* et les projets dérisoires d'intégration des populations et de mise en valeur de la région qui font oublier les déplacements de populations et les destructions archéologiques et environnementales. Voici pour l'essentiel les projets culturels du *GAP Regional Development Plan* :

- *Research & Publication*
- *Popular Culture of GAP Provinces*
- *Hasankeyf Research Excavations*
- *Documentations of Immovable Cultural Properties*
- *Halfeti Rescuing*
- *Anakültür Kocahisar, Kahta, Adıyaman, Acırlı (Mardin-Midyat) Environmental Arrangements*
- *Historical Site*
- *Restoration of Cizre Abdabiye Medrese and Mem-u Zin Tomb*
- *Restoration Kasımiye Medrese Mardin*
- *Mardin Urban Design Project*
- *Faith Tourism - Urfa*
- *Traditionnal House Şanlıurfa, Mardin, Kilis, Midyat, Savur, Harran*⁴⁷

Malgré les infléchissements vers un développement durable et humain, sur le plan de la communication, le GAP semble avoir perdu la partie et ne plus être en mesure de renverser la relation à son avantage. La société civile attaque également la légitimité du projet, un procès est ouvert⁴⁸ par un avocat du barreau d'Istanbul contre le gouvernement turc.

Toujours sur le registre archéologique, la presse turque dénonce les vestiges archéologiques sacrifiés au nom du "progrès hydroélectrique" : outre Belkis-Zeugma, avec le barrage de Birecik, Karkamış, avec le barrage du même nom, d'autres hors GAP sont en passe de disparaître avec la mise en eau des ouvrages du DSI : Çine, Futuna, Yortanlı et la ville romaine d'Allianoı⁴⁹ avec les barrage de Bergama-Yortanlı, du Çoruh, du Munzur Çayı⁵⁰.

Le partage des eaux avec les pays voisins est également problématique (ARMAILLE 1992), de même que le niveau de remplissage des barrages que stigmatise également la presse turque. Mais revenons à la pertinence des barrages en terme d'énergie fournie. Les réservoirs souffrent majoritairement de la sécheresse, le niveau de remplissage contredit les prévisions et les potentiels énergétiques escomptés. En 2001, 40 % des barrages en activité n'étaient plus à proprement parler opératoires, faute d'eau ; de 10 milliards de mètres cubes en 2000 on est passé à 6 milliards. Faute de pluie, la sécheresse paralyse les barrages : 103 milliards de mètres cubes en 1998, 83 en 1999, 78 en 2000 et 12,5-6 en 2001⁵¹. Le niveau critique a été atteint, selon le DSI même, et cela touche les ouvrages les plus importants : Keban, Atatürk, Karakaya, Birecik et Karkamış dans la région à climat semi-aride continental. Mais toute la Turquie est touchée.

On voit l'ampleur de la sécheresse et la paralysie qui menace les barrages faute de pluie (tab. 4). L'année 2000⁵² a vu le sixième plus grand barrage au monde, le barrage Atatürk, à un niveau de remplissage critique et de quasi-inactivité, les turbines dans le vide si l'on peut dire : à 529,7 m au début de l'année, le niveau

⁴⁴ Özgür Bakış, 11/10/1999, "Barajlar zehirleniyor".

⁴⁵ *Cumhuriyet, Bilim Teknik*, 25/05/2002, "Doğu Anadolu Bölgesi deprem projesi".

⁴⁶ Le sud-est de la Turquie constitue, en effet, par sa position entre la plaque arabe et anatolienne, une zone sismique relativement active et la construction de large réservoirs dans une telle région est risquée et contribuerait même à une plus grande activité sismique. Les barrages du GAP sont conçus pour résister à des séismes de l'ordre de 6 sur l'échelle de Richter alors que des séismes de force 7 et plus sont tout à fait possibles.

⁴⁷ Administration du GAP.

⁴⁸ *Cumhuriyet*, 17/05/2000, "Hasankeyf için dava açıldı".

⁴⁹ *Milliyet*, 01/08/2000, "İkibin yıllık tarih bin metreye bağlı".

⁵⁰ *Radikal*, 16/10/2000.

⁵¹ *Radikal*, 10/02/2001, "Kar yağmazsa halimiz harap".

⁵² *Sabah*, 25/09/2003.

Tableau 4 : Niveau de remplissage des barrages en février 2001

Barrage	Volume max. *	Volume min. *	Volume dispo. *
Keban	31.001,6	17.074,2	17.306,2
Karakaya	9.242,0	4.888,9	4.948,1
Atatürk	48.700,0	37.720,0	37.843,2
Birecik	1.220,0	637,0	1070,4
Karkamış	156,9	67,2	67,2
Özlüce	1.081,5	391,3	386,1
Tercan	1.736,9	44,7	63,5
Kuzgun	338,0	0,6	154,4
Kralkızı	1.933,7	236,0	551,0
Dicle	582,5	342,5	132,1
Hirfanlı	5.750,0	3.705,3	4.002,8
Kesikköprü	88,1	31,1	86,8
Kapulukaya	286,1	145,4	265,5
Altinkaya	5.763,0	2.871,0	3.124,0
Derbent	212,5	191,6	207,7
Kılıçkaya	1.400,4	367,1	412,6
Almus	1006,8	151,5	431,7
Hasan Uğurlu	1.018,4	382,3	413,7
Suat Uğurlu	182,5	154,4	171,0
Sarıyar (H. P.)	1.698,9	756,6	985,3
Gökçekaya	953,1	371,7	895,8
Menzelet	1.974,5	533,9	925,5
Sır	1.120,0	451,8	657,3
Aslantaş	1.676,2	530,0	765,6
Çatalan	2.120,0	1.400,0	1.507,7
Seyhan	865,4	159,9	391,2
Oymapınar	296,7	220,2	220,5

* en millions de m³.

Source : *Radikal*, 10/02/2001, "Ya kar ya karanlık!"

est tombé à 526,2 m en septembre, sachant que son niveau maximal est de 542 m soit 48,8 milliards de m³ et le niveau minimal de 526 m soit 37,6 milliards de m³.

Considérons les conséquences de la politique hydraulique turque pour les proches voisins et pour la région dans son ensemble, en termes de gaspillage. Le DSI turc a orienté sa politique vers l'énergie et l'irrigation, la Syrie a fait de même. Tishrin, Tabqa-Thawaa irriguent les terres semi-arides sur les plateaux d'Alep, de Resafé et les terrasses de Raqqa, Deir ez Zor et Meyadin, les vallées du Balikh et du Khabur. Un accord tripartite entre Turquie, Syrie et Irak datant de 1987, renouvelé depuis, garantit 500 m³/s à la Syrie soit 16 milliards de m³/an, la

Syrie à son tour est censée en donner 58 % à l'Irak. Aucun accord n'existe concernant le Tigre.

Si l'on considère seulement l'Euphrate, 30 milliards de m³ passent en Syrie annuellement auxquels il faut ajouter 1,8 milliards de m³ provenant du Khabur. À lui seul, l'Euphrate représente 85 % des eaux de surface de la Syrie. Or, l'évaporation due au GAP en amont représente, à l'horizon 2005, d'ores et déjà 10 à 11 milliards de m³. Ce qui signifie que la Syrie va manquer d'eau et que, à son tour, elle ne pourra pas remplir ses barrages : principalement ceux de Tabqa (de 4,5 km de long, 512 m de largeur à la base et de 19 m de crête, avec un réservoir de 41 millions de m³, il irrigue

Tableau 5 : Plan de développement du GAP - DSI (juin 2003)

Avancement des projets	Projets bassin Euphrate	Projets bassin Tigre	Total projets GAP
Total			
Capacité installée	5 313 MW	2 172 MW	7 485 MW
Energie fournie	20 098 GWh	7 247 GWh	27 345 GWh
Surface irriguée	1 113 193 ha	601 824 ha	1 715 017 ha
Nombre de barrages	14	8	22
Nombre de CH*	11	8	19
En operation			
Capacité installée	5 061 MW	204 MW	5 261 MW
Energie fournie	19 422 GWh	444 GWh	19 866 GWh
Surface irriguée	125 330 ha	-	125 330 ha
Nombre de barrages	6	3	9
Nombre de CH*	4	2	6
En construction			
Capacité installée	50 MW	198 MW	248 MW
Energie fournie	124 GWh	483 GWh	607 GWh
Surface irriguée	86 636 ha	61 772 ha	148 408 ha
Nombre de barrages	1	-	1
Nombre de CH*	1	1	2

CH= Centrale hydroélectrique.

Source : DSI 2003.

640 000 ha, possède une centrale électrique de 800 MW) et d'Al Baath, 26 km plus en aval, avec son réservoir de 90 millions de m³. Ces barrages fournissent à eux deux la plus grande partie de l'électricité du pays. En aval, l'Irak sera le pays le plus touché. Le Balikh et le Khabur se meurent et cette politique hydraulique, irrigation intensive et changements environnementaux désastreux, semble même être responsable d'un plus grand assèchement général de la région. Au contact des réservoirs et des zones irriguées, elle est également responsable de l'apparition de nouvelles maladies et d'autres fléaux⁵³.

Le Tigre, quant à lui, d'un cours de 325 km de long en Turquie, irrigue une surface de 39 000 km² et 54 000 km² avec ses affluents. Il prend sa source à une altitude comprise entre 2 000 et 3 500 m d'altitude dans les montagnes de l'est de la Turquie. Après avoir collecté l'eau

de quelques affluents, il court dans la plaine de Diyarbakır-Bismil à une hauteur de 750-550 m puis traverse des montagnes de 1 000 à 1 500 m et collecte l'eau d'affluents importants de sa rive gauche : les rivières de Batman, Garzan et Botan. Il a un débit, en Turquie, de 22 milliards de m³/an selon le DSI⁵⁴, de 32 m³/an selon le CSIS de Washington, de 43 m³/an selon Naff et Matson⁵⁵ et de 52 m³/an selon Beaumont⁵⁶ et selon le point de vue adopté... Ses affluents principaux sont le grand et le petit Zab, Diyala, Adhain ; ils ont déjà fait l'objet de nombreux aménagements.

Enfin, le Plan de Développement du GAP (tab. 5) résume et met en évidence l'état d'inachèvement majeur dans lequel le GAP se trouve, face au foisonnement de projets. En cela, cet état est comparable à celui des 805 barrages et 485 centrales hydrauliques projetés par le DSI au niveau national...

⁵³ Cf. *infra* la section consacrée aux patrimoines environnementaux.

⁵⁴ Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002.

⁵⁵ "Conflict or Cooperation", *Westview*, 1984.

⁵⁶ *Federal Trust for Education and Research*, Commission des Communautés Européennes, février 1992.

Tableau 6 : Les projets du Sud-Est anatolien

A - PROJETS DU BASSIN DE L'EUPHRATE				
Nom du projet et unités	Capacité installée (MW)	Énergie fournie (GWh)	Surface irriguée (ha)	État d'avancement du projet
1. Projet Karakaya	1800	7354	0	
Barrage de Karakaya et CH*	1800	7354	-	en activité
2. Projet bas Euphrate	2450	9024	706 281	
Barrage d'Atatürk et CH*	2400	8900	0	en activité
Şanlıurfa CH*	50	124	0	en construction
Ş.Urfa tunnel et irrigation :			470 135	constr. + activité
A - Ş.Urfa - Harran irrigation	0	0	152 353	en activité
B - Mardin - Ceylanpınar				
Irrigation	0	0	94 929	plan.+ constr.
C - Mardin - Ceylanpınar				
Pompage irrigation	0	0	118 264	planification
D- YAS irrigation			104 589	planification
Sietrek - Hilvan pompage et irrigation	0	0	188 778	planification
Plaine de Boz pompage et irrigation	0	0	47 368	plan. + en prog.
3. Projet Euphrate frontalier	861	3 168	0	
Barrage de Birecik et CH*	672	2 516		en activité
Barrage de Karkamış et CH*	189	652		en activité
4. Projet Suruç - Yaylak	0	0	114 826	
Plaine de Yaylak irrigation	0	0	20 012	en programme
Plaine de Suruç irrigation	0	0	94 814	planification + prog.
5. Projet Adıyaman - Kahta	195	509	77 824	
Barrage de Çamgazi et irrigation			7 430	en construction
Barrage de Gömikan et irrigation			6 868	master plan
Barrage de Koçali CH* et irrigation	40	120	21 605	master plan
Barrage de Sınırtaş et CH*	28	87	0	master plan
Fatopaşa CH*	22	47	0	master plan
Barrage de Büyükçay CH* et irrigation	30	84	12 322	master plan
Barrage de Kahta et CH*	75	171	0	master plan
Barrage d'Atatürk réservoir irrigation	0	0	26 793	planification (2806 ha en constr.)
Pompage irrigation			2 806	en construction
6. Projet Adıyaman - Göksu - Araban	7	43	71 598	
Barrage de Çataltepe				planification
Gölbaşı, Abbasiye, Araban, Besni, Keysun, Kızışın, Yavuzeli, İncesu, Pazarcık Irrigation	0	0	71 598	pré-faisabilité
Erkenek CH*	7	43	0	pré-faisabilité

7. Projet Gaziantep	0	0	142 664	
Barrage de Hancağız et irrigation	0	0	6 945	en activité
Barrage de Doğanpınar-Kayacık et irrigation	0	0	20 000	
En construction				
Barrage de Kemlin et irrigation	0	0	3 088	planification
Bayramlı régulateur et irrigation			4 730	constr. + planification
Belkıs - Nizip pompage et irrigation	0	0	11 925	en construction
Barrage de Birecik pompage et irrigation	0	0	95 976	planification
Projets individuels :			70 365	
En activité	14,4	42	53 440	
planification	0	0	16 925	
Nusaybin irrigation	0	0	7 500	en activité
Çağcağ CH*	14,4	42	0	en activité
Akçakale YAS irrigation	0	0	15 000	en activité
Ceylanpınar YAS irrigation	0	0	27 000	en activité
Projet Hacıhıdır	0	0	2 080	en activité
Projet Dumluca	0	0	1 860	en activité
Barrage de Seet et irrigation	-	-	1 400	en programme
Barrage de Besni et irrigation	0	0	2 820	planification
Barrage d'Ardil et irrigation	0	0	3 535	planification
Nusaybin 2 ^{ème} phase irrigation	0	0	9 170	planification
Total des projets pour l'Euphrate	5 313	20 098	1 113 193	

B - PROJETS DU BASSIN DU TIGRE

Nom du projet et unités	Capacité installée (MW)	Énergie fournie (GWh)	Surface irriguée (ha)	État d'avancement du projet
8. Projet Dicle - Kralkızı	204	444	130 159	
Barrage de Kralkızı et CH*	94	146	0	en activité
Barrage du Tigre et CH*	110	298	0	en activité
Rive droite du Tigre irrigation	0	0	52 943	en programme (1336 ha constr.)
Rive droite du Tigre pompage Irrig. (P2 - P5)	0	0	23 085	en construction
Rive droite du Tigre pompage irrig. (P6)			7 845	en programme
Rive droite du Tigre Pomp. Irrig.(P3-P4-P6)	0	0	44 950	en programme
9. Projet Batman	198	483	37 351	
Barrage de Batman et CH*	198	483	0	en constr. + en op.
Rive gauche de Batman irrigation	0	0	18 758	en construction
Rive droite de Batman irrigation	0	0	18 593	en construction

10. Projet Batman - Silvan	240	964	257 000	
Barrage de Silvan et CH*	150	623	0	pré-faisabilité
Barrage de Kayseri et CH*	90	341	0	pré-faisabilité
Rive gauche du Tigre irrigation			200 000	pré-faisabilité
Rive gauche du Tigre pompage irrigation		57 000		pré-faisabilité
11. Projet Garzan	90	315	60 000	
Barrage de Garzan et CH*	90	315	0	pré-faisabilité
Garzan irrigation			60 000	pré-faisabilité
12. Projet Ilisu	1 200	3 833	0	
Barrage d'Ilisu et CH*	1 200	3 833	0	en programme
13. Projet Cizre	240	1 208	121 000	
Barrage de Cizre et CH*	240	1 208	0	en programme
Nusaybin - Cizre - İdil irrigation			89 000	pré-faisabilité
Plaine de Silopi irrigation			32 000	pré-faisabilité
Projets individuels :	0	0	31 748	
En activité	14,4	42	53 440	
Planification			5 436	
Projet Devgeçidi			7 500	en activité
Silvan 1 ^e et 2 ^e phase irrigation			8 790	en activité
Nerdus irrigation			2 740	en activité
Projet Çınar - Göksu			3 582	en activité
Garzan Kozluk irrigation			3 700	en activité
Projet Çınar - Dilaetr			3 575	planification
Projet Ergani			1 861	planification
Total des projets pour le Tigre	2 172	7 247	601 824	

* CH - Centrale hydroélectrique.

Source : DSI 2003.

II. Patrimoines archéologiques et environnementaux en danger

A. Quelles atteintes aux patrimoines archéologiques ?

La mise en eau des barrages hydroélectriques, réalisés et programmés dans le cadre du GAP, touche deux types de sites. Les sites historiques des époques classiques, médiévales et ottomanes, principalement, et les sites préhistoriques allant du Paléolithique à l'Âge du Fer.

Les sites historiques sont, pour la plupart, des sites connus appartenant au patrimoine archéologique et social, constitutifs du paysage régional au même titre que peuvent l'être l'environnement et le cadre naturel dans lesquels la population de l'Anatolie du sud-est vit et évolue.

Ils sont, en ce sens, constitutifs de son identité. Leur disparition, au sein de la conscience historique, est ressentie, dès lors, comme une absence et une perte inacceptables. Ils participent, tels Hasankeyf et Halfeti, l'un touché par une disparition programmée par la construction du barrage d'Ilisu sur le Tigre, l'autre ayant disparu sous le lac de retenue du barrage de Birecik sur l'Euphrate, de l'imaginaire collectif quotidien des habitants de ces villes et villages. L'immersion partielle ou totale de ces sites historiques, visitables, rentabilisés ou rentabilisables touristiquement et, à la fois, vécus par leur population, constitue une atteinte aux patrimoines archéologique et social dans le même temps qu'une atteinte à l'identité régionale.

Prise de conscience

Le Projet TAY, *Türkiye Arkeolojik Yerleşmeleri Projesi*, Sites Archéologiques de Turquie, est né de la forte prise de conscience de la nécessité de préserver et de protéger le patrimoine archéologique de la Turquie pour les générations à venir. TAY vise à établir un inventaire des sites archéologiques de Turquie à partir des sites documentés par les prospections et fouilles archéologiques depuis 1880 jusqu'à nos jours. TAYEx, les expéditions du TAY Project, constitue un développement visant à effectuer le travail de terrain nécessaire à la vérification des informations éparses. Ces expéditions annuelles, région après région, contrôlent ainsi les informations disponibles sur les sites connus et documentent l'état actuel des sites ainsi que leurs niveaux de dégradation et/ou de destruction éventuelles. Les périodes couvertes jusqu'à présent par cet inventaire sont les suivantes : Paléolithique/Epipaléolithique, Néolithique, Chalcolithique, Âge du Bronze et Âge du Fer, à paraître. Les résultats annuels de ce travail sont disponibles *online*, dans leur totalité, et en base de données et rapports de destruction archéologique, en support papier. Ils sont diffusés auprès de toutes les instances académiques de Turquie, du Premier Ministre du gouvernement turc jusqu'aux municipalités locales. Ce projet est remarquable et unique en ce que peu de pays au monde font l'expérience d'un tel niveau de destruction de leur patrimoine et se sont dotés, initiative privée, d'un tel outil de documentation, de diffusion et de publication des atteintes faites à celui-ci.

TAY Project

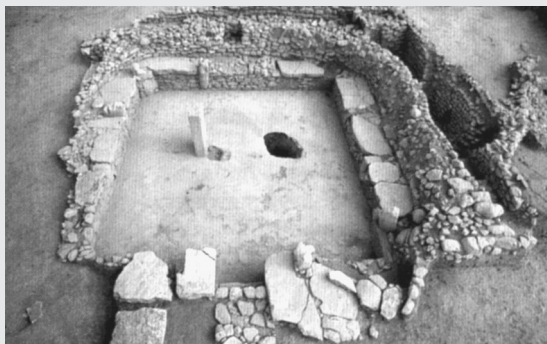
Aslanyatağı Sok. Sedef Palas 35/2 80060 Cihangir – ISTANBUL

Tel/Fax : (0212) 244 32 09

e-mail : info@tayproject.org web : <http://tayproject.org>

Les paradoxes de l'entreprise

La découverte fortuite de Nevalı Çori, dans la province d'Elazığ, prospection du barrage d'Atatürk, et d'une culture, jusqu'alors insoupçonnée, de chasseurs-cueilleurs, possédant des édifices culturels, à sols enduits, banquettes, monolithes engagés dans les murs et monolithes centraux anthropomorphes, destinés à des rites d'initiation et de passage à l'âge adulte, a permis de réévaluer des prospections anciennes et de redécouvrir les sites appartenant à cette culture. Les prospections néolithiques ont, jusqu'à récemment, privilégié les vallées et la recherche d'établissements au contact des fleuves. Nevalı Çori a, de la sorte, permis de découvrir Göbekli Tepe, le site où les plus anciens édifices culturels au monde sont attestés. Cette culture de chasseurs-cueilleurs de la région d'Urfa suit une autre stratégie d'implantation que les sites agricoles et fermiers. Jusqu'aux prospections suscitées par la construction des barrages de Keban, Atatürk, Batman, Birecik, et du GAP dans son ensemble, une vision agricole du néolithique a pu prévaloir. La culture de la région d'Urfa, son canon anthropomorphe, et le monde symbolique qu'elle véhicule donnent assurément un nouvel éclairage au néolithique et à la phase de néolithisation.



Nevalı Çori - Bâtiment d'initiation et de passage à l'âge adulte
cliché mission



Göbekli - Edifice culturel à monolithes anthropomorphes -
5 m de haut, cliché DAI Berlin - Damien Bischoff

Les sites préhistoriques, quant à eux, ont été pour la plupart découverts, mis à jour et dans certains cas fouillés par la suite, lors des prospections de sauvetage effectuées dans les vallées et plaines qui allaient être mises en eau. En ce sens, leur disparition relève moins de la conscience historique que les populations peuvent en avoir, que de la conscience mythique, formée par la stratification des civilisations qui se sont succédées en Haute Mésopotamie. Aussi, c'est l'héritage culturel dans son aspect non immédiat qui, faute de transmission aux générations futures, est touché. Privé de cette richesse patrimoniale, l'homme ne peut plus se comprendre présentement par son passé.

L'inondation de paysages culturels millénaires est la cause de pertes considérables. Non seulement les sites archéologiques de la région sont ou seront endommagés, mais aussi des méthodes de culture, des techniques de jardinage et la variété génétique de plantes utiles s'éteindront. Après avoir dressé le bilan de ces atteintes, nous nous attacherons à classer les différents types d'établissements humains et naturels en péril ou déjà disparus.

La recherche préhistorique en Turquie (GERARD & THISSEN 2002 ; ÖZDOĞAN - BAŞGELEN 1999) s'est concentrée, dans les années 1950, sur l'Anatolie centrale avec les prospections des plaines de Konya, Karaman et de la région des lacs conduites par James Mellaart et David French du *British Institute of Archaeology of Ankara* (BIAA). Dans les années 1960, elle s'est poursuivie par les fouilles d'Hacılar et de Çatalhöyük, par le premier, et de Canhasan, par le second. Dans le même temps, un autre archéologue britannique, Iann Todd, également du BIAA, mena une prospection, visant à obtenir une vue générale de la distribution des sites préhistoriques, de l'Anatolie centrale dans son ensemble. L'Anatolie centrale se révélait être une région importante pour les époques Néolithique et Chalcolithique possédant, notamment, une société Néolithique Acéramique à part entière en dehors du Croissant fertile.

Dans les années 1970, le Projet Keban, avec la construction du barrage de ce nom, puis le GAP, avec le barrage Atatürk, tous deux sur l'Euphrate, ont déplacé l'attention des archéologues à la fois turcs et étrangers de l'Anatolie centrale vers l'Anatolie du sud-est, et ce de façon durable, au point d'avoir créé une relative désaffection en Anatolie centrale jusqu'à récemment. De sorte que les données archéologiques dont nous disposons, pour l'Anatolie du sud-est, pour les périodes préhistoriques, dépendent essentiellement des prospections et fouilles de sauvetage et sont, de façon paradoxale, pour ainsi dire "coextensives" à la mise en eau des barrages successifs du GAP.

Nous disposons, pour dresser le bilan des atteintes au patrimoine archéologique préhistorique, de trois sources principales⁵⁷ : la prospection de P. Benedikt, "Survey Work in Southeastern Anatolia", menée dans le cadre de la collaboration de l'*Oriental Institute* de Chicago avec l'Université d'Istanbul, contemporaine du Projet Keban et de sa réalisation (BENEDIKT 1980), la prospection de G. Algaze du "Tigris-Euphrates Archaeological Reconnaissance Project"⁵⁸, contemporaine des barrages de Birecik et Karkamış (ALGAZE, BREUNINGEN & KNUDSTAD 1994), et du "Rapport sur la Destruction Archéologique en Turquie 2001" du Projet TAY⁵⁹, couvrant la région méditerranéenne et l'Anatolie du sud-est⁶⁰, qui a suivi l'expédition d'août à septembre 2001.

En vérifiant et en mettant à jour les données disponibles sur les sites publiés, en marquant les coordonnées géographiques exactes des sites au moyen du GPS (*Global Positioning System*), en documentant l'état actuel et le niveau de dégradation ou de destruction des sites, notamment, ce rapport permet de faire le point sur les sites immergés par les lacs de retenue des barrages en Anatolie du sud-est pour les périodes préhistoriques suivantes : Paléolithique/Epipaléolithique, Néolithique, Chalcolithique et Âge du Bronze Ancien, l'Âge du Fer est en cours.

⁵⁷ Également ÖZDOĞAN 1977, WHALLON 1979, ROSENBERG - TOGUL 1991, WHALLON & KANTMAN 1970.

⁵⁸ Et pour une lecture du Projet DSI de 1989, *Türkiye'deki Barajlar ve Hidroelektrik Santralleri*, voir ALGAZE 1992.

⁵⁹ *Türkiye Arkeolojik Yerleşmeleri Projesi*, Sites Archéologiques de Turquie - Projet TAY.

⁶⁰ *Türkiye Arkeolojik Tahrifat Raporu* 2001, TAY 2001.

Sur 338 sites visés par la prospection, 128 n'ont pu être visités car situés en zone militaire, déjà complètement détruits ou bien encore déjà sous l'eau des lacs de retenue des barrages ; 16 n'ont pu être retrouvés ou reconnus, vraisemblablement détruits par l'agriculture ou des constructions modernes. Sur les 194 sites visités, 174 sites sont en passe d'être détruits, 64 sites ont déjà été noyés à la date de l'expédition (août-septembre 2001) et presque 30 autres le seront, de telle sorte que près de 94 sites, pour les périodes concernées, auront disparu suite à la mise en eau des barrages réalisés dans le cadre du GAP. Les barrages constituent, de la sorte, le troisième type d'atteinte au patrimoine archéologique, derrière les constructions modernes et les activités agricoles.

Les types de destruction observés sont les suivants : construction, agriculture, causes naturelles, fouilles illégales et chasses au trésor, carrières et mines. Ils se combinent le plus souvent, de sorte qu'à la quasi-centaine de sites noyés par les barrages GAP s'ajoutent ceux qui pâtiront ou ont déjà pâti⁶¹ des projets de développements agricole et urbain. Car la combinaison de l'agriculture et des constructions nécessitées pour l'irrigation est source de destruction irrévocable par élargissements des champs, terrassements et construction de canalisations. Aussi, le GAP n'est-il pas seulement responsable de l'inondation de plaines et de vallées entières, mais par son ampleur même, de la destruction due à la construction de routes et des infrastructures nécessitées par des populations urbaines, et par l'urbanisation dans son ensemble. La destruction est proportionnelle, on le voit, à la taille du réservoir des barrages, et donc à la surface inondée, en amont,

et à la surface irriguée, en aval, si l'on peut s'exprimer ainsi⁶². Les barrages sont responsables, à eux seuls, de 28 % des sites perdus. L'association barrages, centrales hydroélectriques et système d'irrigation fait donc payer le plus lourd tribut au patrimoine archéologique.

En ce qui concerne les sites historiques, nous ne disposons pas d'informations aussi extensives ni de prospections systématiques⁶³. Des habitats ruraux seront perdus et de très nombreux sites archéologiques. De façon paradoxale, notre connaissance des sites historiques, en péril ou non, s'arrêtent pratiquement aux noms d'Apamée-Zeugma, de Halfeti et de Hasankeyf. L'état des recherches concernant d'autres villes de la région non menacées fournit un élément d'explication à cette désaffection : que ce soit pour Mardin, Midyat ou pour d'autres villes syriaques, arméniennes ou kurdes, seuls les XIX^e et XX^e s. ap. J.-C. sont étudiés et encore lorsqu'ils le sont. En outre, nous ne disposons d'aucune recherche sur le Moyen-Âge, période qui correspond dans la région à celle des Émirats kurdes. Les informations disponibles réapparaissent timidement avec l'Empire ottoman ou avec la Turquie contemporaine. Et ce ne sont pourtant pas les sites intéressants qui manquent : Ani⁶⁴ (hors GAP), Sumatar, Şuabşeri-Şuayip, villages et églises arménienne des environs de Halfeti désormais sous l'eau et les innombrables autres, qu'a documentés Albert Gabriel dans les années 1940 (GABRIEL 1940), et qui n'ont depuis pas fait l'objet de recherches ou de documentation. Considérons donc qu'Apamée-Zeugma représentent le type de site des périodes classiques et Hasankeyf et Halfeti (AKIN & AL. 1999) ceux des périodes allant du post-byzantin à la période ottomane.

⁶¹ La plaine de Harran est irriguée depuis 1995 et une culture intensive du coton y est effectuée.

⁶² Nous avons, en ce sens, indiqué dans les tableaux 1 "Projets du GAP et surfaces irrigables (juin 2003)", et 2, "Barrages et hydro-centrales du GAP en opération (juin 2003)", la surface du réservoir et le nombre d'hectares irrigables.

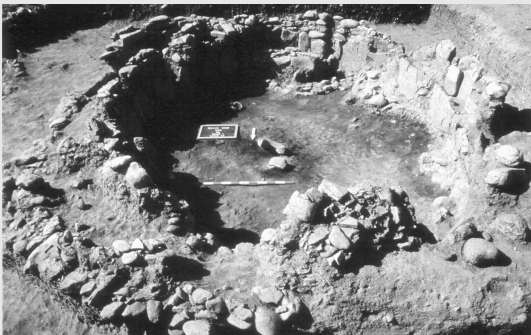
⁶³ À tel point qu'un projet de documentation tel que *Ilisu ve Karkamış Baraj Gölleri Altında Kalacak, Arkeoloji ve Kültür Varlıklarını Kurtarma Projesi 1998, 1999, 2000 Yılı* sur les réservoirs d'Ilisu et de Karkamış n'inclut, à proprement parler, que le site historique de Hasankeyf (TUNA & ÖZTÜRK 1998, 1999, 2000).

⁶⁴ Fouille de l'ancienne capitale de l'Arménie, Ani doit être une des seules missions à ne pas être présentée au symposium annuel d'archéologie à Ankara, organisé par les Antiquités générales de Turquie, et où toutes les fouilles et prospections turques, étrangères et en coopération sont présentées.

Les types d'établissements humains concernés par le GAP

Hallan Çemi - 11-10^e millénaires av. J.-C. cal.

Un site de chasseurs-cueilleurs avant la fin de la dernière glaciation. Hallan Çemi représente une tentative de fixation au sol, l'habitat se présentant sous forme de structures circulaires semi-enterrées. De même que pour le Natoufien du Sud Levant, avec Mallaha, ce type d'établissement s'inscrit dans le cadre des tentatives répétées de fixation au sol, dès que les conditions climatiques et/ou les ressources le permettent. Le coup de froid du Dryas Récent va renvoyer ces groupes de chasseurs-cueilleurs à la mobilité. Ces tentatives reprendront à partir de 10 000 av. J.-C. cal. et mèneront à la sédentarisation et aux domestications animale et végétale. *Disparu lors de la mise en eau du barrage de Batman.*



Hallan Çemi - maison circulaire - cliché mission



Nevalı Çori - déc 2001, démontage - l'eau monte - cliché mission

Nevalı Çori - 9-8^e millénaires av. J.-C. cal.

Un site de chasseurs-cueilleurs au début de l'optimum climatique. Ce type de site avec habitats rectangulaires à vides sanitaires, ordonnés de part et d'autre d'une allée, possède un édifice rituel, au bout de cette même allée, destiné aux rites d'initiation et de passage à l'âge adulte. Du point de vue de l'architecture, c'est dans ces sites que l'homme passa, pour la première fois, du plan subcirculaire à une architecture rectangulaire, avec emboutissement des murs et murs porteurs. Comme à Çayönü ou Göbekli Tepe (phase récente), ses habitants procèdent déjà à des expérimentations animales et végétales, propres à la phase de néolithisation, qui mèneront au Néolithique achevé, avec élevage et agriculture. Pour lors, ce type d'établissement est situé, non dans une vallée et au contact direct de l'eau, mais sur un petit affluent de l'Euphrate, lieu de guet pour les animaux et d'où les chasseurs-cueilleurs pouvaient contrôler leur passage. *Disparu lors de la mise en eau du barrage Atatürk.*

Gritille - 8-7^e millénaires av. J.-C. cal.

Un site d'éleveurs-agriculteurs où les domestications, tant animale que végétale, sont pleinement attestées. L'implantation du site lui-même, dans une vallée, au contact de l'eau, est caractéristique du nouveau mode de production de subsistance. L'architecture y est rectangulaire, en briques crues, avec sols enduits, silos et fosses-foyers. Comme Teleilat et Kumartepe, ces établissements participent d'une nouvelle stratégie d'implantation. *Disparu lors de la mise en eau du barrage Atatürk.*

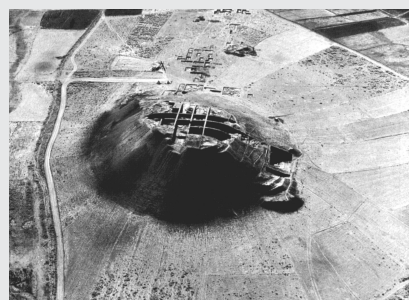
Les types d'établissements humains concernés par le GAP

Norşuntepe - 5-4^e millénaires av. J.-C. cal.

Occupation continue du Chalcolithique à l'Âge du Fer. Un des *tepe* les plus grands de la région d'Altınova. Établissement chalcolithique d'importance à maisons rectangulaires en brique crue avec fondation de pierre et toit plat, séparées par des rues étroites et de petites cours. Il semble correspondre à des sociétés agricoles, à forte population, pratiquant également l'élevage. Ses relations commerciales avec la Mésopotamie, suggérées par la céramique et des sceaux, en font un site d'une importance considérable pour la connaissance des sociétés de cette époque. *Disparu lors de la mise en eau du barrage de Keban.*



Vue d'ensemble de Lidar - région de Bozova - cliché mission



Norşuntepe – région d'Altınova

Lidar - 3^e millénaire av. J.-C. cal.

Occupation de l'Âge du Bronze au Moyen-Âge. Établissement de l'Âge du Bronze constituant le plus grand site de la région de Bozova après Samsat Höyüğü, entouré d'une fortification, présentant des maisons rectangulaires avec foyer, un cimetière et un atelier de poteries. Politiquement et ethniquement, le site est d'une grande importance puisque rattachable à l'expansion des Akkadiens et des Hurrites. *Disparu lors de la mise en eau du barrage Atatürk.*

Apamée - Zeugma - fin du IV^e s. av. J.-C. - XI^e s. ap. J.-C.

Villes fondées par Séleucos I^{er}. De part et d'autre de l'Euphrate, elles contrôlaient le point de traversée qu'empruntaient les caravanes et les convois militaires en direction des satrapies orientales. Au croisement des routes commerciales antiques, historiens et géographes de l'Antiquité (Pline, Tacite et Ptolémée) ont rapporté son nom et son essor. Séleucie-Zeugma fut occupée de l'époque romaine au XI^e s. ap. J.-C. *Disparues totalement, Apamée, et partiellement, Zeugma, lors de la mise en eau du barrage de Birecik.*

Hasankeyf – VII^e s. -XIII^e s. ap. J.-C.

Place forte romaine à la frontière entre l'Empire romain d'Orient et l'Empire perse sous le nom de Cephe, devint Kiphas durant la période byzantine avant d'être conquise par les Arabes vers 640 et de prendre le nom de Hisn Kayfa. Place forte médiévale, aux mains des Ortokides jusqu'en 1232, elle fut prise par un successeur de l'Ayyoubide Saladin et déclina, après 1260, avec l'invasion mongole. Citadelle ortokide du XII^e s. ap. J.-C., plusieurs mosquées, pont du XII^e s. ap. J.-C., vestiges d'un couvent. Hasankeyf connut une occupation continue des Byzantins aux Ottomans en passant par les Sassanides, Omeyyades, Abassides, Hamdanides, Mervanides, Ortokides et Ayyoubides. *Disparition programmée par la mise en eau du futur barrage d'Ilisu.*

Les types d'établissements humains concernés par le GAP

Halfeti - IX^e s. -XX^e s. ap. J.-C.

Halfeti aurait été fondée en 855 av. J.-C. par le Roi Asur III, puis passa sous le contrôle de Salmanasar. Şitamrat au temps des Grecs, devint Rum Kale durant l'occupation arabe de la ville. Elle fut une ville chrétienne très importante avant d'être occupée par les Mamluks et enfin les Ottomans sous le nom de Urungala. *Disparu quasi totalement lors de la mise en eau du barrage de Birecik.*



Hasankeyf - la vallée inondable vue de la citadelle
octobre 2001 - cliché Damien Bischoff



Halfeti - la ville haute, la ville basse a disparu sous les eaux.
Octobre 2001 - cliché Damien Bischoff

Mode de vie agro-pastoral - XVII^e s. -XXI^e s. ap. J.-C.

Production de subsistance séculaire, basée sur l'agriculture sèche permise par les pluies d'hiver. Une grande partie de la population du Sud-Est vit de cette culture extensive des animaux et des végétaux. Cultivant de très petites surfaces, avec un parcellaire très fragmenté, élevant de très petits troupeaux et disposant de très peu de moyens, ces populations devront abandonner leurs terres faute de pouvoir investir. Ils ne disposent de toute façon pas des moyens économiques nécessaires au passage à la culture intensive sur irrigation. *Disparition programmée.*



Berger de la région de Kahta près de Cendere Köprüsü septembre 2001 -
cliché Damien Bischoff

L'inondation de la vallée dans laquelle se trouve Hasankeyf par le barrage d'Ilisu entraînerait principalement la disparition de monuments allant du XII^e au XVI^e s. ap. J.-C., dont 22 sont classés par le ministère de la Culture turc. Si l'on considère précisément les monuments qui ont fait l'objet d'un classement, on atteint un taux de destruction approchant les 100 %, la totalité de ces bâtiments seront sous l'eau, seuls resteront la citadelle de la ville haute et une partie minime de l'habitat troglodyte. Un tel pourcentage de destruction est inouï, car même en combinant barrage, constructions modernes, irrigation, causes naturelles et érosion, c'est-à-dire la quasi-totalité des causes de destructions remarquées pour les périodes préhistoriques, nous atteignons seulement, si l'on peut dire, un pourcentage de 78 % du patrimoine archéologique. Pour Hasankeyf, et en gardant à l'esprit l'absence quasi totale de documentation pour les périodes historiques, la représentativité du site aggrave encore la chose, car aucun établissement de ce type, localisé dans le paysage dramatique des courbes du Tigre, n'existe. Cela constituerait une perte irréparable, de pas moins de cinq mosquées, El Rızk, Sultan Süleyman, Koç, Kızlar-Eyyubi, Büyük Camii, dont la construction s'étale du XII^e au XV^e s. ap. J.-C., d'une école religieuse-medresé du XV^e s. ap. J.-C., de 4 mausolées des XII-XIV^e s. ap. J.-C., de 2 cimetières, de bains, de trois portes de la citadelle donnant sur la ville basse, d'habitats nombreux, d'un petit palais du XIII^e s. ap. J.-C., d'un plus grand du XII^e s. ap. J.-C.... L'énumération des destructions dont souffrirait Hasankeyf en devient presque grotesque puisque, en ce cas précis, elle suit, au bâtiment près, l'inventaire des monuments classés par le ministère de la Culture...

Faire la liste des sites préhistoriques et historiques détruits ou fortement affectés par le GAP n'apporterait pas grand chose à la mise en perspective de cette perte patrimoniale, bien plutôt, présenter les différents types d'établissements humains amenés à disparaître ou déjà disparus sous la montée des eaux, sous les coups des bulldozers ou des aménagements agricoles, permet de se faire une idée à la fois de la richesse de la région et du caractère irréparable des destructions. Il va de soi que chacun des sites choisis est paradigmatique d'un type d'établissement, mais d'innombrables autres connus ou inconnus du même type sont

concernés. Ces établissements vont des premières installations de chasseurs-cueilleurs, aux premières sociétés agricoles, jusqu'aux premières villes et sociétés complexes, ils sont représentatifs de l'évolution humaine dans la région et dans le monde. Circonstance aggravante, le GAP est réalisé dans la région au monde où des développements fondamentaux ont eu lieu pour l'histoire de l'humanité.

D'un point de vue évolutionniste, on peut résumer l'évolution humaine et sociale de la région, afin de cerner l'importance de celle-ci, de la façon suivante (PERROT 2000) : entre le 10^e et le 3^e millénaire av. l'ère chrétienne, l'Asie du sud-ouest a en effet été le théâtre d'événements annonciateurs d'une inflexion décisive du destin de l'humanité. Ces événements signalent un changement radical dans le rapport des hommes avec le milieu naturel. Mettant à profit une amélioration des conditions climatiques, amélioration qui s'accroît encore à partir de 10 000 av. l'ère chrétienne, des bandes qui vivaient de la chasse, de la pêche et de la cueillette dans les régions les plus favorisées du Proche et du Moyen-Orient, se sont fixées : elles ont grandi en nombre d'individus, elles se sont structurées, elles ont établi des contacts et développé des échanges. De manière plus ou moins fortuite, les hommes de cette partie du monde se sont dégagés des plus fortes contraintes de leur environnement, ils ont pris conscience de leur capacité nouvelle à modifier le cours des choses. Dès le 7^e millénaire, par leurs propres moyens, ils seront en mesure d'affronter la nature, quelques millénaires encore et ils parviendront à ce niveau supérieur de développement techno-économique que l'on nomme civilisation.

Dans l'évolution des établissements humains, on peut lire le passage de la Préhistoire à l'Histoire. C'est le passage d'une conscience de structure stationnaire, solidaire d'un horizon limité, à une conscience de mouvement qui a commencé à se développer avec les changements de l'environnement et des paysages au cours de la diffusion de la néolithisation, et qui va s'amplifier avec l'extension des relations et des échanges de toute nature et les modifications du contexte socio-économique. Les nouvelles réalités matérielles créeront un universalité de fait qui favorisera l'émergence du sens de l'universel. L'universalité est elle-même

solidaire d'une plus grande rationalité. Celle-ci entraînera une organisation nouvelle de la pensée qui deviendra mieux capable de distinguer, séparer, associer et classer ce qui, jusque-là, ne faisait qu'un. Un nouveau mode de pensée trouvera alors son expression dans des systèmes complexes d'organisation des besoins fondamentaux dans des sociétés de gestion et d'administration qui conduiront à l'écriture, dans des concepts, des croyances et des pratiques qui se manifesteront par le développement d'une éthique collective, par celui de l'art et de la science. Simultanément se dégagera la notion du divin, la religion se constituant en même temps que se hiérarchise la société et que se forme la cité-État.

B. Patrimoines environnementaux : écosystèmes, formations végétales, climat et salinisation

1. Les éco-systèmes au contact des barrages

Les écosystèmes doivent être considérés au même titre que les patrimoines social et archéologique. Ils font patrimoine dans une extension récente du concept. Les conséquences environnementales du GAP sont énormes et touchent de nombreux aspects : intégrité des écosystèmes, transformation des rivières et fleuves et de leur paysage naturel immédiat, nouvelle utilisation des terres... Aucun enregistrement systématique de l'état écologique de cette région n'ayant été effectué, il s'agit dès lors d'indiquer les effets les plus immédiats notables et de s'orienter à l'aide d'expériences et d'observations faites dans d'autres régions où de grands barrages ont été construits. On ne peut en effet pas s'appuyer sur le rapport d'impact environnemental du barrage d'Ilisu et, de façon plus générale, sur les rapports commandés par le GAP et le DSI⁶⁵. Pourtant, en 2002, l'Administration du GAP, en coopération avec l'Association pour la protection de la

nature de Turquie", a lancé un travail d'inventaire sur la diversité biologique de la région du GAP. Cette entreprise est un autre indice de la prise de conscience suscitée par ce grand projet. Des oiseaux au tigre, en passant par le lézard géant ou la panthère, un inventaire est en cours, qui attire l'attention sur la multiplicité des écosystèmes de la région et l'unicité de certains d'entre eux abritant des espèces que l'on ne trouve pas ailleurs en Turquie, voire pas ailleurs dans le monde. Dans le cadre des rapports indépendants, du type de ceux de KHRP, on peut suivre le très bon rapport de voyage de Stefan MICHEL⁶⁶ dans les zones programmées inondables ainsi que les textes de BOSSHARD (1998) et HINZ-KARADENİZ & STOODT (1993), sur lesquels nous nous appuyons pour de nombreux aspects environnementaux.

Les bénéfices escomptés des grands barrages peuvent être, dans certains cas, inférieurs aux effets néfastes sur les régimes des rivières, sur la qualité de leurs eaux et sur le fonctionnement des écosystèmes qu'ils engendrent : il en a été ainsi des deux barrages construits sur le fleuve Sénégal responsable de la mort du fleuve dans une région qui se désertifie. Dans la région qui nous occupe et sans plus d'analyse, il en est déjà de même avec l'assèchement progressif des affluents de l'Euphrate que sont le Balikh et le Khabur, affluents qui ont porté des civilisations millénaires (Halaf, Hassuna, Samarra...) ; des pompes sauvages ayant percé les nappes phréatiques, les barrages prévus par le GAP les portent vers une mort certaine ...

Le premier effet induit sur l'environnement par les aménagements des barrages, est la condamnation définitive de la flore et de la faune de toute la région submergée par le lac de retenue. En outre, en connectant directement les rivières et leur environnement naturellement dépendants et possédant de nombreuses interactions, les barrages relient les paysages dans leur ensemble aux rivières. Cela affecte

⁶⁵ *Ilisu Dam and HEPP Environmental Impact Assessment Report*, Ilisu Engineering Group, April 2001, commandé par l'Administration du GAP, et le rapport commandité par Balfour Beatty et le EIA (*Environmental Impact Assessment*) d'Hydro Concepts confirment également "qu'il n'y a aucun problème concernant les effets potentiels du projet sur la flore et la faune locales, le climat, les paysages, la nappe phréatique, les risques sismiques, ceux de glissement, de sédimentation ou d'érosion" (*sic*). Sans entrer plus dans le détail, il faut noter que ces rapports constituent un déni de la réalité environnementale de la région et relèvent purement et simplement de la propagande.

⁶⁶ www.rivernet.org

tout d'abord directement la rivière et sa vallée (plaine inondable et sa vallée proche), les zones inondées, puis l'environnement au sens plus large, enfin, la zone mise en eau dans son ensemble. La disparition des forêts alluviales, qui jouent un rôle de filtrage entre le milieu et les rivières, supprime un moyen naturel d'épuration des eaux, notamment des nitrates. La submersion de zones entières est à ce titre responsable de la déforestation, comme cela a été le cas, entre autres espèces, avec les peupliers de l'Euphrate avec les barrages de Birecik et de toute la zone de Halfeti⁶⁷, de Tishrin en Syrie. Les arbres jouent un rôle important dans les processus de ruissellement des eaux de pluie, d'infiltration et d'évapotranspiration et par voie de conséquence dans la pluviosité d'une zone, car leurs racines retiennent l'eau dans les sols, et leurs feuilles en transpirant produisent et maintiennent une certaine humidité dans l'air. Avec l'abattage des arbres, comme cela a été le cas dans le réservoir de Birecik, peupliers, saules, pistachiers, le régime des pluies est modifié, le ruissellement augmente et l'érosion des sols s'accélère, la terre n'étant plus retenue par les racines. Ainsi, dans les régions subsahariennes peu arrosée, toute déforestation perturbe le cycle de l'eau et contribue à l'assèchement ou désertification.

Le régime des rivières change radicalement. Après finalisation du GAP, la moitié des cours de l'Euphrate, 750 km, et du Tigre, 325 km⁶⁸, en Turquie, auront été transformés en lacs de retenue et réservoirs, transformant le cours naturel des fleuves et leur débit en espaces d'eau dormante. Les éléments charriés par le fleuve changent alors profondément. L'apport d'oxygène, sans un flot continu et un débit naturel, chute. L'écosystème manque d'oxygène durant l'été et les périodes habituellement de maigres eaux. La capacité naturelle de s'auto-nettoyer des fleuves et des rivières diminue et les substances eutrophiques et polluantes commencent à s'accumuler. Les interactions biologiques en eau courante ne se font plus en eau dormante. En transformant un régime d'eau courante en un régime d'eau dormante, la composition des peuplements végétaux et animaux

d'un cours d'eau est modifiée. En raison de l'absence naturelle de lacs ou d'espaces d'eau, il est peu probable que les organismes habitués à un environnement limnique pourront migrer dans ce nouveau milieu. La variété biologique va, dès lors, diminuer de façon notable. Les barrages retiennent en effet les limons dans les lacs de retenue ; ce qui a des conséquences tant en aval qu'en amont. L'accumulation progressive des limons en amont induit une eutrophication de la retenue et une dégradation de la qualité de l'eau, sans parler de la réduction accélérée de la capacité de retenue. En aval, l'eau n'est plus naturellement enrichie par ces limons. En Égypte, la construction du barrage d'Assouan a supprimé l'apport des limons qui fertilisaient les terres agricoles bordant la vallée du Nil et des engrais artificiels ont dû être substitués à ces engrais naturels. Toujours en aval, le lit du cours s'enfoncé car les sédiments continuent à être charriés plus loin encore sans être remplacés. Enfin, à l'embouchure du cours d'eau, l'arrêt des apports de sédiments conduit au non-remplacement des sables et des limons emportés par les courants marins, ce qui diminue la productivité biologique des milieux côtiers.

L'interruption du transport des sédiments est une conséquence extrêmement délicate. Dans les régions semi-arides, comme celle où le GAP est réalisé, une grande quantité de sédiments sont lavés dans les rivières par de fortes pluies d'été. Les barrages interrompent la course naturelle des matériaux érodés. Les réservoirs se transforment alors en pièges pour ces sédiments et en seront remplis en quelques dizaines d'années. L'absence d'apport de sédiments va éroder le lit de la rivière et les rives sur les parties de la rivière en aval. En peu de temps, le lit de la rivière baissera de plusieurs mètres. Cela peut se produire sur une distance de dizaines ou de centaines de kilomètres en aval du barrage. Dans le même temps, avec l'abaissement du niveau du lit de la rivière, le niveau de la nappe phréatique dans la vallée va baisser. De sorte que la végétation va en souffrir et que tout type d'agriculture nécessitera, désormais, l'usage de l'irrigation. Les puits vont s'assécher. Dans le cas des grands barrages, le

⁶⁷ *Cumhuriyet*, 13/01/2000, "Yüzyıllık ağaçlar kesildi".

⁶⁸ 385 km selon le GAP et le DSI.

manque de sédiments est la cause de l'érosion dans les estuaires des rivières, comme cela a été le cas pour le barrage d'Assouan sur le Nil. Ce manque de sédiments transportés altère également la composition des matériaux du fond de la rivière. La quantité de gros gravier peut changer et endommager les milieux de reproduction de nombreuses espèces de poissons et déplacer l'aire naturelle de nombreux invertébrés comme les insectes, les mollusques et les crustacés.

Les barrages construits dans le cadre du GAP changent et réduisent de façon considérable le débit d'eau. Ces conséquences se font sentir lors du remplissage du réservoir mais aussi durant sa phase opérationnelle. L'irrigation programmée de 1,7 millions d'hectares va entraîner le pompage de grandes quantités d'eau dans les réservoirs et va par conséquent encore réduire de façon considérable l'écoulement de l'eau et son débit durant les saisons sèches.

Ce dynamisme est pourtant indispensable aux plaines alluviales. Les associations végétales et animales des environnements fluviaux sont adaptées au régime particulier des rivières. La plupart des fonctions de maintien de la vie comme la reproduction, les périodes de repos et de migration de la flore et de la faune dépendent de ce cycle. Les inondations saisonnières remplissent des fonctions écologiques variées : elles déposent les sédiments eutrophiques et fertilisent, de la sorte, la plaine alluviale, maintiennent les anciens bras de la rivière et remplissent les marais dans la plaine alluviale. Les barrages, en perturbant fortement le régime hydrologique du cours d'eau en aval de la retenue, suppriment en effet totalement les crues et les zones humides. Ils sont responsables d'importantes pertes d'eau par évaporation, surtout en milieu tropical. Ainsi le lac Nasser, barrage d'Assouan, perd chaque année 10 milliards de mètres cubes par évaporation et, on l'a vu, en aval du GAP, ce sont déjà 10 à 11 milliards de m³ qui sont perdus.

Les écosystèmes des estuaires sont eux aussi adaptés à des apports fluctuants d'oxygène et de nutriments. Les changements de ces paramètres sont pour beaucoup dans la chute de la pêche. Les changements d'écoulement de l'eau portent en effet atteinte à l'intégrité de la biodiversité des environnements fluviaux et, ce, très loin en aval du réservoir. De l'eau froide

passant du réservoir au cours de la rivière en quantité beaucoup plus importante qu'en régime normal peut endommager les organismes sensibles aux fluctuations de température. À cela s'ajoute la vidange décennale des ouvrages de plus de 20 mètres de haut, qui exerce un effet néfaste sur la faune aquatique en aval de la retenue. En outre, les barrages fonctionnent comme des barrières obstruant la migration des organismes vivant dans les rivières. Le GAP, dans ses barrages, n'a pas prévu de passages spécifiques pour les poissons, comme cela a été le cas pour les projets d'Europe occidentale. Ainsi, tout barrage construit dans le lit d'un cours d'eau doit-il désormais comporter un dispositif maintenant un débit minimal, le débit réservé, afin de préserver en permanence la vie piscicole. Toute migration de poissons ou de quelque autre espèce que ce soit sera stoppée. Certaines espèces de poissons migrateurs disparaissent, leur route vers les frayères étant coupée. Enfin, des réservoirs à eau dormante diffèrent, d'un point de vue écologique, grandement de rivières vivantes. Cela conduira, de la sorte, à une fragmentation des habitats naturels des rivières.

2. Formations végétales

La mise en eau des réservoirs entraîne l'inondation d'une grande partie de la plaine alluviale et des vallées. Cela implique la disparition de la plupart des types d'habitat naturel d'une région. Les fonctions écologiques de ces niches ainsi que leur biodiversité seront perdues à jamais. De nombreux types d'habitats naturels sont touchés : parties de la rivière avec des cours d'eau d'intensité différente, le gravier et les bancs de sable, les buissons des saules et des tamaris, bois alluviaux, rives escarpés et pentes rocheuses, prairies, aires buissonneuses, bois sur les rives et tout un paysage culturel complexe avec ses prés, jardins, plantes boisées et champs. En perdant les dynamiques fluviales, la fragile productivité biologique des habitats naturels sera également perdue. Les écosystèmes qui s'adapteront aux nouvelles conditions, le long de ces étendues d'eau artificielles, ne sont en rien comparables aux lacs naturels et aux rivières.

Une accélération inquiétante de l'érosion a lieu. Une des conséquences funestes du GAP, dans son mode de fonctionnement et de gestion

actuels en tout cas, est l'accélération de l'érosion, due à des pratiques inconsidérées d'irrigation comme au changement brutal des systèmes de culture (qui s'est traduit par un recul de formations végétales qui avaient l'avantage de fixer les sols). On estime que 450 tonnes de terres sont perdues chaque jour du fait de cette érosion.

3. *Les conséquences sur le climat : incertitudes*

L'Anatolie du sud-est fait partie, avec l'Anatolie centrale, des vastes étendues semi-arides que possède la Turquie. Avec une moyenne de 480 mm de précipitations annuelles⁶⁹, oscillant entre 323,9 mm pour l'épisode le plus sec et 786,9 mm pour le plus humide, cette région bénéficie d'un climat semi-aride continental⁷⁰, avec étés très chauds et secs et hivers relativement doux et humides. Les pluies d'hiver amènent 92 % des précipitations annuelles et rendent l'agriculture sèche possible. Les précipitations dans la région sont caractérisées par de grandes variations annuelles et les différences locales sont importantes : dans la partie nord recevant les précipitations, les hivers sont relativement chauds et les hivers froids ; dans la partie sud, le climat est sec avec étés chauds et des hivers plutôt doux et humides suivant le gradient de continentalité de l'Asie du sud-ouest.

Les conséquences des réservoirs lacustres sur le climat sont difficilement analysables avec le peu de recul dont nous disposons. Il n'existe d'ailleurs pas d'études globales sur l'impact des grands barrages, même les organisations internationales s'occupant de la construction de ceux-ci le reconnaissent⁷¹.

Des changements climatiques au niveau local et régional, dus aux grandes surfaces d'eau, sont d'ores et déjà repérables. Les réservoirs favorisent l'insolation, la circulation et le réchauffement des masses d'air, de même que l'humidité et les précipitations. La région devient plus humide par évaporation de ces surfaces.

Dans les environs immédiats des réservoirs, le niveau de la nappe phréatique se maintient à un niveau élevé. Si la remontée des eaux salées de la nappe phréatique n'est pas interrompue durant l'été, la salinisation des sols commence. Et, cela, d'autant plus lors d'inondations régulières qui lavent le sel qui peut se trouver dans les sols.

En Anatolie du sud-est, l'agriculture utilisant l'eau de pluie prévaut. Outre l'agriculture relativement intensive de certains grands propriétaires terriens, il y a un nombre considérable de petits fermiers (locataires) qui mènent une agriculture extensive. De grandes surfaces à végétation de prairies sont utilisées comme terre de pâture extensive.

Avec les projets d'irrigation, l'expulsion d'une grande partie de la population et l'abandon des méthodes traditionnelles de culture, le mode traditionnel de production de subsistance ne sera plus possible. Un paysage culturel riche de plantes cultivées laissera place à des monocultures, engendrées par une agriculture intensive basée sur l'irrigation. De grandes surfaces sont déjà couvertes de champs de coton. Cette intensification de l'agriculture va causer un usage croissant de fertilisants synthétiques, de pesticides et de techniques lourdes, responsables des effets connus sur les systèmes agraires.

4. *Irrigation : salinisation, pollution et gaspillage*

L'irrigation extensive en climat aride entretient le risque de salinisation des sols. Cela est évité en drainant les champs et l'eau salée. Si elle n'est pas drainée, cette eau stagne et s'évapore lentement en laissant en dépôt les sels dissous qu'elle contient. Cet excès de sels stérilise progressivement les terres qui doivent être abandonnées. Cette eau, à son tour, ajoutera à la minéralisation des rivières et des lacs avec de lourdes conséquences pour les écosystèmes et l'usage possible de cette eau. Stocker les eaux salées formerait en revanche des marais salés. En milieu côtier, les barrages entraînent une salinisation des nappes phréatiques

⁶⁹ GODFREY 1942 (vol. 1) : 212, 217, 400-419 ; CHRISTIAN-WENIGER 1970 : 57 et sq, 183, fig. 20a ; BAĞIŞ 1989 : 26-30 ; ERİNÇ 1950.

⁷⁰ CHRISTIAN - WENIGER 1970 : 57 et 177, fig. 47. Climat sec (Köppen Climat B).

⁷¹ *Development and Large Dams : a Global Perspective*, Asit k. BISWAS and Cecilia TORTAJADA, 3rd World Centre for Water Management.

en empêchant les apports d'eau douce et en favorisant les intrusions d'eau de mer. La salinisation et l'usage de pesticides sont très dangereux pour la santé des riverains. L'air, de même que les eaux, sera pollué. C'est déjà la cause d'agents infectieux tels que la malaria, le choléra et la leishmaniose, bilardiose... qui peuvent se diffuser. De plus, l'irrigation est grande consommatrice d'eau, ce qui mène parfois à une réduction considérable des volumes disponibles. Le pompage abusif d'eau fluviale a conduit à la mort de la mer d'Aral. Elle fut le quatrième lac du monde par sa surface. Dans les années 1960, pour développer la culture irriguée du coton dans la région semi-désertique du Kazakhstan, la majeure partie des eaux des deux fleuves qui l'alimentaient a été détournée. Ces prélèvements considérables ont abaissé de 15 mètres le niveau de la mer et diminué sa surface de 40 %. Dans le même temps, le taux de salinité de ses eaux est passé de 10 à 30 grammes par litre. La faune a presque entièrement disparue et la pêche avec elle. Là aussi, une mauvaise gestion de l'irrigation et une utilisation abusive d'engrais et de pesticides ont conduit à la salinisation des sols et à la désertification d'immenses étendues dans la région. La qualité de la nappe phréatique s'est également dégradée et le niveau des nappes phréatiques a fortement baissé. À une moindre échelle, ce scénario catastrophique est en passe de se dérouler dans le Sud-Est avec les affluents de l'Euphrate que sont le Khabur et le Balikh et avec les immenses étendues de terre mises en culture irriguée intensive dans la plaine de Harran et dans toute la région.

Au total, 20 000 hectares de terres agricoles seraient affectés par ce processus rendant incultes ces terres. Fin 2002, dans le seul arrondissement d'Akçakale (plaine de Harran, département d'Urfa), 3 400 hectares souffrent de salinisation grave, 20 000 de salinisation débutable et 6 700 hectares d'un excès d'humidité des sols, en raison de l'absence de système de drainage, préjudiciable à terme pour ceux-ci.

Les projets de barrages font partie intégrante d'un projet de développement industriel dans la région. La surexploitation de la terre et les émissions diverses porteront atteinte à un

paysage intact et cohérent en le transformant en îlots avec des effets négatifs pour la diversité biologique, la qualité des sols, de l'air de même que la qualité des eaux de surface et de la nappe phréatique. Jusqu'à présent, le bas niveau de développement industriel de la région consistait en industries du ciment, mines de cuivre et raffinage du pétrole.

Outre un développement industriel intensif néfaste pour l'environnement immédiat, dans un pays en voie de développement où les règles et standards internationaux, parfois déjà fort insuffisants, ne sont pas respectés au profit de la rentabilité, outre la salinisation des sols et le retour dans les nappes phréatiques des émissions industrielles et agricoles, les barrages et leurs réservoirs eux-mêmes sont sources de pollution. À un phénomène d'eau dormante qui capte rejets et émissions diverses s'ajoute la pollution des eaux au mercure par les grands barrages⁷². En inondant d'immenses surfaces, les barrages favorisent en effet la dégradation de la matière organique. Celle-ci libère du mercure qui se transforme en méthyl-mercure, une substance qui s'accumule dans la chaîne alimentaire et est particulièrement toxique pour l'être humain et la faune. Les barrages sont responsables des lourdes concentrations de méthyl-mercure enregistrées, des taux qui dépassent de loin les seuils de toxicité admissibles. Il faudrait dès lors réduire les émissions de mercure par les industries : fonderies de métaux communs, centrales au charbon, déchets dangereux, déchets biomédicaux, déchets solides municipaux et incinération des boues d'épuration. Chose que le Canada à son niveau de développement actuel, et en tant que plus grand producteur d'hydroélectricité au monde, n'est à ce jour pas capable de faire, de sorte qu'aux 80% des émissions de mercure provenant des secteurs cités s'ajoutent celles des barrages. Au mercure s'ajoutent les nitrates qui ne peuvent être épurés de façon naturelle, les forêts alluviales, disparues sous l'eau des lacs de retenue, ne pouvant plus jouer le rôle de filtre naturel entre le milieu terrestre et les rivières, nous l'avons vu. Une épaisseur de 30 mètres de forêt alluviale suffit à empêcher la quasi-totalité des nitrates d'atteindre les eaux de la rivière.

⁷² UNESCO, Sommet de l'eau à Kyoto, mars 2003.

Conditions climatologiques ayant permis l'implantation des premières civilisations

Depuis l'Holocène, les piémonts sud du Taurus ont connu un optimum climatique à hivers doux et étés avec pluies. C'est dans ce cadre climatique favorable, alors que partout en dehors du Proche-Orient des épisodes climatiques négatifs ou glaciations renvoient les groupes humains, parfois déjà fixés, à la mobilité, que les premières civilisations vont se développer. Alors que l'Europe subit la glaciation de Würms IV, le Proche-Orient, après le coup de froid du Dryas Récent entre 11 000 - 10 000 av. J.-C. cal., connaît des conditions idéales pour la vie sédentaire et présente des espèces animales et végétales aisément domestiquables. À la phase de néolithisation, 10 000 - 8 000 av. J.-C. cal., durant laquelle les chasseurs-cueilleurs se fixent au sol, se sédentarisent et commencent à expérimenter et à manipuler les animaux et graminées sauvages abondants dans la région, succède le Néolithique achevé, 8 000 - 5 000 av. J.-C. cal., où le mode de production de subsistance change et laisse place à des sociétés d'éleveurs-agriculteurs.

Pendant le Chalcolithique tardif et l'Âge du Bronze Ancien, une végétation dense est attestée : chênes, ormes, frênes, cyprès, genévriers et oliviers sont présents partout dans les plateaux et hautes terres. Les vallées et les rives de l'Euphrate et du Tigre étaient rythmées, quant à elles, par des forêts-galeries ripicoles de peupliers, saules et tamaris. La faune est nombreuse et en harmonie avec le milieu.

Depuis le début de l'Âge du Bronze Ancien, période caractérisée par un accroissement progressif des sites avec agriculture intensive et élevage, le défrichement a aminci la forêt vierge et l'extension de la steppe et de l'érosion sont devenues évidentes. Une régression similaire de la forêt vierge est également attestée dans les hautes vallées du Tigre et de l'Euphrate, à la fin de l'optimum climatique. Ce changement graduel de végétation, qui va conduire au climat actuel et à son paysage de steppes, de clairières et de marais dans les bassins des fleuves et le long des marécages de printemps, avec seulement quelques "spots" de forêts sur les hauteurs, a commencé à cette époque.

Le changement climatique, qui avait commencé vers 10 000 av. J.-C. cal., a ainsi fourni les conditions idéales pour les graminées sauvages et une culture céréalière précoce. Les zones intermédiaires entre la forêt vierge et la steppe ont engendré, dans le même temps, une augmentation des espèces idéales pour la chasse et adaptées à la

domestication : moutons et chèvres sauvages, gazelles et aurochs ou bétail sauvage dans les prairies sèches de la steppe et sangliers sauvages dans les bois. Les animaux des vastes espaces, tel que le roe rouge et le daim, ainsi que de nombreuses chèvres sauvages, se trouvaient dans les périphéries des hautes forêts. De même que dans d'autres régions des flancs montagneux du nord du Croissant fertile, les bassins du Tigre et de l'Euphrate, aux pieds des montagnes du Taurus, offraient un environnement naturel favorable non seulement aux chasseurs-cueilleurs du Paléolithique Supérieur mais aussi au nouveau mode de vie néolithique.

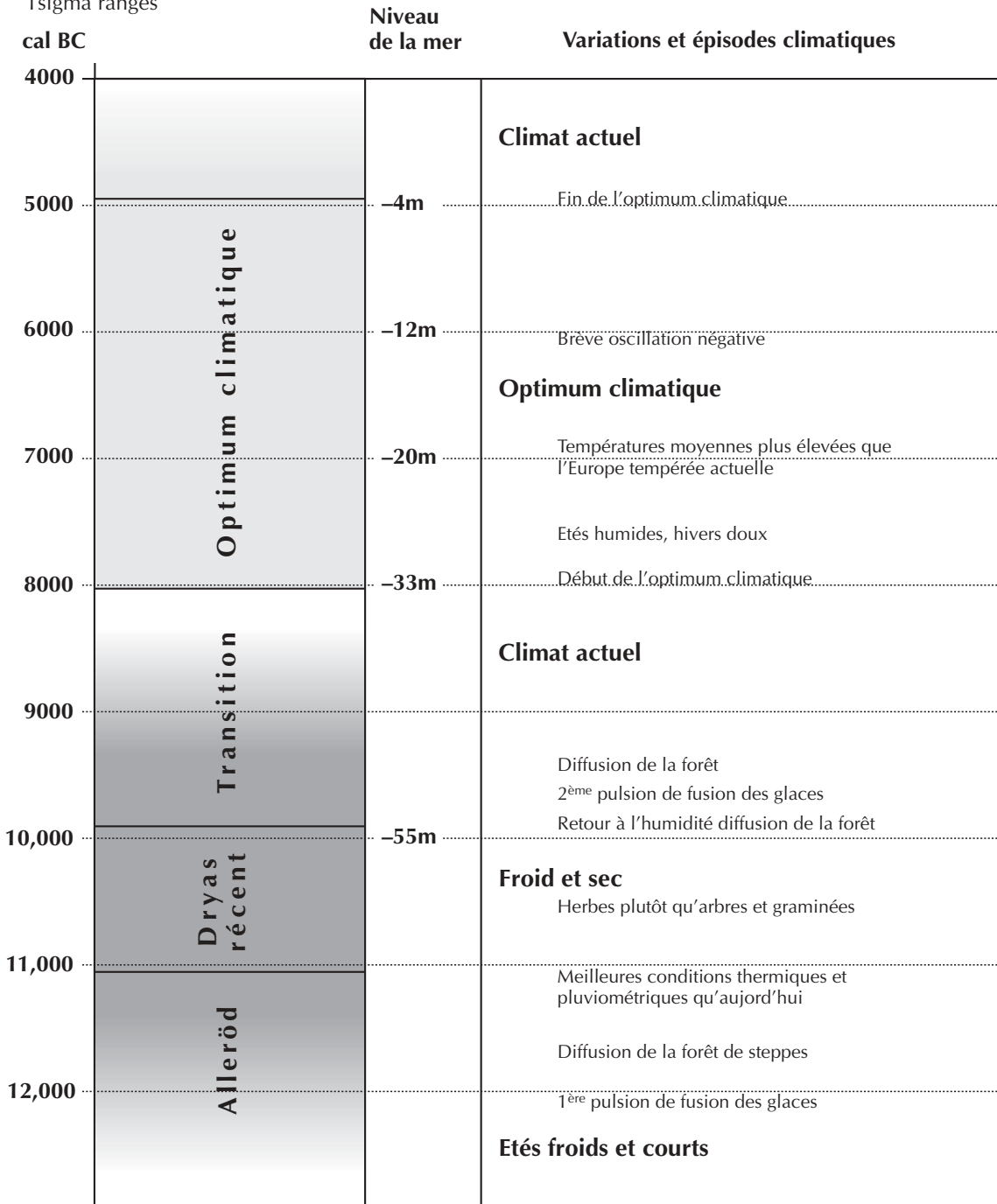
Un autre avantage non négligeable de la région a consisté en la présence abondante de matières premières pour la production d'outils. Les ressources abondantes de la chaîne du Taurus en gisements de silex, le long de ses contreforts calcaires, doivent être notées. Les sources d'obsidienne se trouvent juste de l'autre côté des cols de montagne de la chaîne du Taurus oriental. Enfin, la situation géographique de point de passage et de croisement entre les routes commerciales syro-mésopotamiennes a conforté cette région dans son rôle et destin de berceau des civilisations (HAUPTMANN 1999). La plaine d'Ergani et les environs de Diyarbakır sont également riches en fer, comme le site néolithique de Çayönü a pu le montrer.

Le climat et l'environnement ont déterminé le processus de sédentarisation en offrant en Asie du sud-ouest des conditions favorables à l'établissement de groupes humains et à leur prise en main de l'environnement. La vie sédentaire a constitué en effet une condition première et nécessaire aux néolithisations. Depuis la moitié du 8^e millénaire av. J.-C. cal., l'homme agit d'égal à égal avec la nature dans le processus de néolithisation. Progressivement, la dynamique et l'habileté de l'homme à s'adapter à de nouvelles stratégies alimentaires (basées sur une combinaison variable d'éléments agricoles) l'a rendu capable d'établir des habitats permanents dans des zones semi-arides, à proximité des sources d'eau. L'accroissement démographique et des forces socio-économiques concomitantes, alors en formation, ont amené le processus de néolithisation à son achèvement et expansion et, ce, avant même la fin de l'optimum climatique (PERROT 2000).

Ci-contre : *Charte paléoclimatologique du Proche-Orient de 12 000 av. J.-C. cal. à 4 000 av. J.-C. cal. - Climat Actuel. D'après GÉRARD & THISSEN 2001.*

Charte paléoclimatologique du Proche-Orient de 12 000 av. J.-C. cal. à 4 000 av. J.-C. cal.

Calibrated with OxCal v3.5
 Calibration curve: INTCAL98
 1sigma ranges



On l'a vu, les patrimoines environnementaux, dans leur ensemble, souffrent des projets du GAP, à un niveau comparable aux patrimoines archéologiques. Les conséquences néfastes de la mise en eau de ces barrages, et de l'irrigation intensive qui leur est associée, portent atteinte à l'intégrité des écosystèmes de même que, pour l'archéologie, l'identité régionale était fortement mutilée. Mais l'on va voir que le corollaire social des conséquences du GAP est encore plus dramatique : porter atteinte au passé et à l'environnement immédiat de l'homme entraîne des dommages identitaires et sociaux difficilement réparables.

III. Des impacts socio-économiques discutés

A. Le déplacement des populations, à diverses échelles

1. Des centaines de villages déjà engloutis, totalement ou partiellement, et bien d'autres programmés...

Reconnaissons-le d'emblée : il est impossible d'évaluer le nombre des déplacés, tant les chiffres avancés sont contradictoires et les catégories descriptives habituellement utilisées sont floues. En effet, tantôt on parle de personnes dont les habitations principales sont ou vont être englouties, tantôt on parle de personnes dont les terres sont ou vont être englouties,

tantôt de celles dont la vie quotidienne sera affectée par la montée des eaux. Par ailleurs, tantôt on parle au futur, tantôt au passé ; tantôt de hameaux, tantôt de villages... Il faudrait aussi faire la part, mais elle est difficilement quantifiable, des départs provoqués par le bouleversement des structures de propriété et d'exploitation qu'a entraîné le GAP, avec l'extension des surfaces irriguées et le renchérissement corrélatif des terres (à l'achat comme à la location). En outre, l'irruption de nouveaux propriétaires et le recul des terres publiques, collectives, qui a accompagné la bonification de celles-ci, a aussi marginalisé la classe des exploitants non-propriétaires. Enfin, une partie des départs constatés peut aussi relever de l'exode rural, dans le cas de familles ne parvenant pas à subvenir à leurs besoins et n'ayant pas pu bénéficier des retombées du GAP. La perpétuation des mouvements saisonniers vers les champs de coton de la plaine de la Çukurova, à partir des départements de Gaziantep, Urfa, Adiyaman et Siirt, est la preuve que les nouvelles opportunités d'emplois créées par le GAP ne suffisent pas à retenir ces prolétaires agricoles. Chaque année en effet, plus de 150 000 travailleurs font la migration ; une partie d'entre eux s'est même installée en Çukurova.

Ce manque de rigueur révèle, comme le souligne le rapport du KHRP sur Ilisu (1999), le défaut d'études précises et localisées, préalables aux travaux, sur les environnements immédiats des barrages. En outre, les statistiques démographiques sont peu fiables : les données du

Tableau 7 : Les barrages sur le Tigre et ses affluents et les populations concernées

Nom du barrage	Nombre de villages engloutis totalement ou partiellement	Nombre de personnes concernées
Kralkızı	13	?
Dicle	21	?
Batman (rivière Batman)	16	800 ? Pb. du <i>Malabadi Köprüsü</i>
Ilisu-Hasankeyf (Batman)	68 villages totalement engloutis ; 57 partiellement selon KHRP (1999). 82, dont 50 "vides", et 101, dont 38 "vides", selon le DSI	De 12 000 à 60 000 selon les sources.
Atatürk (limite Urfa et Adiyaman)		50 000 ?
Karakaya		?
Birecik (Urfa)		30 000 selon certaines sources (*)

(*) Voir site Internet www.halfeti.com.

recensement général de la population de 1997, sur lesquelles s'appuient certaines études d'impact, ont d'ailleurs été invalidées au plus haut niveau de l'État. Ainsi, les complexes pratiques de mobilité qui caractérisent les populations concernées n'ont-elles pas été prises en compte. De plus, nombre de villages et de hameaux engloutis ou en passe de l'être ont été "vidés" à la fin des années 1980 ou au début des années 1990, "pour des raisons de sécurité", pour reprendre la périphrase en vigueur. Ce qui fait dire à certains que la politique de "terre brûlée" menée dans le climat de violences que l'on sait, a été parfois une manière de réaliser des évictions programmées par ailleurs. Au total, ces incertitudes sont d'autant plus gênantes que les politiques de relogement sont fondées sur ces valeurs.

Selon le "Conseil de suivi des barrages et du patrimoine culturel de Turquie", en 2002, 40 000 personnes sont exposées au risque de déplacement par l'ensemble des barrages de Turquie (1135 achevés et 335 encore en construction). Plus largement, ces personnes comprises, toujours selon la même source, 130 000 personnes seraient directement concernées par les barrages, et 222 villages. Ces estimations très officielles ne sont pas partagées par tous. Des chiffres beaucoup plus importants étant parfois proposés, sans que l'on puisse vraiment trancher.

L'examen des données du recensement d'octobre 2000, récemment publiées, permettent de compléter les estimations dont on dispose. Ils indiquent pour les arrondissements de Halfeti (Urfa) et de Hasankeyf une forte diminution de la population entre 1990 et 2000 (le recensement de 1997 n'étant pas pris en compte), autant dans les villes que dans les villages : pour la population totale le recul est de -31 % à Hasankeyf et de -47 à Halfeti (où c'est surtout la population urbaine, de la bourgade de Halfeti qui a décru, de plus de 40 % en une décennie). Si l'on accorde quelque crédit à ces données, la réalité de la dépopulation entraînée par les barrages, dans un cas par anticipation, dans l'autre par urgence face à la montée des eaux, paraît incontestable. En effet, à Hasankeyf la vieille ville a été abandonnée il y a plus de trente ans, mais pour une

installation encore plus bas, dans la plaine maintenant condamnée...

Il faut ajouter aux conséquences des barrages et de la montée des eaux la perturbation du réseau des transports, certains ponts ayant été engloutis et de nouvelles solutions de continuité dans les itinéraires étant apparues. Il en résulte un allongement des trajets et des contournements pénibles, voire des franchissements périlleux, préjudiciables à la vie quotidienne.

2. *La question du relogement organisé et de l'indemnisation*

Trois options sont proposées aux personnes identifiées par les autorités comme directement affectées par la montée des eaux : une réinstallation en milieu rural proche, une réinstallation en ville proche et enfin un crédit pour se lancer dans de nouvelles activités, éventuellement hors de la région. L'exemple de Halfeti (département d'Urfa, sur l'Euphrate) est un des cas les plus frappants de relogement à proximité, dans une "nouvelle bourgade" édifée à la hâte pour les délogés.

D'autre part, pour les milliers d'hectares de terres agricoles qui ont dû être abandonnés, le système d'indemnisation induit par les procédures d'expropriation ne fonctionne pas encore pour le mieux. Des années après avoir été obligés de céder et d'abandonner leurs terres, des milliers de paysans réclament encore l'indemnisation qui leur a été promise. En outre, le montant de ces indemnisations est souvent jugé insuffisant, voire dérisoire. Aussi, des centaines de procès sont-ils en cours. En 2002, des paysans dont les terrains situés dans le secteur du barrage d'Altunkaya (Euphrate) avaient été expropriés à vil prix selon eux et qui avaient porté leur dossier devant la Cour européenne des Droits de l'Homme ont obtenu gain de cause. Mais les villageois de Kayahan (arrondissement de Kulp, Diyarbakır), village détruit en 1993 puis englouti par les eaux du barrage sur la rivière Batman, n'ont pas encore eu cette opportunité ; en mai 2002, ils réclamaient encore au DSI leur indemnisation, suspendue pour raisons de compression budgétaire⁷³.

⁷³ Cf. Yeniden Özgür Gündem, 4-10/05/2002, p. 2.

3). *Le retour dans les villages vidés. Le GAP et l'état d'exception (OHAL/Olağanüstü Hal) : un rapport à réexaminer*

Il est parfois dit qu'une des raisons de l'échec du GAP est liée au climat de violence qui a prévalu si longtemps et à l'état d'exception auquel une partie de la région a été soumise depuis des années. La levée de l'état d'exception dans le sud et le sud-est du pays à la fin de l'année 2002 ne fait pas encore sentir ses effets sur l'économie régionale. L'état de quasi-guerre qui a régné sur une partie du Sud-Est pendant plus de 15 ans a eu en effet de redoutables (voire irréversibles) conséquences sur l'économie civile régionale, compromettant des secteurs entiers d'activité, notamment dans le domaine agricole (et surtout l'élevage, l'apiculture et la culture des céréales). Le retour à la normale qui semble s'esquisser peut donc se traduire par une reprise agricole, là où les villageois se réinstallent après avoir fui ou avoir été chassés (entre 1990 et 1995, 3 500 villages et hameaux ont en effet été vidés⁷⁴). Mais pour beaucoup de ces villageois réfugiés en ville, les conditions pour un retour ne sont pas encore réunies. Des personnes rentrées au village, avec la permission du préfet pourtant, ont même été victimes de violences et de pressions diverses, quand elles ont souhaité récupérer leurs terres qui avaient été accaparées par des protecteurs de village (comme dans l'arrondissement de Bismil, département de Diyarbakır, en 2002, ou près de Batman en décembre 2001). Aussi, les nombreux candidats au retour (des dizaines de milliers ont déjà fait des démarches officielles à cette fin) réclament-ils aides et garanties. Pour nombre de candidats au retour, il faudrait commencer par déminer certains secteurs (aux frontières sud du GAP), améliorer les infrastruc-

tures et la distribution des services de base, supprimer complètement le système des protecteurs de village, proposer des crédits aux candidats au retour et imaginer un système de prime au retour. Le Conseil de l'Europe s'étant récemment saisi de ce dossier, une aide de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe pourrait être consentie afin de faciliter les retours, en collaboration avec l'Administration du GAP. Dans le cadre du système mis en place par l'État turc en juin 2002, en tout cas, 58 513 personnes, entre cette date et la fin décembre 2002 sont rentrées, pour les deux régions de l'Est et du Sud-Est.

B. Agriculture et structures agraires bouleversées

Le développement agricole est, à l'origine en tout cas, au cœur du projet du GAP. Nonobstant les retards soulignés en 2003 par le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Diyarbakır (voir introduction), en quoi seule une certaine conception du développement semble avoir été privilégiée ? En quoi les impératifs de durabilité maintenant proclamés haut et fort sont-ils, à l'examen de la réalité, discutables ?

1) *Quelques résultats positifs au premier abord*

Les surfaces irriguées ont incontestablement augmenté en 20 ans, sans pour autant avoir atteint les valeurs projetées et encore annoncées par les partisans du GAP. Globalement, près d'un million d'hectares ont été gagnés à l'irrigation ; à terme (en 2010 ?), comme le répètent à l'envie les textes officiels sur le GAP, ce sont 1,7 millions d'hectares qui auront été gagnés

Un exemple de retour au village : les Yézidis de Besiri (Batman)

En 2002, dix familles yézidies émigrées en Allemagne depuis plus de 20 ans sont rentrées dans leur village d'origine, avec leurs morts (ré-enterrés dans les cimetières du village), le

climat de tensions étant apaisé. Mais il a fallu reconstruire les maisons et lutter contre les accapareurs de terre qui s'étaient appropriés leurs biens. D'après *Cumhuriyet*, 3/07/2002, p. 8.

⁷⁴ Cf. *Cumhuriyet*, 16/08/2002, p. 13.

Tableau 8 : Surface et production de coton, en Turquie et dans le GAP (1980-2002)

	1980	1996	2002
Surfaces en coton Turquie	-	743 775 hect.	654 177 (en 2000)
Surfaces en coton GAP	60 000 hect.	247 000 hect.	-
Production Turquie	-	784 047 t.	975 000 t.
Production GAP	23 000 t.	264 000 t.	440 000 t.

à l'irrigation. Les territoires emblématiques du GAP pour l'irrigation, sans cesse cités et mis en avant, sont les plaines de Harran et d'Akçakale, au sud d'Urfa. Grâce aux longs tunnels, ouvrages d'art phares du GAP, qui acheminent une partie des eaux du barrage Atatürk, 133 000 hectares ont été irrigués. Fin 2001, plus de 80 % des surfaces nouvellement irriguées sont consacrées au coton et 15 % aux céréales, le reste étant dévolu aux légumes ou au maïs.

De ce fait, mais faut-il imputer cet accroissement uniquement au GAP, la production agricole des départements du GAP a notablement augmenté depuis le début des années 1980, de même que les rendements. L'accroissement est particulièrement net pour le coton ; en 20 ans, le Sud-Est a participé en première ligne à l'augmentation de la production turque de coton, de façon spectaculaire : en 1980, le Sud-Est produisait moins d'un dixième du coton turc ; en 2000, il en produisait plus de la moitié.

Tableau 9 : Production de coton pur (*saf*) dans le département de Urfa (1995-2000)

Années	Production en tonnes
1995	105 524
1996	126 951
1997	152 609
1998	186 358
1999	232 757
2000	254 602

Source : COLLECTIF, 2002, p.148.

Parmi les départements du GAP, Urfa se distingue nettement, avec une production passée de 7 000 t. en 1980 à 126 000 t. en 1996, les surfaces dévolues au coton ayant augmenté de

12 000 hectares à 110 000 hectares durant le même laps de temps. Toujours pour cette culture, Diyarbakır, dans une moindre mesure, a connu une nette progression (avec une multiplication des surfaces par 10 entre 1980 et 1996).

Cependant, la sécheresse qui sévit depuis 5 ans dans la région, responsable de contre-performances notables, ternit un peu (provisoirement) le tableau des bienfaits du GAP. Les aides multiples, directes et indirectes, consenties aux agriculteurs dans le cadre du GAP ont aussi joué un rôle dans cet accroissement.

2. Une modification des systèmes de production et de culture

Comme l'extension du coton en témoigne, les systèmes de culture ont connu un bouleversement net durant les années GAP. Le changement majeur tient en une forte extension des cultures pour l'exportation et des cultures industrielles. Deux cultures font donc figure de cultures emblématiques du GAP, le coton premier bénéficiaire de l'extension des surfaces irriguées, d'une part, et les céréales, d'autre part.

Parallèlement, on assiste à un effort de diversification de la production agricole, avec l'introduction ou le renforcement de l'arboriculture⁷⁵ (oliviers, pruniers, amandiers, abricotiers, pêchers, noyers, grillotiers, poiriers et pommiers) par exemple, présentée comme un substitut au coton trop fréquemment considéré comme le produit phare et unique de la nouvelle agriculture de la région du GAP. Parmi les cultures permanentes, à la suite de campagnes de plantation et de la constitution de grosses exploitations spécialisées, le pistachier a connu une forte progression, passant de 24 millions d'arbres dans la région, en 1980, à 37 millions en 1996 (source DIE).

⁷⁵ Cf. *Dünya*, 18/11/2002, p.14.

De même, la fraise a fait récemment son apparition dans le département de Diyarbakır (arrondissement de Lice). En d'autres termes, les pratiques monoculturelles du tabac⁷⁶ et du coton, tendent à reculer. Cependant, ce recul de la mono-production ne doit pas être seulement imputé au GAP. Il procède en effet d'une politique d'achat peu avantageuse de la part de l'État, qui dissuade peu à peu les agriculteurs de se consacrer à cette production.

De ce fait, le GAP a eu pour effet d'entraîner un recul de la production familiale (pour ne pas dire non déclarée) de tabac. Les contrôles sont devenus plus stricts : amendes, arrestations et procès se multiplient. Mais le prix auquel le tabac est acheté par l'entreprise d'État est si faible que la tentation demeure forte d'écouler la production par d'autres canaux, perçus comme plus rémunérateurs (en 2003, le rapport entre le prix au kilo proposé par le monopole d'État et le prix au kilo du marché parallèle est de 1 à 5). Le tabac *kaçak* (illégal) du Sud-Est continue donc à se vendre largement sur les places d'Istanbul.

Pour l'agriculture régionale, le GAP a aussi provoqué l'introduction de nouvelles méthodes de production par le biais de centres d'innovation et de développement agricole (TIGEM) qui jouent un rôle de stimulation et d'accompagnement.

À ce titre, l'introduction de l'élevage en batterie fait partie des mutations à mettre au crédit du GAP. Dans le cadre du GAP-GIDEM (*Girişimci Destekleme ve Yönlendirme Merkezi*/ Centre de soutien et d'orientation de l'entrepreneur), une action spéciale est déployée pour développer l'élevage laitier en batterie et la transformation/valorisation des produits laitiers. Cette action passe par l'aide à l'ouverture de nouvelles entreprises spécialisées dans les produits laitiers, la motivation et la formation des producteurs locaux et le développement d'un environnement technique favorable. Le but est d'accroître, dans cette logique productiviste, le rendement annuel de la vache laitière turque, qui est pour l'instant de l'ordre de 1 580 litres par an — et il est même inférieur à cette valeur dans la région du GAP —, alors que ses homo-

logues européennes ont un rendement moyen de l'ordre de 4 000 litres. L'objectif régional est d'atteindre dans les centres laitiers de la région du GAP un rendement de l'ordre de 3 200 litres par an pour 2 010 (selon le *Master Plan* du GAP). Dans cette région, la mission du GAP-GIDEM est "de faire reconnaître l'élevage comme une activité économique" à part entière. Pour l'instant, les centres mis en place récemment ne fonctionnent en moyenne qu'à faible capacité, si ce n'est celui de Mardin.

Toujours en ce qui concerne l'élevage, l'Administration pour le développement régional du GAP a mis en place à partir de 1998 un nouveau système pour articuler les retours dans les villages vidés à la reprise d'une activité qui avait fortement décliné. Ce système consiste en une contractualisation des candidats au retour pour l'élevage ovin.

Les réorientations en cours des systèmes de production sont par ailleurs liées au fait que les agriculteurs sont de moins en moins maîtres de leurs choix culturels et travaillent de plus en plus sur commande. Cela traduit une intégration de l'agriculture du Sud-Est à l'industrie agroalimentaire nationale, voire internationale. Ainsi, depuis quelques années, les producteurs de tabac sont-ils incités à se reconverter dans le maïs par la filiale turque de la grosse firme américaine Cargill⁷⁷. L'objectif de Cargill-Turquie est en effet d'utiliser pour ses productions à 100 % du grain produit en Turquie (contre 50,5 % en 2001 et 70 % en 2002). La production turque de maïs est en 2002 inférieure à la consommation ; ce qui obligeait à recourir aux importations. Un autre exemple du processus de contractualisation des agriculteurs de la région est fourni par le centre d'élevage industriel et de production de lait ouvert par les sociétés *Koç* et *Ata Grubu* en octobre 2000 dans la plaine de Harran (département d'Urfa), territoire symbole du GAP. Concrètement, la contractualisation passe par la fourniture des *intrants* et des équipements aux agriculteurs, leur formation à certaines nouvelles techniques et l'achat de la totalité de la production par le centre. En ce sens, cette intégration à l'industrie agroalimentaire signe un début de mutation importante dans les formes du travail agricole.

⁷⁶ Dans certains arrondissements du département d'Adıyaman, comme celui de Çelikhan, ou de l'arrondissement de Batman (Kozluk), le tabac est une véritable monoculture, assurant l'essentiel des revenus des habitants.

En outre, comme le constate un rapport non publié pour un projet de développement (finalement non entrepris) dans l'arrondissement de Siverek (département d'Urfa), le développement de la mécanisation et de l'irrigation consécutif au GAP a provoqué un recul des "usages secondaires" des espaces ruraux (pâture, cueillette...) et une "exclusion progressive de leurs bénéficiaires, déséquilibrant des systèmes de production" déjà fragiles. Une autre rationalité agricole, parfois oublieuse des pratiques anciennes, est donc en passe de s'imposer dans le Sud-Est.

3. Des effets sur les structures agraires : une tendance à la concentration foncière

Quant aux rapports de propriété, ils ont aussi été profondément bouleversés, dans un sens qui n'a pas toujours été anticipé et contrôlé. Globalement, on peut dire qu'il y a eu une concentration de la propriété, avec la transformation de terres médiocres, jusque-là communes, en terres privées dévolues à la nouvelle agriculture (arbres fruitiers et coton). En outre, et les dernières lois vont dans le sens de cette tendance, le nombre de grands propriétaires étrangers semble s'être accru. Parmi les nouveaux propriétaires, apparus à la faveur du GAP, on note de grands groupes turcs, comme *Koç* ou *Ata Grubu* qui se sont implantés récemment dans la région. Parmi les nouveaux propriétaires étrangers, on peut citer des Israéliens, auxquels la rumeur locale —en train de cons-

truire un mythe— prête parfois les desseins les plus malintentionnés, assimilant rapidement le Sud-Est⁷⁸ à la Palestine. À Siverek, par exemple, toujours selon le rapport évoqué ci-dessus, il y a eu renforcement de la structure latifundiaire par détournement au profit d'un clan (celui des Bucak) des opportunités ouvertes par le GAP. En d'autres termes, le GAP illustre de façon exacerbée l'échec de la réforme agraire en Turquie, en tant que celle-ci n'a signifié qu'une extension de la propriété privée aux mains de quelques chefs tribaux, et non pas une redistribution plus égalitaire de celle-ci. L'accroissement net des surfaces cultivées en 20 ans peut être mis en rapport avec cette mutation. Par ailleurs, le GAP n'a pas entraîné une disparition du prolétariat agricole sans terre de la région ; avec les évictions dues au barrage et la concentration foncière, sans parler des tentatives de sédentarisation des nomades et semi-nomades, la tendance a même été inverse.

4. Un endettement croissant des agriculteurs

Un des autres effets pervers du GAP réside dans l'endettement des agriculteurs, devenus tributaires de l'irrigation et devant désormais payer l'eau et l'électricité (pour le pompage) qu'ils consomment. À cet endettement pour l'eau s'ajoute un endettement dû à la transformation des structures de propriété et d'exploitation et à la location ou à l'achat de terres publiques passées en régime privé à l'occasion de la mise en irrigation. Dans l'arrondissement

Tableau 10 : Les centres d'élevage laitier dans la région du GAP

Départements dotés	Nombre de centres laitiers	Capacité optimale en tonne/an	Taux actuel d'utilisation de ladite capacité
Şanlıurfa	1	20 000	15
Adıyaman	4	6 500	15
Diyarbakır	1	20 000	75
Gaziantep	1	-	-
Mardin	1	6 000	100
Siirt	1	2 500	-

Source : *GAP Bölge Kalkınma İdaresi Bakanlığı*, 2001

⁷⁷ Cf. *Dünya*, 20/03/2003, p. 10.

⁷⁸ L'activité développée dans la région (Diyarbakır et Adıyaman) par l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, association caritative, en direction des enfants de la rue, est ainsi parfois interprétée comme un signe supplémentaire de cette influence israélienne.

de Ceylanpınar (département d'Urfa), les habitants du village de İkcırcup —dont les structures agraires ont été bouleversées par le GAP et précédemment, par la réforme agraire entreprise en 1974, du fait de l'extension des surfaces irriguées et de l'introduction de nouvelles méthodes de culture— souffrent de ce fardeau. Face à ces dettes, certains villageois ont même été obligés ces dernières années de quitter le village pour s'installer dans la région de Çukurova.

5. *Le paradoxe du GAP : une accentuation des contrastes de développement et d'équipement dans les espaces ruraux*

Un des reproches faits au GAP réside dans le contraste entre les investissements considérables effectués pour certains grands équipements (barrages, tunnels), et l'absence ou l'extrême insuffisance des investissements plus ordinaires (et donc moins spectaculaires) dans les villages, en termes d'amélioration des services et équipements de base. Pour illustrer cette idée on peut se focaliser sur la seule question —ô combien cruciale— de l'eau courante, consommable. Si des milliers de m³ d'eau sont désormais acheminés vers les nouveaux espaces irrigués, à proximité de ceux-ci, nombre de villages ne sont pas encore équipés en eau courante. L'arrondissement de Suruç, au sud du département d'Urfa, paraît pour le moment exclu —bien qu'il existe un projet officiel d'irrigation de la plaine de Suruç—, pour des raisons à élucider, des bienfaits du GAP qui touchent les arrondissements voisins d'Akçakale et de Harran. Aussi compte-t-il parmi les arrondissements du GAP qui ont perdu le plus d'habitants entre 1990 et 2000, tout en fournissant de nombreux ouvriers agricoles, parfois propriétaires par ailleurs, pour la plaine à coton de Harran. La situation dans l'arrondissement de Ceylanpınar est assez comparable à celle de Suruç : l'eau y fait défaut tant pour l'irrigation que pour faire face aux besoins quotidiens.

Les épidémies de typhus dues à la mauvaise qualité de l'eau consommée continuent donc à

faire des victimes, comme au mois d'août 2000 dans l'arrondissement de Nusaybin (département de Mardin). De même, dans l'arrondissement de Dicle (département de Diyarbakır) les cas de goitre dus à la mauvaise qualité de l'eau consommée, faute d'eau courante contrôlée, se multiplient. Mais l'équipement en eau des villages étant souvent subordonné aux allégeances politiques entre le responsable départemental des Services villageois et les communautés villageoises concernées, il arrive fréquemment que les villages réputés ne pas voter pour le parti tenant le ministère des Affaires villageoises soient à dessein négligés⁷⁹. Associées aux carences du réseau d'eau, les déficiences du système régional de santé demeurent criantes et continuent à hypothéquer le devenir de la région.

En outre, le nombre de médecins pour 1 000 habitants reste très inférieur à celui des autres régions ; de même, le réseau d'hôpitaux ou de centres de santé, est encore peu dense. Si des efforts en la matière ont été entrepris ces dernières années, ils restent insuffisants tant le retard est grand. Les cas de sous-nutrition et de malnutrition, infantile et infantine, demeurent pour cette région très au-dessus de la moyenne turque.

En d'autres termes, l'articulation entre développement agricole et développement rural ne semble pas toujours avoir été réfléchi ; comme si la conception du développement qui présidait au GAP, malgré certains infléchissements récents, se limitait au "strict" développement économique quantifiable en termes de m³ d'eau et de m² irrigués. Pour autant, ces dernières années, dans l'esprit de la "reformulation sociale" du projet du GAP, des efforts ont été consentis, qui ont souvent associé des associations, pour l'amélioration de la vie quotidienne. Avec l'aide européenne (programme MEDA ou Agence Européenne de Développement) et celle des Nations-Unies, des programmes de développement rural centrés sur les équipements de base ont donc été récemment lancés, pour combler cette lacune et réduire ces contrastes.

⁷⁹ Pour le cas du village de Doğankavak (arrondissement de Besiri, département de Batman), cf. *Yeni Gündem*, 4/06/2000, p. 3.

C. Quels effets et activités induits hors de l'agriculture ?

1. Les infrastructures de transport amendées

Le GAP a permis une indiscutable amélioration des infrastructures routières. L'expression la plus flagrante de ce mieux, c'est sans doute l'autoroute construite entre Osmaniye et Gaziantep, qui devrait se prolonger à terme plus à l'est. Cette autoroute, pour laquelle une aide européenne a été consentie, fait figure d'artère routière majeure du GAP à l'avenir, assurant l'ouverture de la région sur la Méditerranée et les ports de Mersin ou Iskenderun notamment, véritables fenêtres du GAP sur la circulation maritime internationale (pour l'exportation des productions du GAP et l'importation des intrants). Les aéroports ont aussi bénéficié de nouveaux aménagements. Celui de Gaziantep surtout, promu lors de la dernière guerre en Irak aéroport de la région suite à la fermeture de celui d'Adana, s'est hissé au rang des aéroports de rang national. En ce qui concerne Diyarbakır, la présence d'un aéroport militaire à côté de l'aéroport civil gêne souvent l'utilisation optimale de ce dernier. Cependant, le retour à la vie normale attendu, devrait confirmer Diyarbakır dans son rôle d'aéroport pivot pour toute la région du GAP et notamment sa partie est.

2. Les formes discutées du développement urbain

Cette expression peut s'entendre de deux façons. Il peut s'agir d'une part de l'urbanisation de la population et d'autre part de l'amélioration des conditions de vie quotidienne des populations urbaines. Dans le premier sens, le GAP a participé au mouvement d'urbanisation de la population du Sud-Est, auquel les migrations forcées à partir des villages détruits ou vidés ont aussi fortement contribué. Les données du dernier recensement sont à cet égard très claires. Si l'on prend l'exemple du département d'Adiyaman, on s'aperçoit qu'entre 1990 et 2000 la population urbaine s'est accrue annuellement de 4,2 %, alors que la population rurale (ou "des villages", selon la terminologie utilisée dans les recensements turcs) a stagné. À Siirt, on note un fort recul de la "population des villages". Mais pour la plupart des départements —et surtout ceux où l'agriculture irriguée a connu un boom—, comme Mardin, Urfa, Gaziantep et dans une moindre mesure Batman ou Şırnak, il y a eu accroissement de la population rurale, à un rythme cependant beaucoup plus faible que celui de la population urbaine. Urfa, dans l'ensemble, se distingue par l'importance de l'accroissement de la population rurale enregistrée, à peine moins fort que celui de la population urbaine. À l'échelle des arrondissements cette fois-ci, ces différences apparaissent encore plus nettement. Ainsi, dans les

Tableau 11 : Evolution de la population urbaine et des "villages" dans les neuf départements du GAP entre 1990 et 2000

Département	Pop. rurale en 1990	Pop. rurale en 2000	Pop. urbaine en 1990	Pop. urbaine en 2000
Adiyaman	288 725	284 872	222 102	338 939
Diyarbakır	501 007	545 016	595 440	817 692
Gaziantep	272 151	276 123	738 245	1 009 126
Mardin	309 243	313 849	249 032	391 849
Siirt	133 214	110 154	110 221	153 522
Şanlıurfa	449 841	601 293	551 614	842 129
Batman	149 457	152 568	194 664	304 166
Şırnak	136 742	141 869	125 264	211 328
Kilis	42 979	39 739	87 219	74 985
Total	2 283 359	2 465 483	2 873 801	4 143 736

Source : Devlet İstatistik Enstitüsü (www.die.gov.tr)

Tableau 12 : Gaziantep et Diyarbakır dans la hiérarchie urbaine turque (1970-2000)

Principales agglomérations /Années	1970	1980	1985	1990	2000
Istanbul(*)	2 132 407	2 547 364	5 475 982	6 620 241	8 803 468
Ankara(*)	1 236 152	1 877 755	2 235 035	2 559 471	3 203 362
İzmir	520 832	757 854	1 489 772	1 757 414	2 232 265
Adana	347 454	574 515	777 554	916 150	1 130 710
Bursa	275 953	445 113	612 510	834 576	1 194 687
Gaziantep	227 652	374 290	478 635	603 234	853 513
Konya	200 464	329 139	439 181	513 346	742 690
Mersin	112 982	216 308	314 350	422 357	537 842
Kayseri	160 985	281 320	373 937	421 362	536 392
Eskişehir	216 373	309 431	366 765	413 082	482 793
Diyarbakır	149 566	235 617	305 940	381 144	545 983
Antalya	95 616	175 501	261 114	378 208	603 190

(*) : population urbaine du département (*il*).

arrondissements de Bozova et de Harran (département d'Urfa), la population rurale a-t-elle augmenté beaucoup plus fortement que la population urbaine lors de la dernière décennie. Ces évolutions contrastées dessinent bien l'intensité spatialement différenciée des effets du GAP, tout en donnant à réfléchir sur la validité du clivage rural/urbain. Quoi qu'il en soit, la décennie 1990 apparaît pour les départements du GAP comme celle du basculement dans la majorité urbaine, processus opéré avec retard par rapport au reste du pays (pour lequel la décennie 1980 a été déterminante).

Pour autant, par rapport aux départements de la région est (Anatolie orientale), il n'y a pas eu de forte diminution de la population des villages. En ce sens, il semble que le GAP ait permis au moins de fixer, relativement, ladite population rurale.

Si l'on considère cette fois la croissance des préfectures des différents départements du GAP, on s'aperçoit que plusieurs d'entre elles ont enregistré les taux de croissance annuelle les plus élevés de Turquie pendant la décennie 1990, comme Şırnak (7,4 %), Adıyaman (5,7) et Batman (5,1). Seule Kilis, préfecture d'un département artificiellement et récemment créé, affiche un taux négatif (-1,7 %). Parmi ces

préfectures, deux font partie des grandes agglomérations de Turquie : Diyarbakır, mais ce n'est pas un fait nouveau imputable au GAP, et Gaziantep, plus redevable au GAP pour cette promotion.

Le GAP a par ailleurs, directement ou indirectement, suscité un mouvement de revalorisation des patrimoines urbains jusque-là négligés⁸⁰ voire malmenés, sous la forme d'opérations de réhabilitation et de mise en valeur du bâti "historique". Il s'agit soit d'initiatives officielles, avec l'aval de l'Administration du GAP, soit d'initiatives spontanées, parfois très modestes mais significatives, exploitant le nouveau climat qui règne dans la région et nourrit des espoirs de développement. Ainsi, dans la ville de Mardin, nonobstant les rumeurs de classement au Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO —loin d'être acquis en définitive—, un "Projet de réhabilitation urbaine participative" a été lancé en 2001, par le ministère de la Culture, la préfecture du département, l'Administration du GAP et la Faculté d'architecture de l'Université d'Istanbul, qui bénéficie d'un soutien financier suédois de 350 000 dollars pour 18 mois, d'une aide de l'UE et d'un crédit de la Banque Mondiale. Les Nations-Unies aussi s'intéressent à Mardin, promue en 2001

⁸⁰ Alors même que sa richesse est connue de longue date ; cf. GABRIEL, 1940.

“Musée à ciel ouvert”. Parallèlement, des initiatives locales, plus ou moins heureuses et contrôlées, s’efforcent de mettre en valeur un patrimoine dont la richesse est peu à peu (re)découverte. Bien que classé “site historique de 1^{er} rang” en 1977, Mardin attendait depuis des années ces initiatives qui éclosent désormais tous azimuts, comme stimulées par la perspective du classement UNESCO évoquée depuis 2000. Dans le cadre du projet précité, trois vieilles demeures sont en cours de restauration, qui devraient constituer les opérations locomotives d’une réhabilitation visant l’ensemble du tissu historique, encore étonnamment homogène, de l’ancienne ville. Les effets de ces premières opérations et du début de promotion de Mardin se sont vite fait sentir puisqu’en 2002, plus de 150 000 touristes ont visité la ville, chiffre jamais atteint jusque-là. La “Semaine du tourisme” de l’année 2000 a même été officiellement lancée de Mardin, par le ministre du Tourisme de l’époque. De plus, les valeurs immobilières ont enregistré une forte croissance ces derniers temps (les prix ont été multipliés par dix pour certaines vieilles maisons de pierre (calcaire) entre 2001 et 2002 !). En outre, les constructions et interventions illégales sur le bâti, qui étaient malheureusement monnaie courante, paraissent maintenant l’objet d’un contrôle plus strict. Il y a donc bien du changement à Mardin.

À Şanlıurfa, le changement urbain entraîné par le GAP est aussi très perceptible depuis 6 ou 7 ans, en termes d’équipements et d’activités ; et donc aussi du point de vue du paysage urbain, de nouveaux bâtiments pour abriter ces nouvelles fonctions ayant fait leur apparition. En l’espace de quelques années, par exemple, le nombre des agences bancaires est passé de 5 à plus de 30⁸¹. De même, sur l’initiative d’un préfet actif et grâce à l’aide européenne, le patrimoine urbain commence à être reconsidéré. Si des destructions ont encore lieu, les travaux de restauration de certains quartiers centraux vont désormais bon train, provoquant là aussi un renchérissement des valeurs immobilières. Le nombre de centres commerciaux s’est aussi considérablement accru dans les plus grandes agglomérations du GAP, à l’instar du Aymerkez

de Gaziantep, modifiant par-là les pratiques de consommation et d’achat. Şanlıurfa semble donc aussi bénéficier de retombées d’ores et déjà visibles, ne serait-ce qu’à travers les efforts pour la restauration du tissu historique.

Néanmoins, les préfectures de Siirt, Batman, Adıyaman ou Şırnak ne connaissent pas de développement urbain aussi spectaculaire, si ce n’est pour Batman, comme on l’a vu, en termes de croissance de population. Les travaux inédits qui ont agité la ville de Siirt au début de l’année 2003 n’avaient pas grand chose à voir avec le GAP. Il s’agissait de travaux pré-électorales, en raison de l’annulation du vote dans ce département et de la tenue d’un nouveau scrutin en mars 2003 (voir à ce propos le journal bi-mensuel *Özgür Siirt*, n° 12, du 01/05/2003).

Dans le deuxième sens de “développement urbain”, le bilan s’avère plus mitigé. En effet, les migrations récentes, responsables du développement de nouveaux quartiers spontanés ou de la taudification des quartiers centraux historiques, ont plutôt aggravé la situation. Les retards dans le développement des infrastructures de base restent criants dans des agglomérations comme Batman ou Şırnak. Si, avec l’aide de l’Agence de Développement allemande (KfW) dès 2000, puis de l’Union européenne, des efforts ont été entrepris à Diyarbakır pour rendre plus viable cette grosse agglomération (notamment pour ce qui est du réseau d’eau courante), il reste beaucoup à faire de l’aveu même des responsables de la ville. Aussi, comme pour les espaces ruraux, si le GAP a entraîné une indéniable amélioration dans l’approvisionnement en eau des espaces urbains, il a suscité de nouvelles dépendances. Ainsi en novembre 2001, des quartiers entiers de Diyarbakır ont été privés d’eau, suite à une panne du système de pompage de l’eau à partir du barrage de Dicle, qui assure désormais une partie de l’alimentation en eau de l’agglomération. La situation des villes petites et moyennes de la région s’avère à l’examen plus préoccupante en termes de services de base. Dans le département d’Urfa par exemple, la petite ville de Suruç (50 000 habitants) souffrait encore fin 2002 d’un cruel manque d’eau.

⁸¹ Cf. “Beyaz altın Urfa’ya gelince” (l’or blanc une fois arrivé à Urfa), *Cumhuriyet*, 1/11/2000, p. 8.

Stratégies d'industrialisation du Master Plan du GAP

1. S'appuyer sur les matières premières et les ressources existantes à valoriser.
2. Développer des initiatives exemplaires dans le domaine des technologies de la production et de la gestion, de l'accumulation du capital, de l'entrepreneuriat et de la manière de pénétrer les marchés internationaux.
3. Prendre en compte les équilibres entre les départements et les régions.
4. Réorganiser les fonctions des institutions publiques en vue de les mettre au service des industries prioritaires.
5. Encourager l'aide au crédit, à l'information et à la technique des entrepreneurs."

3. *Les effets induits, très différenciés, sur l'industrie régionale*

Avant d'esquisser un bilan, il convient de rappeler brièvement les objectifs et les principes du GAP en matière de développement industriel. Si l'on se réfère au document relatif aux "stratégies d'industrialisation du *Master Plan* du GAP", 5 axes sont affichés (voir encadré).

Malgré ces louables intentions, les effets indéniablement stimulants, ne serait-ce que par les investissements publics et privés drainés vers la région, ne se font pas sentir de façon égale dans la région. Ils sont même concentrés sur quelques bassins d'emplois et d'activité qui ont été de fait privilégiés, au premier rang desquels se trouve Gaziantep, suivi de Şanlıurfa dans une moindre mesure. On dispose à cet égard, grâce à un dossier spécial du quotidien économique *Dünya* (20/06/2003), d'un bilan récent de l'état de l'industrie régionale. Deux branches industrielles ont bénéficié du GAP, toutes les deux en relation avec le boom de l'agriculture : l'industrie textile au sens large (comprenant cuirs et tapis) et l'industrie agroalimentaire. La filière textile-confection représente en 2003 35 % des entreprises déclarées et la filière agroalimentaire 27 %. La région commence aussi à bénéficier de délocalisations de segments d'activité d'entreprises de prêt-à-porter, comme celle d'Adidas à Diyarbakır ces dernières années. Main-d'œuvre peu coûteuse et matière première abondante semblent ici recherchées. Il s'agit pour l'essentiel d'une production textile pour l'exportation, comme celle de la firme Modelim Tekstil, de Gaziantep, qui en 2002 a exporté 85 % de sa production vers la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le développement rapide et le dynamisme des 10 "Zones industrielles organisées" (OSB) de Gaziantep⁸² (4 pour les grandes entreprises et 6 pour les PME), plus nombreuses et surtout plus occupées que celles du reste de la région, témoignent des effets stimulants du GAP sur le tissu industriel de la "capitale économique régionale".

À la fin de 2002, avec plus de 24 millions de m² d'installations industrielles, 1 000 entreprises industrielles, 100 000 travailleurs dans l'industrie et des exportations annuelles d'une valeur de 2,5 milliards de dollars fin 2002, le département de Gaziantep —en fait essentiellement l'agglomération du même nom— s'affirmait comme un des départements les plus industriels de Turquie, tourné vers l'exportation, à l'image d'une partie de l'économie turque depuis le milieu des années 1980. Cette émergence de Gaziantep comme pôle industriel "orienté vers l'extérieur", fondé sur la filière textile (39 % de l'emploi industriel local en 2003⁸³) et l'agroalimentaire, est évidemment indissociable du GAP, même si les investissements publics dans l'industrie, hormis la fabrique de boissons alcoolisées TEKEL, ont été réduits. Ici, c'est l'initiative privée qui a pris le relais et su exploiter les possibilités offertes par le GAP, en assurant le passage d'une industrie de produits intermédiaires (du type production de fils) à une industrie de produits finis (prêt-à-porter).

Le cas de l'entreprise Tuğcan nous semble, de ce point de vue, éclairant d'un développement industriel "en amont du GAP". L'entreprise a connu un essor fulgurant avec la construction du barrage Atatürk à la fin des années 1980, en

⁸² Cf. *Dünya*, 28/01/2003, p. 2.

produisant les gigantesques conduites (7,5 m de diamètre) alimentant en eau les turbines de la centrale. À partir de cette spécialisation, le groupe a diversifié ses activités pour investir depuis quelques années le secteur touristique. D'autres sociétés ont connu leur essor en aval du GAP, avec la transformation du coton désormais massivement produit. C'est le cas de la firme Sanko-Pazarlama, exportatrice de textile, qui figurait en tête de la liste des impôts sur le revenu des entreprises du département de Gaziantep en 2001. Fondée en 1992, cette entreprise est issue d'une vieille entreprise locale, créée, elle, en 1942 et déjà spécialisée dans les produits textiles. Une holding Sanko a même été récemment constituée, qui, à partir du textile, a investi des secteurs aussi variés que l'électronique, le béton, l'assurance, l'énergie et l'automobile.

D'autre part, foires et autres expositions tendent à assurer le rayonnement de Gaziantep, à l'image de "GAPshoes 2003", foire de la chaussure organisée du 30 janvier au 2 février 2003, ou de MOTEKS (Mode et Textile), programmé pour les 25-28 septembre 2003⁸⁴. Du point de vue urbanistique, cette activité se traduit par une mutation de la silhouette de la capitale du GAP, avec l'apparition de grands hôtels, de centres d'exposition, d'immeubles de bureaux et même l'émergence d'un centre d'affaires dont la conception a été confiée à une société anglaise (IMC), par ailleurs aussi partenaire principal du consortium ayant emporté en 2003 l'appel d'offre européen (dans le cadre du programme MEDA) pour l'aide au développement du Sud-Est.

À Urfa, l'industrie locale est en grande partie tributaire du coton, dont elle assure la

première transformation. Pour cette raison, c'est une industrie encore saisonnière, pour les trois quarts des entreprises implantées dans la Zone industrielle organisée (une seconde devrait être construite). En tout état de cause, la base économique locale est marquée par la filière textile de façon dominante.

Diyarbakır, pourtant plus peuplée qu'Urfa, n'a comparativement pas enregistré les mêmes transformations ces dernières années et n'a pas bénéficié, pour l'instant en tout cas, des mêmes effets stimulants du GAP sur son industrie locale.

Il est vrai que, plus que les deux agglomérations précitées, Diyarbakır a subi de plein fouet les conséquences négatives de l'état d'exception (OHAL) depuis la fin des années 1980, et, fin 2002-début 2003, les funestes effets de la guerre en Irak sur le commerce régional (à l'exception de quelques profiteurs ayant décroché des contrats avec l'armée américaine). Le bassin d'emploi a donc du mal à sortir d'une longue période de récession et de recul des investissements productifs, privés et publics. Avant toute chose, selon les entrepreneurs locaux, une première urgence consiste à achever les projets entrepris il y a des années et restés inachevés, comme par exemple la Zone industrielle organisée. Alors qu'en 1927 Diyarbakır, le "Paris du Sud-Est", était le deuxième foyer industriel de Turquie par le nombre d'entreprises implantées, déclarées, la ville est aujourd'hui parmi les plus mal placées. L'industrie locale y attend encore les investisseurs privés, nationaux ou étrangers ; ce d'autant plus que grâce au GAP la production de matières premières, notamment agricoles, du département —comme celle de blé et de coton— a fortement augmenté. Ce sont donc les

Tableau 13 : Les quatre grandes zones industrielles organisées de Gaziantep en 2003

Nom	Nombre de fabriques	Nombre d'employés
1. Sanayi Bölgesi	138	18 000
2. Sanayi Bölgesi	192	43 000
3. Sanayi Bölgesi	77 + 46 (en cours)	-
4. Sanayi Bölgesi	en chantier	-

Source : *Dünya*, 28/01/03, p. 2.

⁸³ Cf. *Dünya*, supplément spécial "Gaziantep", 17/06/2003, p. 1.

⁸⁴ On peut se reporter au site Internet de la société qui organise une grande partie des foires et expositions à Gaziantep, Akort : www.akort.com

Tableau 14 : Les entreprises industrielles déclarées du département d'Urfa

Secteur d'activité	Entreprises dans la Zone industrielle organisée	Entreprises hors de la Zone industrielle organisée	Total du secteur
Textile, confection, textile pour la maison	75	50	125
Agroalimentaire, alcool et tabac	31	57	88
Chimie-pétrole-plastiques	3	11	24
Autres	13	22	35
Total	122	150	272

Source : COLLECTIF, 2002, p.151.

industries de transformation qui font défaut. L'impact positif du GAP sur l'économie agricole fait donc ressortir d'autant les lacunes de la base industrielle locale, qui ne parvient pas à profiter de ces nouvelles opportunités. De façon analogue, le pétrole (60 % du pétrole produit en Turquie), et un nouveau gisement a été découvert en 2002, les produits des carrières et mines (notamment le marbre) et les minerais du département attendent aussi leur valorisation sur place.

Pour des départements comme Kilis, Adıyaman, Mardin, Şırnak et Batman, le déficit industriel reste criant. À Batman en effet, l'extraction du pétrole n'a induit aucune activité industrielle de transformation locale. L'enjeu est donc de taille ; c'est celui de la diversification du tissu industriel local, dans une ville par ailleurs caractérisée par un taux de chômage officiel très supérieur à la moyenne nationale et régionale. L'annonce en juin 2003 d'un projet d'investissement pour l'implantation d'une fabrique de plâtre (qui devrait employer 150 personnes) a suscité une lueur d'espoir à Batman. Mais des projets à la réalisation concrète la distance est parfois longue... De même, si la "Zone industrielle organisée" de Mardin a connu un boom artificiel et éphémère avec le début d'installation de l'armée américaine début 2003 —l'objectif étant de la transformer

en base logistique pour les opérations en Irak du nord—, le retrait des Américains suite au vote négatif du 1^{er} mars 2003 a replongé ladite zone industrielle dans sa morosité initiale. L'industrie, en outre, dans les départements de l'est du GAP en tout cas, conserve des liens forts avec la sphère militaire, témoin d'une transition difficile d'une économie de guerre (ou dans la guerre ; cf. BOZARSLAN, 1996) à une économie civile. L'entreprise la plus importante de Mardin est une cimenterie contrôlée à plus de 50 % par OYAK, la mutuelle de l'armée turque⁸⁵. En outre, l'économie demeure parfois aussi subordonnée au système tribal ou clanique qui canalise et détourne l'investissement ; ce qui limite les possibilités d'un développement transparent et véritablement productif. L'exemple des déboires de la holding "Jet-Pa" à Siirt, dirigée par un chef de néo-clan, aujourd'hui en prison après avoir été déchu de son titre de député⁸⁶, est à cet égard éloquent. Ce groupe avait, en s'appuyant sur l'épargne des émigrés de Siirt et d'ailleurs en Allemagne, annoncé un investissement majeur à Siirt en vue de construire une usine automobile qui aurait produit des voitures "à 100 % turques". N'ayant pas obtenu les aides à l'investissement escomptées, le projet est resté en suspens : on continue à cultiver du coton à l'emplacement du terrain réservé pour l'usine.

⁸⁵ Information transmise par Fadime DELI, doctorante à l'IFEA ; qu'elle en soit ici remerciée.

⁸⁶ Élu *in absentia*, en novembre 2003, député indépendant de Siirt, F. Akgündüz, qui était à l'étranger, recherché par la justice turque, est rentré en Turquie fort d'une immunité opportunément acquise. Mais l'invalidation de l'élection à Siirt a entraîné son arrestation immédiate ; il vient d'être condamné à de nombreuses années de prison.

Cependant, compte tenu de l'importance de l'économie non-déclarée ou sous-déclarée, il n'est pas simple d'estimer précisément les effets du GAP sur le tissu industriel régional, ne serait-ce qu'en termes de création de sociétés et d'emplois. Les chiffres officiels dont on dispose sont en effet dérisoires et ne reflètent qu'une partie, infime ?, de l'activité industrielle. Enfin, l'essor industriel escompté ne sera vraiment possible qu'à la condition que les relations commerciales avec les voisins syriens et irakiens, débouchés "naturels", proches, se normalisent et se régularisent. Avec l'Irak, on pense aux années 1970 souvent décrites comme des années exemplaires du point de vue des relations commerciales. La normalisation passe par la réouverture des postes frontière, voire l'ouverture de nouveaux postes, comme le nouveau gouvernement AKP, qui compte en son sein de nombreuses personnes connaissant bien les problèmes de la région⁸⁷, semble le souhaiter. Ainsi, au-delà des fonctions de "capitale de fait du GAP" qu'ils semblent vouloir concentrer, les milieux économiques de Gaziantep comptent-ils beaucoup sur une détente des relations avec la Syrie, qui permettrait de développer le commerce frontalier entre la Turquie et son voisin du sud. Dans cette optique, un projet de zone commerciale franche à la hauteur du poste frontière de Karkamış était à l'étude, avec le soutien du nouveau gouvernement, au début de l'année 2003.

Les premiers mois de 2003, malgré la situation que l'on connaît en Irak, ont enregistré de ce point de vue une nette amélioration, les exportations de la région ayant fortement augmenté par rapport aux premiers mois de 2002. C'est avec la Syrie désormais que le commerce extérieur de la région est le plus important. Pour des départements frontaliers comme Kilis, Gaziantep, Mardin et Şırnak, la normalisation passe par la fin de l'économie de contrebande qui a prévalu à la faveur des troubles secouant la région.

4. *Le développement du tourisme : espoirs et réalités*

Dans les programmes de développement du Sud-Est, qu'ils soient nationaux ou internationaux, le tourisme a pris une place centrale

ces dernières années. Ce développement vise à "exploiter" les innombrables richesses, à la fois "naturelles" (en tout cas promues comme telles), historiques et préhistoriques, ainsi qu' "humaines" de la région. Globalement, les perspectives qui s'offrent concernent le tourisme culturel (entendu dans un sens large comprenant le religieux), le tourisme "nature" (sports et paysages) et le tourisme commercial (voire de congrès pour Gaziantep). Les projets de l'Administration du GAP, des différentes préfectures, de l'Union européenne, des chambres de commerce locales, de certaines collectivités locales et des investisseurs privés sont, dans ce domaine, très nombreux. Parmi les plus importants et les plus souvent évoqués, on peut citer le projet de Haleplibahçe à Urfa (centré sur le tourisme religieux), le projet de musée à l'air libre de Zeugma, le projet de Nemrut Dağı et celui des murailles de Diyarbakır. Beaucoup de ces projets sont de vieux projets qui retrouvent une raison d'être dans le contexte actuel plus favorable. Après des années d'état d'exception donc, tout semble à construire ou à reconstruire dans ce domaine d'activité dont on attend beaucoup. Durant l'été 2001, un "Commissariat de police du tourisme" a même été créé à Diyarbakır, indice des efforts consentis par les autorités pour développer ce secteur. L'Administration du GAP mène aussi ses propres projets, souvent liés à l'extension des surfaces irriguées (Barak) ou à la mise en eau des barrages (Zeugma). Dans ces cas, le volet "culturel", étroitement articulé au tourisme, est subordonné aux autres dimensions du développement.

Mais outre le rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs et les touristes, les deux conditions préalables à un véritable essor touristique sont : l'accroissement et l'amélioration de la qualité de la capacité d'accueil, d'une part, et la préservation et la valorisation des "richesses" évoquées, d'autre part. Or, comme il a été dit plus haut, une partie du patrimoine historique et préhistorique est menacée par les grands projets hydrauliques, sans parler des sites déjà engloutis où seule une archéologie sub-aquatique reste possible. Le pillage de sites reste en outre une ressource pour nombre d'habitants de la région, des sites antiques (comme les statues du Nemrut Dağı,

⁸⁷ Comme le ministre de l'Industrie ou celui de l'Intérieur, en mai 2003.

Tableau 15 : Les projets touristiques pilotés par l'Administration du GAP**Projets terminés en 2003**

Documentation des richesses culturelles immobilières des arrondissements de Birecik, Halfeti et Suruç (département d'Urfa).

Colloque sur la protection, la revitalisation et la promotion des richesses culturelles de la région du GAP (2-5 juin 1998).

Travaux de recherche, de fouilles et de sauvetage du site protégé historique et archéologique de Hasankeyf (terminés le 29 août 2002).

Projets encore en cours

Projet de réhabilitation urbaine participative à Mardin⁸⁸.

Projet de compilation des sites archéologiques de la région du GAP (site internet, CD, GIS ou Système d'Information Géographique).

Projet d'aménagement de l'environnement du site protégé d'Acirli (Midyat/Mardin).

Projet de recherche et de protection des valeurs historiques et culturelles de la région du GAP :

- Projet d'appréciation des richesses culturelles de la sous-région de Turabdin.
- Projet de la ville antique de Dara.
- Projet de recherche sur les biens culturels dans la plaine de Barak (Gaziantep).
- Plan de développement de la sous-région centrée sur Adiyaman-Nemrut.
- Recherche et publications sur la culture populaire des départements de la région du GAP.

Source : Administration du GAP.

dont on a pu suivre en quelques années le rapide saccage) aux sites médiévaux et ottomans. Des mesures d'urgence s'imposent. En ce qui concerne l'infrastructure hôtelière, quelques investissements ont été réalisés, comme l'ouverture d'un hôtel Dedeman à Diyarbakır (en 1998), associant un groupe local aux grands groupes turcs Dedeman et Doğu.

Le tourisme religieux, à Harran (la bible ?), Urfa (l'antique Edesse) ou dans les villes et villages syriaques, semble devoir s'appuyer sur les émigrés en Europe ou aux États-Unis, qui soit reviennent s'installer dans leur région d'origine, soit investissent dans ce secteur en finançant l'ouverture d'hôtels ou de pensions et la restauration de bâtiments jugés intéressants. Dans le département de Mardin, les investissements syriaques, maintenant encouragés par les autorités, se sont multipliés ces dernières années.

Mais à Diyarbakır, les "maisons historiques" classées depuis des années continuent à se dégrader, dans la mesure où elles ont souvent été transformées en taudis abritant une popula-

tion réfugiée ou immigrée récemment, n'ayant souvent à peine les moyens de subvenir à ses besoins quotidiens. Donc la question du "patrimoine" à préserver, en vue d'une exploitation touristique, est indissociable de celle du niveau de vie des habitants environnants, sachant que les pouvoirs publics locaux ne peuvent prendre en charge ce patrimoine.

Néanmoins, il faut signaler que toute une série de publications ces dernières années, tant sur l'initiative de l'administration du GAP qu'à celle d'autres acteurs locaux, tendent à reconstruire l'histoire régionale, en vue de créer les conditions pour une ré-appropriation de celle-ci et, en fin de compte, pour une meilleure valorisation des patrimoines locaux. Urfa⁸⁹, Mardin et Diyarbakır sont l'objet d'attentions spéciales. Ces publications contribuent au travail d'inventaire indispensable au développement du tourisme culturel, au même titre que l'appel par les autorités locales à des équipes d'universitaires afin de faire des relevés et des propositions de restauration. En octobre 2002, ainsi, la mairie d'Adiyaman a signé un protocole

⁸⁸ Voir le site Internet du projet : www.merdinar.itu.edu.tr

⁸⁹ Voir à ce sujet le bel ouvrage collectif publié récemment par les éditions *Yapı Kredi* (2002).

Un exemple d'initiative culturelle : la transformation en centre culturel de l'église Saint-Paul et Saint-Pierre à Urfa

Il s'agit d'une église construite en 1861 par la communauté jacobite, sur les décombres d'un très ancien lieu de culte. Abandonnée dans les années 1940, à la suite du départ de la majorité des chrétiens d'Urfa, cette église a été transformée en mosquée, puis en dépôt de raisin et de tabac pour l'entreprise du Monopole

d'État (Tekel). En 1997, nouveau changement de fonction et nouvelles exactions : l'ancienne église devient un atelier de tapis. Enfin, sur l'initiative du préfet nommé en août 2000, la décision est prise de la restaurer et d'en faire un centre culturel, inauguré finalement en mai 2002 (d'après *Cumhuriyet*, 14/05/2002, p. 7).

avec la faculté d'architecture de l'Université Technique d'Istanbul (İTÜ) pour la réhabilitation d'un quartier historique de la ville (autour du *Oturakçı Pazarı* et du *Tuzhanı*). La fondation ÇEKÜL, à cet égard, joue un rôle de conseil dans cette perspective de restauration/valorisation des patrimoines bâtis.

L'organisation de festivals culturels dans la région, comme celui de Diyarbakır depuis 2000 ou des "Journées de philosophie de Harran" (qui se déroulent depuis 1999) ou de la "Semaine des activités culturelles et artistiques d'Urfa" (depuis 1990), participe aussi à ce renouveau touristique, qui peut être aussi un tourisme national (Ankariotes et Stambouliotes viennent de plus en plus consommer de l'exotisme à Urfa ou Mardin). De même, le travail désormais conduit en vue de sauvegarder, voire de "reconstruire" les savoir-faire locaux, comme le travail des pierres, de l'étain ou du cuivre à Urfa, relève de l'attention nouvelle portée par les autorités du GAP aux cultures locales, non sans folklorisation de celles-ci, à des fins clairement touristiques.

Toutes ces initiatives, favorisées par le nouveau climat de détente dans la région, ont abouti en 2002 à des résultats concrets en termes de fréquentation touristique. Au Nemrut Dağı comme au musée de Gaziantep (où se trouve une partie des mosaïques sauvées des eaux à Zeugma), le nombre de touristes a été multiplié par deux. Mais la guerre en Irak au début de l'année 2003 a eu pour effet de geler ce regain, rappelant la fragilité de ce secteur si sensible à la conjoncture politique régionale et aux lectures qui en sont faites dans les régions d'où proviennent les touristes.

5. Quelle appréciation générale du point de vue économique ?

En un certain sens donc, on peut dire que le GAP a eu pour effet, indésiré et non anticipé, d'accroître les disparités au sein de la région du Sud-Est. Si à une échelle nationale un rattrapage s'est amorcé, à une échelle plus fine de nouveaux déséquilibres sont en fait apparus. L'examen de l'évolution du PIB/habitant départemental, indice discutable mais commode, ne montre aucune amélioration nette durant deux décennies, sauf pour un département comme Gaziantep, qui semble faire exception et avoir accaparé une grande partie des retombées du GAP. Les tableaux 1 et 2 montrent en effet que la plupart des départements de la région du GAP restent parmi les plus mal pourvus. À l'exception de Gaziantep et de Kilis, ces départements figurent, avec ceux de la région "Est anatolien" en queue de liste en ce qui concerne le PIB/hab. ; Adıyaman et Şırnak, étant, toujours d'après cet indice, les plus en retard de développement.

À l'instar de la situation globale en Turquie, une accentuation des écarts de revenus et de niveaux de vie s'est produite dans la région du GAP et l'on peut parler d'une paupérisation croissante d'une frange de la population régionale. Les queues devant les étals de pain rassis, le pain frais étant devenu pour beaucoup une denrée trop chère, ces derniers temps à Batman, peuvent être considérées comme des indices de cette paupérisation ; au même titre que, toujours à Batman, les files d'attente lors de la distribution de repas gratuits lors du Ramadan. De même, les recours croissants pour l'obtention de la "carte verte" —qui donne accès à des soins gratuits—, délivrée sur certificat de

Tableau 16 : Population, PNB/hab. et investissements publics dans certains départements du Sud-Est en 1999

Département	Population	Investissements publics (en milliards de livres turques)	PIB/hab. en dollars US
Diyarbakır	1 355 083	83, 922	1 875
Adıyaman	745 557	10, 792	1 198
Siirt	249 144	2, 067	1 401
Batman	422 195	4, 650	1 698
Mardin	681 089	6, 881	1 523
Urfa	1 424 529	64, 623	1 455

Source : *Yeni Gündem*, 11/6/2000, p. 10.

Tableau 17 : Le revenu par habitant à l'échelle des départements en Turquie (pour une moyenne nationale de 3 176 dollars US/habitant)

Départements les moins bien pourvus de Turquie	PNB/habitant (en dollars)
Ağrı	827
Muş	828
Bitlis	1 075
Şırnak	1 121
Hakkari	1 181
Adıyaman	1 198
Van	1 212
Bingöl	1 221

Source : *Özgür Barış*, 15/12/1999.

pauvreté par les sous-préfectures, paraissent confirmer cette tendance à l'appauvrissement. Dans le département de Kilis à la fin de l'année 2001, plus d'une personne sur 5 possède déjà une "carte verte" ; à Diyarbakır en 2002, ce serait une personne sur 3. Enfin, la consommation pirate d'électricité augmente fortement depuis 1999, même à Gaziantep.

De même, si l'on regarde les chiffres officiels du chômage, dont beaucoup d'économistes turcs reconnaissent qu'ils sont très en dessous de la réalité, compte tenu de la mauvaise comptabilisation de la population active, on ne peut pas dire qu'entre 1980 et 2003 il y ait eu une amélioration, loin de là. Aussi, eu égard à la situation, l'Administration du GAP a-t-elle lancé en 2000, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développe-

ment (UNDP), un projet de développement du potentiel d'emploi dans le GAP.

Donc, malgré le GAP et les "paquets d'investissements" lancés par l'État turc dans la région depuis des années, le sous-emploi et la pauvreté continuent à faire des ravages et à pousser à l'émigration. D'ailleurs, un examen du montant des aides publiques et des incitations à l'investissement dans la région, comparée aux autres, révèle une position modeste du GAP (tab. 3 et 4), qui semble même indiquer un recul de l'intervention publique. Le projet de Turgut Özal, ancien président de la République turque (mort en 1993) et grand promoteur du GAP, de résoudre la "question du Sud-Est" par le développement économique paraît donc marquer le pas.

Tableau 18 : Les aides publiques à l'investissement en Turquie durant les 6 premiers mois de l'année 2000

Régions ou départements	Nombre d'aides	Montant des aides en dollars US
Marmara	653	1 303 847 447
Anatolie centrale	251	468 477 575
Égée	258	265 806 990
Méditerranée	135	213 565 931
Mer Noire	135	155 859 926
Anatolie orientale	96	126 201 495
Anatolie du sud-est	105	171 130 100

Source : Trésor turc, cité par *Yeni Gündem*, 20/7/2000, p. 10.

Tableau 19 : La répartition régionale des incitations à l'investissement consenties par l'État turc (1998-mi 2000).

Régions	Part des incitations à l'investissement
Marmara	41,22
Égée	14,56
Anatolie intérieure	13,03
Méditerranée	11,32
Sud-Est anatolien	7,53
Est anatolien	2,21
Mer Noire	5,63
Divers	4,60

Source : *Yeni Gündem*, 23/7/2000, p. 10.

D. "Le GAP social" : une mobilisation tardive mais non sans portée ni ambiguïté

Il a été signalé au début de ce travail que le projet du GAP s'est très sensiblement infléchi au cours des années, dans un sens de plus en plus "social". En effet, dans la formulation actuelle du projet, les "objectifs sociaux" sont de loin les plus fournis. Si l'on se fie à la littérature officielle de l'Administration du GAP, dans l'énumération des objectifs, après les "objectifs généraux de développement", viennent les "objectifs de développement agricole", puis les "objectifs de développement industriel", puis "l'approche planificatrice" et enfin les "objectifs de la politique sociale du GAP". Cette dernière rubrique décline d'abord les grands principes du "Plan d'action sociale du GAP", qui apparaît comme le programme désormais central :

"- La planification, l'application, le suivi et l'évaluation réalisés en vue de développer les

ressources naturelles et humaines dans le cadre du GAP seront faits avec la participation (nous soulignons) des habitants de la région.

- Des mesures seront prises pour garantir l'accessibilité des principales ressources et la productivité de celles-ci.

- En assurant la collaboration des institutions publiques, locales et volontaires, il sera fait usage du potentiel humain de ces institutions et d'autres potentiels (en termes de finances, de matériel, de technique et d'information...).

- La priorité sera donnée aux femmes et aux jeunes."

Ces principes rappelés, sept objectifs sont détaillés ; nous n'en traduisons que ceux qui nous semblent importants et révélateurs des infléchissements survenus :

- "1. La structure sociale :

Accroître l'action d'institutions et d'organisations modernes (çağdas) qui accélèrent la disparition des éléments des structures traditionnelles faisant obstacle au développement. Créer une infrastructure qui intensifiera les activités des institutions culturelles garantissant à l'avenir une synthèse positive de la culture nationale et des sous-cultures locales de la région. Renforcer les relations démocratiques à l'intérieur des familles, soutenir l'unité familiale en prenant en compte les changements inhérents au processus de développement.

2. Le secteur agricole :

(...)

3. L'emploi :

Diminuer le taux de chômage officiel de la région, qui est supérieur à la moyenne nationale du pays. S'employer à attirer dans la région en

premier lieu la force de travail qualifiée et les détenteurs de capitaux qui ont quitté celle-ci auparavant. (...)

4. Éducation :

Prendre des mesures pour élever le niveau d'éducation de la région, particulièrement en direction des jeunes filles et des femmes. (...)

5. Santé :

Prendre des mesures visant au moins à rapprocher des moyennes nationales les taux de mortalité infantiles et enfantines, ainsi que le taux de natalité. (...)

6. Population :

(...) Prendre des mesures incitatives pour assurer la concentration de la population dans les villages centraux et dans les petites villes afin de rendre possible de manière efficace le développement de la région.

7. Sédentarisation :

Faire passer à un mode de vie sédentaire les populations nomades et semi-nomades dont l'espace de vie se réduit du fait des développements sociaux et économiques. Dans le cas des populations réinstallées en raison de la construction des barrages, prendre en compte les principes du développement social, culturel et économique."

La formulation de ces "objectifs sociaux" mérite commentaire. En effet, elle témoigne du glissement d'un projet au départ technique et économique à un projet de société total, pour ne pas dire, pour reprendre l'avis de certains observateurs, totalitaire. Au-delà des concessions terminologiques faites à la rhétorique développementaliste internationale, avec la référence obligée à la *participation*, et de la focalisation insistante sur les jeunes filles et les femmes, la volonté affichée de changer les structures sociales et les comportements démographiques dessine une autre visée du projet, qui n'est pas sans ambiguïté. En filigrane, on lit la dénonciation — lieu commun lancinant du discours politique et scientifique sur la *région* — des structures qualifiées de tribales et d'archaïques du sud-est de la Turquie. À cet égard, aucune réflexion critique sur les politiques du centre, qui ont entretenu à dessein ces structures n'est conduite. De même, le souci avoué de réduire le particularisme démographique (il est sous-entendu ici "kurde") et les objectifs de regroupement de population et de sédentarisation pour-

raient apparaître bien peu participationnistes, voire franchement autoritaires. Enfin, le but avoué de subordonner les *sous-cultures* régionales à la *culture nationale* confère au projet un caractère encore plus discuté, de projet d'assimilation, cette fois-ci très éloigné des impératifs de préservation de la diversité culturelle des politiques actuelles de développement ailleurs dans le monde. Ce programme social opère donc un mélange saisissant entre des paradigmes de développement appartenant à des époques et des régimes d'intervention assez différents.

Le nouvel instrument de cette politique sociale, ce sont les ÇATOM (ou "Centres sociaux à buts multiples"), lancés en 1995, qui dépendent directement de l'Administration du GAP, associée aux préfectures des départements concernés et ponctuellement à l'UNICEF (pour le versant éducatif). Les textes officiels décrivant les missions des ÇATOM sont des plus révélateurs :

"Le GAP, au départ projet d'irrigation et d'amélioration des infrastructures, est devenu en 1989 un projet de développement régional intégré, multi-sectoriel, et à partir de 1995 s'est transformé en un projet de développement humain durable."

Quatre programmes principaux caractérisent ces centres sociaux :

- "-programmes éducatifs*
- programmes de santé*
- programme d'acquisition d'un métier*
- programme de soutien social (à destination des nécessiteux et des scolaires)."*

On notera, une fois de plus, l'emprunt à la rhétorique dominante du développement. En outre la phrase citée ci-dessus résume admirablement l'histoire du GAP et de sa réorientation. Le public cible des ÇATOM, ce sont les femmes et les enfants, considérés comme les moteurs de toute entreprise de développement. Reprenant une des revendications formulées lors de la "Conférence des Nations Unies sur la discrimination contre les femmes" de 1985, un des objectifs des ÇATOM est ainsi de sortir les femmes de leur "invisibilité sociale" en leur redonnant une position reconnue. Depuis 1995, de nombreux ÇATOM ont été créés ou sont en passe d'être créés, dans toutes les préfectures, dans des sous-préfectures et dans de plus en plus de villes moyennes, voire petites, de la

région. Fin 2002, on en dénombrait 26 ouverts et plus d'une dizaine en projet (à Midyat/Mardin, Benusen/Diyarbakır, Kurtalan/Siirt, Nusaybin/Mardin, Kilis, Bozova/Urfa). En outre, les ÇATOM ont acquis en quelques années une reconnaissance internationale étonnante, participant à toutes les grandes conférences internationales sur le développement (comme à Johannesburg en septembre 2002) ou sur l'eau (Kyoto, mars 2003). De ce point de vue, avec une grande habileté, les promoteurs des ÇATOM sont parvenus à les inscrire dans l'agenda international des ONG... ; phénomène étonnant quand on sait qu'il s'agit d'institutions très étatiques, associant localement tous les services et représentants du centre politique (du ministère de l'Éducation nationale à l'armée). Mais la transversalité institutionnelle de ces centres sociaux —qui constitue en soi une innovation notable—, leur investissement par des associations et fondations multiples et leur inscription dans des terrains locaux diversifiés les ont en quelque sorte autonomisés.

Dans ce nouvel esprit, ces dernières années, en collaboration avec de nombreuses associations et fondations, l'Administration du GAP a développé un volet social, décliné en trois axes principaux : action éducative envers les enfants et les femmes, planning familial et lutte contre la pauvreté. Une des associations les plus mobilisées en termes de travail éducatif est l' "Association de soutien à la vie moderne" (ÇYDD), avec la "Fondation de Turquie pour l'éducation par les bénévoles" (TEGV). À ces associations et aux institutionnels s'ajoutent depuis quelque temps le secteur privé, comme certaines grandes holdings (ainsi Sabancı), qui participent désormais aussi à cette mobilisation. De ce fait, on peut parler, surtout depuis la fin des affrontements entre le PKK/KADEK et l'armée turque (2000), d'une véritable mobilisation sociale dans la région du GAP.

L'axe éducatif passe par la reconstruction de l'infrastructure scolaire de la région, qui a souffert du climat de tension ayant prévalu pendant des années dans la région. En outre, un effort spécial est déployé à l'adresse des jeunes filles encore trop souvent tenues à l'écart de toute scolarisation. Des aides et des bourses sont délivrées —notamment par la ÇYDD— pour augmenter le taux de scolarisation des jeunes filles, sacrifiées et exclues de fait. De nouveaux

pensionnats ont été ouverts dans les bourgades, sous-préfectures et préfectures, pour les enfants des secteurs ruraux dépourvus de collège et lycée. Des bourses sont même offertes pour aller étudier dans des lycées avec pensionnat des grandes villes de l'ouest de la Turquie. En outre, pour les enfants de familles démunies, les frais d'inscription sont supprimés et le matériel scolaire et les manuels sont fournis. Ainsi, les nouvelles salles de classe inaugurées à la rentrée 2000 à Hasankeyf, haut lieu de la région GAP, ont été construites et équipées à la suite d'une collaboration entre armée, ÇYDD et une entreprise privée ayant sponsorisé l'opération.

Plus largement, l'action culturelle apparaît désormais comme une composante à part entière du développement social de la région, comme en témoigne le "Centre de l'enfant et de la jeunesse du 75^e anniversaire" de Diyarbakır, qui mène une action à l'endroit des enfants de la rue à travers des activités artistiques. De la même façon, l'ouverture en 2002 du "Centre culturel de Diyarbakır" (*D. Sanat Merkezi*) dans le centre commercial *Galeria*, sur l'initiative de *l'Anadolu Kültür A.Ş.* dirigée par Osman Kavala, participe de ce renouveau. Parallèlement, quand on retourne dans la région après les années sombres traversées, on est surpris par la multiplication de cafés-bibliothèques, cafés-librairies ou cafés-concerts, voire de galeries d'exposition dans toutes les grandes villes de la région. Mais là encore, le retard accusé et les inégalités sont considérables : une préfecture comme Batman apparaît encore largement sous-équipée. A fortiori, dans les villes moyennes et les petites villes de la région, l'infrastructure culturelle —telle qu'on l'entend communément en tout cas— est dérisoire, comme à Siverek (département de Urfa) qui comptait il y a 20 ans trois salles de cinéma et qui n'en compte à présent plus. Le chantier culturel du GAP demeure donc ouvert pour de longues années.

En direction des femmes, outre une politique d'alphabétisation et de sensibilisation aux principes de l'hygiène, des formations pratiques à des métiers manuels sont proposées. L'idée est de permettre à ces femmes de conquérir une indépendance décisionnelle et économique. Des cas de réussite existent, certaines femmes ayant même créé leur propre entreprise, parfois sur un mode coopératif, qui servent d'exemples. Dans ce cadre, des associations nationales,

L'exemple d'İdil (département de Şırnak)

L'action conduite dans cet arrondissement par un sous-préfet entreprenant et l'association ÇYDD peut être prise en exemple. En raison de l'état de guerre civile, la scolarisation n'y a pas été assurée pendant des années. Pour mettre fin à cette situation, en 1999, le sous-préfet, en collaboration avec la ÇYDD, a décidé de faire réparer et de rouvrir les écoles des villages de l'arrondissement qui avaient été fermées, du fait du départ des enseignants terrorisés par le climat de tension qui régnait. Une fois la sécurité revenue, il a fallu rétablir la confiance. Des jeunes volontaires au chômage ont été recrutés pour assurer les cours, là où les enseignants refusaient de revenir. Une nouvelle école a été

ouverte à İdil, avec au départ des jeunes recrutés pour l'encadrement. Puis un festival d'İdil a été organisé pour redorer l'image de la petite ville, attirer l'attention de l'opinion publique et récolter des fonds pour financer cette action de reconstruction éducative. Maintenant, des dizaines de filles et de garçons poursuivent leurs études hors de l'arrondissement, à Istanbul notamment, avec des bourses de la ÇYDD. Et selon un responsable de la ÇDYD : "À présent [à İdil] on chante l'hymne national, on fait le lever du drapeau et on dit 'je suis fier de me dire Turc', chaque jour"... D'après *Cumhuriyet*, 13/11/2000, p. 6.

comme KA-MER (Centre des femmes) jouent un rôle moteur.

Sur le versant du planning familial, l'armée, les services sociaux des différentes préfectures concernées et du GAP, comme nombre de fondations œuvrent à l'éducation des femmes et des filles et à la distribution de moyens de contraception, malgré les résistances masculines. Cette action de limitation des naissances est d'ailleurs l'objet d'une lecture politique qui alimente nombre de polémiques. La presse turque s'est en effet fait l'écho de l'existence d'un rapport sur la "bombe démographique kurde" élaboré à l'instigation de l'état-major turc, qui préconiserait de renforcer, en allant jusqu'à la ligature des trompes, voire la stérilisation, l'action de limitation des naissances dans les départements à majorité kurdophone.

Enfin, en matière de lutte contre la pauvreté, outre l'action des préfectures et l'aide internationale (souvent européenne), des associations et fondations locales ou nationales sont présentes sur le terrain. À cet égard, une politique de micro-crédits, inspirée de la longue expérience bengalie, a été récemment lancée à Diyarbakır.

Au total, le GAP social, soucieux d'une certaine manière des patrimoines culturels et humains, eux aussi en voie de reconstruction, doit être inscrit dans le remarquable essor de la "société civile" régionale, tel que le décrit S. Diken (2001) dans un ouvrage récent qui per-

met de prendre la mesure concrète et ambivalente de ce développement. En effet, la multiplication des associations et autres fondations ces dernières années est à la fois l'expression de la détente régionale et d'une stratégie de l'État central, bien conscient de la nécessité de s'appuyer sur ce tissu associatif, relais indispensable, à l'extension duquel il participe activement (comme on l'a vu dans le cas des ÇATOM).

Conclusion : patrimoines redécouverts, patrimoines engloutis, sur fond de crise du GAP

Vis-à-vis de la question du patrimoine, il y a bien un paradoxe du GAP, dont de plus en plus d'acteurs directs de l'entreprise et dont l'opinion publique de Turquie semblent prendre conscience, compte tenu des vifs débats en cours. De fait, ce vaste et ambitieux projet de développement régional a permis, souvent malgré ses initiateurs, de mettre à jour bien des richesses méconnues, voire insoupçonnées de ce "coin" éloigné d'Anatolie, de longues années troublé, mais central à l'échelle de la région mésopotamienne et de sa vaste histoire remontant aux premiers temps la civilisation de notre planète. Au-delà du conflit évident entre logique économique —entendue dans un sens restrictif— et logique patrimoniale naissante, et

sans sous-estimer les contraintes financières pesantes, la crise actuelle du GAP, la suppression de l'Administration de développement régional du GAP paraissant désormais programmée pour 2004 (cf. *Cumhuriyet*, 16/05/2003), révèle également un réveil de l'opinion publique turque, un peu à l'instar du sursaut provoqué par les tremblements de terre de 1999, devenue plus sensible aux enjeux patrimoniaux et surtout décidée à intervenir dans les projets la concernant, pour les infléchir.

En effet, en se présentant comme un projet civilisateur capable de "créer une nouvelle et brillante civilisation dans le Croissant fertile", le GAP semble parfois dénier toute culture et tout niveau de civilisation aux populations de l'Anatolie du sud-est. En transformant une région en un "centre d'export pour les biens agricoles", le GAP, au croisement des routes commerciales, a pour but avoué de "réinstaurer une civilisation en Haute Mésopotamie" et serait en lui-même un "monument technologique et sociologique de civilisation pour les générations futures"⁹⁰, rien de moins...

Pourtant, les populations vivant dans cette région semblent bien adaptées à son environnement, à sa géographie faite de plateaux et de vallées et au climat actuel semi-aride continental de la Haute Mésopotamie. La continuité de l'occupation est d'ailleurs la preuve de la bonne adéquation des cultures effectuées et des ressources. Le GAP a jugé nécessaire de faire passer ces populations, pratiquant l'agriculture sèche et l'élevage, à un niveau de développement industriel en jouant avec les ressources naturelles, les écosystèmes et même le climat. Nous l'avons vu, les barrages, avec un programme associé d'agriculture intensive sur irrigation, assèchent et participent à une désertification de la région par gaspillage, évaporation, non retour aux nappes phréatiques, pollution et salinisation. À son tour, les micro-climats se modifient, car la déforestation paraît responsable de la baisse de la pluviosité.

Un point de comparaison s'impose entre la disparition de l'agriculture sèche et de l'élevage extensif, le passage à la culture irriguée et les changements climatiques entraînés par le

GAP, et les conditions climatologiques ayant permis l'implantation des premières civilisations. S'agissant du climat actuel et de sa manipulation, la paléoclimatologie de l'Anatolie du sud-est est d'un grand enseignement. Point remarquable : si l'homme a pris en main son environnement pour la première fois il y a quelques 12 000 ans, après la dernière glaciation qu'a connue la région, en faisant passer la relation à son avantage, la maîtrise progressive de son environnement s'est toujours effectuée dans le respect de celui-ci. L'homme est devenu, de la sorte, progressivement indépendant des conditions extérieures et son évolution allait être de moins en moins infléchie par des épisodes ou conditions négatives.

Les populations actuelles de l'Anatolie du sud-est sont les héritières de ces hommes, ayant initié les domestications animale et végétale. Force est d'admettre cependant que dans la relation homme-environnement, pensée par les ingénieurs du DSI, la notion de respect de l'environnement a actuellement perdu toute pertinence. Venues de l'Ouest, des personnes hautement qualifiées se sont employées à en remonter, quant à l'exploitation des ressources et des potentiels agricole et fermier, aux paysans du Sud-Est. Près de 30 ans après, les dérapages et inflexions du GAP montrent bien combien l'humanité a été informée par la nature et le milieu dans lesquels elle évolue, au sens de mise en forme, recevant des signaux environnementaux favorables aux premières fixations au sol puis aux domestications. L'humanité a simultanément informé son milieu immédiat, dans le sens structurel de maîtrise, a su créer un dynamisme homéostatique à l'origine de l'évolution humaine majeure qu'a constitué le passage à un mode de vie agro-pastoral et qui est à l'origine des civilisations orientales et, en outre, de la nôtre.

Et si sur les 32 milliards de dollars dont la dépense a été programmée en 1989, mi-2003, plus de la moitié a été dépensée, il apparaît de plus en plus incertain que les sommes restantes soient vraiment investies, en tout cas dans l'esprit centralisateur qui caractérisait l'entreprise jusqu'à la fin des années 1990. En ce sens, le GAP semble avoir perdu son envergure de

⁹⁰ Source DSI, *Devlet Su İşleri Genel Müdürlüğü*, août 2002.

grand projet et d'impératif national, mobilisateur, et s'essouffler, pour se redéfinir, en tenant peut-être davantage compte de réalités patrimoniales et locales qu'il a contribué à faire réémerger. Sur un mode à la fois plus libéral et plus négocié, avec la collaboration d'instances internationales comme d'acteurs locaux, un nouveau mode de gestion du patrimoine peut émerger, afin de, nous l'espérons, sauver ce qui peut encore l'être. Pour ce, bien des ambiguïtés

restent à lever vis-à-vis des "sous-cultures locales", qui tardent à être érigées en patrimoines reconnus autrement que sur un mode folklorique, et une autre conception de la participation, en dépit de tous les discours officiels convoquant inlassablement cette dimension, doit être concrètement promue. Le passage à une démocratie vraiment participative, dans une région encore non affranchie des stigmates du régime d'exception, est ici en jeu.

Bibliographie :

- AÇMA B. (2002), "Urfa'nın Genel Ekonomik Yapısı ve GAP" (la structure économique générale d'Urfa et le GAP), in : COLLECTIF (2002), *Uygarlık Kapısı Urfa* (Urfa, porte des civilisations), İstanbul, Yapı Kredi Yayınları, pp. 145-161.
- AHUNBAY Z. (1996a), *Tarihi Çevre Koruma ve Restorasyon* (Protection et restauration de l'environnement historique), İstanbul, Yem.
- AHUNZAY Z. (1999), "Dünya Kültür Mirası Ölçütleri Açısından Hasankeyf ve Kurtarımla Olasılıkları", *Mimarlık*.
- AKIN N. (1999), "Güneydoğu'da Bir Son Nokta : Halfati ve Birecik Barajı", *Mimarlık*.
- ALGAZE G. (1992), "The Cultural Aspects of the Güneydoğu Anadolu Projesi/Güneydoğu Projesinin Kültürel Yanları", *Arkeoloji ve Sanat*, n° 56/ 57, pp. 3-15.
- ALGAZE G., BREUNINGEN R. et KNUDSTAD J. (1994), "The Tigris-Euphrates Archaeological Reconnaissance Project : Final Report of the Birecik and Carchemish Dam Surveys Areas", *Anatolica*, XX, Leiden.
- ANDREWS P.A. & BENNINGSHAUS R. (sous la dir.) (1989), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, L. Reichert, ("Beihefte zum TAVO" Reihe B. Nr 60). (publié en turc, à İstanbul, ANT, 1^e éd. en 1992).
- ARMAILLE B. (1992), "L'eau : un levier de puissance pour la Turquie", Institut de géostratégie, http://www.stratisc.org/strat/strat_055_DAR-MAILL.html
- Aşiretler Raporu* (rapport sur les tribus), İstanbul, Kaynak Yayınları, 1998.
- ATAUZ, A. (1994), *GAP Bölgesi Planlama Çalışmalarında Toplumsal Boyut* (la dimension sociale dans les travaux de planification de la région du GAP), *Mimarlık*, n° 256, pp. 68-69.
- AVCI İ. (1999), "Barajlar, Çevre ve İhsu Barajı", *Mimarlık*.
- BAĞIŞ A.İ. (1993), "The Euphrates and Tigris Watercourse Systems : Conflict or Cooperation ?" , *Turkish Review of Middle East Studies*, Ankara, p. 233-265.
- BAĞIŞ A.İ. (1989), *GAP. South Eastern Anatolia Project. The Cradle of Civilization Regenerated*, İstanbul.
- BANSE E. (1915), *Die Türkei. Eine Moderne Geographie*, Braunschweig.
- BAZIN M. (1987), *L'habitat rural turc. Analyse du bâti traditionnel et propositions de reconstruction dans la vallée de l'Euphrate*, École d'architecture de Nancy, Séminaire "Habitat et Culture".
- BAZIN M. (1988), "L'impact du barrage de Karakaya sur la vallée de l'Euphrate à l'est de Malatya", *Revue Géographique de l'Est*, Nancy, 28, n° 1, pp. 3-17.
- BAZIN M. (1989), "L'habitat rural dans la vallée de l'Euphrate à l'est de Malatya", *Journal asiatique*, Paris, 227, n° 1-2, pp. 19-46.
- BEDIR-KHAN S. (1936), *Cités et campagnes du Kurdistan*, Bruxelles.
- BENEDIKT P. (1980), "Survey Work in Southeastern Anatolia" in H. ÇAMBEL et R. J. BRAIDWOOD, *İstanbul ve Chicago Üniversiteleri Karma Projesi Güneydoğu Anadolu Tarihöncesi Araştırmaları*, İstanbul Üniversitesi, Edebiyat Fakültesi Yayınları, n° 2589.
- BIROT P. & DRESCH J. (1962), *La Méditerranée et le Moyen Orient*, PUF, Paris.
- BEŞİKÇİ İ. (1970) (2^e éd.), *Doğu Anadolu'nun Düzeni. Sosyo-ekonomik ve Etnik Temeller*, Ankara, E. Yayınları.
- BEŞİKÇİ İ. (1991), *Devletlerarası Sömürge Kürdistan* (la colonisation internationale du Kurdistan), Ankara, Yurt-Kitap-Yayın.
- BEŞİKÇİ İ. (1995), "La question kurde : menace sur le tourisme turc", in FIERZ G., HILTY A.-L. & MORDEY M. (sous la dir. de) : *Turquie de rêve, Turquie d'exil*, Paris-Genève, L'Harmattan-CETIM, pp. 153-166.
- BOSSHARD P. (1998a), *The İhsu-Dam Project in Turkey. İhsu - a Test Case of International Policy Coherence*, Berne Declaration. www.rivernet.org
- BOZARSLAN E. (2002 ; 1^e éd. 1966), *Doğunun Sorunu* (la question de l'Est), İstanbul, Avesta.
- BOZARSLAN H. (1996), "Kürdistan : économie de guerre, économie dans la guerre", F.J. & C. RUFIN (sous la dir.) : *Économies des guerres civiles*, Paris, Pluriel, pp. 105-145.
- CHESNOT C. (octobre 1993), "Les objectifs cachés du Grand Projet Anatolien", *Le Monde diplomatique*.
- CHRISTIAN-WENIGER D. F. (1970), *Ackerbauformen im Mittelmeerraum und Nahen Osten, dargestellt am Beispiel Türkei-Bewässerungs-Trocken, Feuchtlandwirtschaft*, Frankfurt.
- COLLECTIF (2002), *Uygarlık Kapısı Urfa* (Urfa porte des civilisations), İstanbul, Yapı Kredi Yayınları (photos de Ara Güler).
- DAĞ R. & GÖKTÜRK A. (1993), *Diyarbakır ve Bölgesel Gelişme* (Diyarbakır et le développement régional), Diyarbakır, Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası.
- DAĞ R. & GÖKTÜRK A. (1993), *GAP Yeniden Yapılanmalıdır* (il faut refaire le GAP), Diyarbakır, Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası.

- DAĞ R. (1995), *Doğu Ekonomisi (1800'lerden Günümüze)* (L'économie de l'Est depuis les années 1800), Diyarbakır, Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası.
- DEWNEY J. C. (1971), *Turkey*, Chatto & Windus, London.
- DIKEN S. (2001), *Güneydoğu'da Sivil Hayat* (la vie civile dans le Sud-Est), İstanbul, Metis/Siyah-Beyaz.
- DOĞU-GÜNEYDOĞU ANADOLU, Türkiye Gezi Kitaplığı, 2003, İstanbul, Boyut Yayın Grubu.
- DSİ - DEVLET SU İŞLERİ (1989), *Türkiye'deki Barajlar ve Hidroelektrik Santralleri*, Ankara.
- DURBAS R. (2002), *Taşın ve İnancın Şiiri Mardin* (Mardin, un poème de pierre et de croyance).
- ERİNÇ S. (1950), Climatic Types and the Variations of Moisture Regimes in Turkey, *Geographical Review*, n° 40, pp. 224-235.
- ERİNÇ S. (1953), *Doğu Anadolu Coğrafyası* (géographie de l'Anatolie orientale), İstanbul, 124 p.
- EROL O. (1983), *Die natürräumliche Gliederung der Türkei*. Beihefte zum Tübingen. Atlas des Vorderen Orients. Reihe A, Nr. 13, Wiesbaden.
- FIEY J.M. (1977), *Nisibe, métropole syriaque orientale et ses suffragants, des origines à nos jours*, Louvain, Université catholique, "Corpus Scriptorum Christianorum Orientalium", vol. 398, Subsidia t. 54.
- GABRIEL A. (1940), *Voyages archéologiques dans la Turquie Orientale*, 2 vol., Institut Français d'Archéologie d'Istanbul, Paris, E. de BOCCARD.
- GENCEL M. (1994), "GAP TV Üzerine" (à propos de la télé GAP), *AYNA*, Yaz/Güz 1994 n° 3-4, pp. 58-64.
- GERARD F. & THISSEN L. (2002), *CANew, Central Anatolian Neolithic e-Workshop*, Ege Yayınları, İstanbul.
- GODFREY J. H. (1942), *Turkey. Geographical Handbook*, Series B. R. 507, Vol I/II.
- GOUX-BAUDIMENT F. (1994, novembre), "Le GAP : projet Anatolie du Sud-Est", *Futuribles*, n° 192, pp. 117-120.
- HARMANKAYA S. & TANINDI O. (1996), *TAY - The Archaeological Settlements of Turkey-1: Palaeolithic/Epipalaeolithic*, Ege Publishing Co., İstanbul.
- HARMANKAYA S., TANINDI O. & ÖZBAŞARAN M. (1997), *TAY - The Archaeological Settlements of Turkey-2: Neolithic*, Ege Publishing Co., İstanbul, (1997) ; *TAY - The Archaeological Settlements of Turkey-3: Chalcolithic*, Ege Publishing Co., İstanbul.
- HARMANKAYA S. & ERDOĞU B. (2002), *TAY - The Archaeological Settlements of Turkey-4a/4b: Early Bronze Age*, TASK Foundation Publications, İstanbul.
- HAUPTMANN H. (1988), "Nevalı Çori : Architektur", *Anatolica*, n° 15, pp. 99-110.
- HAUPTMANN H. (1999), "The Urfa Region" in ÖZDOĞAN M. & BAŞGELEN N. (1999), *Neolithic in Turkey*, Arkeoloji ve Sanat, İstanbul.
- HINZ-KARADENİZ H. & STOODT R. (Hrsg.) (1993), *Die Wasserfälle - Vom Krieg um Öl zum Krieg um Wasser: Aufstieg und Fall eines Großprojektes in Kurdistan*. Gießen. 190 S. darin: — MEYER, Th.: Von der Beherrschung der Natur zur Schadensbegrenzung. S.52-63. — SCHINDLER, S.: Die Logik der Entwicklungsmanie. S. 74-99. - STOODT, R.: Das aussichtslose Rennen der Archäologie. S. 64-73, Erklärung von Bern, www.evb.ch.
- HÜTTEROTH W.D. (1982) *Türkei*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt.
- HÜTTEROTH W.D. (1993), "Étude historico-géographique sur la Cézire supérieure", *Bulletin d'Études Orientales*, Tome XLI-XLII (année 1989-1990) : "Le Nord-Est Syrien", pp.59-63.
- IZADY M. R. (2000), "Barajlar ve Su Altında Kalan Kürt Tarihsel ve Sanatsal Mirası" (Les barrages et le patrimoine kurde historique et artistique restant sous les eaux), in : *Serbesti*, İstanbul, Bahar-Yaz 2000, pp. 24-36.
- JAFAR M.R., (1976), *Under Underdevelopment : a Regional Case Study of the Kurdish Areas in Turkey*, Helsinki, Painoprint Oy.
- KALELİOĞLU E., (1989), "Güneydoğu Anadolu Bölgesinin Tarımsal Yapısı" (Structure agricole de la région d'Anatolie du Sud-Est), *Coğrafya Araştırmaları*, pp. 159-167.
- KALELİOĞLU E., (1990), "Güneydoğu Anadolu Bölgesinde antepfıstığı Alanları" (les territoires du pistachier dans la région d'Anatolie du sud-est), *Coğrafya Araştırmaları*, pp. 137-160.
- KARATAŞ M. (2002), *Şanlıurfa ve İlçelerinde Kitabeler* (Inscriptions à Urfa et dans ses arrondissements), Urfa, Şanlıurfa Belediyesi, Kültür ve Eğitim Müdürlüğü Yayınları.
- KOLARS F.K. & MITCHELL A.M. (1991), *The Euphrates River and the Southeast Anatolia Development Project*, Southern Illinois University Press, 324 p.
- Köy Envanter Etüdüleri* (Études pour l'inventaire rural) (1965), Ankara, Köy İşleri Bakanlığı Yayınları.
- Kurdish Human Rights Project (March 1997), *Due Process : State Security Courts and Emergency Powers in South-East Turkey*, Londres, KHRP.
- LOUIS H. (1939), *Das natürliche Pflanzenkleid Anatoliens. Geographisch gesehen*. Geographische Abhandlungen 3. Reihe, Heft 12, Stuttgart.
- LOUIS H. (1941), *Birinci Türk Coğrafya Kongresi* Maarif Vekaleti. Ankara.

- LOUIS H. (1985), *Landeskunde der Türkei, Vornehmlich Aufgrund eigener Reisen*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart.
- MARGOSYAN M. (1996 ; 5^e éd.), *Gavur Mahallesi*, İstanbul, Aras.
- MAURY R. G. (1999), "Turquie : puissance de l'eau, puissance de feu, Le projet GAP en zone kurde et arabe", dans *Limes* 1, éditions Golias, hiver 1999/2000.
- MUTLU S. (1996), "The Southeastern Anatolian Project (GAP) of Turkey : Its Context, Objectives and Prospects", *Orient*, 37, March. n° 1, pp. 58-96.
- NIKITINE B. (1956), *Les Kurdes. Étude sociologique et historique*, Paris, Imprimerie nationale, librairie Klincksieck (préface de Louis Massignon), 356 p.
- ÖCAL M. H. & GÜLER S. E... (s.d.), *Şanlıurfa Kültürü Sözlüğü* (dictionnaire de la culture d'Urfa), Urfa, Surkav Yayınları.
- ÖZDOĞAN M. (1977), *Lower Euphrates Basin Survey*, İstanbul : Middle Eastern Technical University.
- ÖZDOĞAN M. & BAŞGELEN N. (1999), *Neolithic in Turkey*, Arkeoloji ve Sanat, İstanbul.
- ÖZER A., (1990), *Güneydoğu Anadolu ve GAP Gerçeği (L'Anatolie du Sud-Est et la réalité du GAP)*, Ankara, Damar.
- ÖZGEN H. N. (1998), "Yerelin Otoritesi, Merkezî Demokrasi : Şırnak-İdil'de Kalkınma Projesi Önerisi" (l'autorité du local, la démocratie du centre : proposition de projet de développement à Şırnak-İdil), *Sosyoloji Araştırmaları Dergisi/Journal of Sociological Researches*, 1-2, pp. 1-31.
- ÖZGÜR M.E. (1989), "Bagıvar Köyünde Ekonomik Faaliyetler", *Cografya Araştırmaları*, 1/1, pp. 173-183.
- PERROT J. (2000), "Réflexions concernant la Préhistoire récente", *Paléorient* 26/1, 2001, CNRS, Paris.
- RITTER C. (1843), *Die Erkunde, Teil X, 3. Buch : Westasien*, Berlin.
- ROSENBERG M. & DAVIS M. K. (1992), "Hallan Çemi Tepesi, An Early Aceramic Neolithic Site in Eastern : Some Preliminary Observations Concerning Material Culture", *Anatolica* 18, pp. 1-18.
- ROSENBERG M. & TOGUL M. - H. (1991), "The Batman River Archaeological Site Survey, 1990", *Anatolica* 17, pp. 241-254.
- SARAÇOĞLU H. (1989), *Doğu Anadolu Bölgesi* (la région du Sud-Est), Ankara, Milli Eğitim Bak., "Öğretmen Kitapları Dizisi" (+ "ekler" : haritalar).
- STRUCK E. (1994) (fév.), "Das Sud-Ostanatolien-Projekt", *Geographische Rundschau*, n° 2, pp. 88-95.
- TAPIA S. de (1991), "Aménagement hydraulique et aménagement du territoire en Turquie", in : 115^e Congrès national des sociétés savantes, Avignon 1990, *Milieus calcaires et politique hydraulique*, Paris : CTHS, pp. 159-168.
- TOBB (Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği) (1995), *Doğu Sorunu. Teşhisler ve Tesbitler*, Özel Araştırma Raporu, Stratejik Araştırma Dizisi, n° 1, İstanbul.
- TOEPFER H. (1989), "Das Südostanatolien-Projekt", *Erdkunde*, 43, pp. 293-299.
- TUKU O. (1991), *Kürdistan'da Türk Endüstrisi. Gelişim ve Sömürü* (L'industrie turque au Kurdistan. Développement et colonisation), İstanbul, DOZ.
- TUNA N., & ÖZTÜRK J. (1998), *İhsu ve Karkamış Baraj Gölleri Altında Kalacak, Arkeoloji ve Kültür Varlıklarını Kurtarma Projesi 1998 Yılı*, (1999), *İhsu ve Karkamış Baraj Gölleri Altında Kalacak, Arkeoloji ve Kültür Varlıklarını Kurtarma Projesi 1999 Yılı* ; (2000), *İhsu ve Karkamış Baraj Gölleri Altında Kalacak, Arkeoloji ve Kültür Varlıklarını Kurtarma Projesi 2000 Yılı*.
- Türk Belediyecilik Birliği (ed.) (199?), *Güneydoğu ve Yerel Yönetimler Sempozyumu* (colloque sur le Sud-Est et les pouvoirs locaux) (Diyarbakır, 26-27 Ekim 1994), Ankara.
- UHLIG C. (1917), "Mesopotamien", *Zeitschrift der Gesellschaft für Erkunde zu Berlin* 6-8, pp. 1-76.
- VOIGT M. M. (1988), "Excavations at Neolithic Gritille", *Anatolica* 15, pp. 215-232.
- WHALLON R. (1979), *An Archeological Survey of the Keban Reservoir Area of East Central Turkey*, Ann Arbor : Museum of Anthropology, University of Michigan.
- YAMAN N. (1996), "GAP" *Kürdistan'da Sosyo-Ekonomik ve Siyasal Etkileri* (GAP : ses effets socio-économiques et politiques au Kurdistan), İstanbul, Komal, Araştırma dizisi.
- ZENGİN B. (2001 ; 2^e éd.), *Hasankeyf. Tarihi ve Tarihi Eserleri* (Hasankeyf, son histoire et ses œuvres historiques), İstanbul, Samaha Turizm.
- Zentrum für Türkeistudien (éd.) (1989), *Südostanatolien Projekt*, Vortragstext des türkischen Staatsministers K. IMRAN, gehalten am 21/2.1989 beim Zentrum für Türkeistudien.

Institutions diverses et références

- Association de soutien à la vie moderne (ÇYDD)
- Association des jeunes hommes d'affaires de Gaziantep (GAGIAD) : www.gagiad.org.tr
- Association des hommes d'affaires et industriels du Sud-Est (GÜNSIAD)
- Association des hommes d'affaires et industriels de Diyarbakır (DISIAD).
- Association des journalistes du Sud-Est (GGC).
- Association des volontaires de Hasankeyf de Batman (BHGD).
- Association des volontaires pour l'environnement de Diyarbakır (DÇGD).
- Association pour la défense de Halfeti : site internet www.halfeti.com
- Chambre d'industrie de Gaziantep : www.gso.org.tr
- Chambre de commerce et d'industrie de D. (*Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası*).
- Diyarbakır Demokrasi Platformu* (Plate-forme pour la démocratie de Diyarbakır).
- Fondation de l'eau : www.suvakfi.org
- Fondation des gens de Mardin pour l'éducation et l'entraide (MAREV)
- Fondation pour la promotion, la culture et l'entraide de Diyarbakır.
- Fondation pour la culture, l'éducation, l'art et la recherche du département d'Urfa (SURKAV)
- Fondation pour l'éducation des mères et des enfants (AÇEV).
- Fondation Mungan pour la culture et l'art.
- Fondation de promotion de culture et d'entraide de Diyarbakır (DTKYD).
- Fondation de Turquie pour l'éducation par les bénévoles (TEGV).
- Fondation ÇEKÜL : Fondation pour la protection des valeurs environnementales et culturelles : www.cekulvakfi.org.tr
- Centre des femmes, KA-MER.
- Kurdistan Human Rights Project : www.khrp.org
- Conseil de suivi des barrages et du patrimoine Culturel de Turquie (*Türkiye Barajlar ve Kültürel Miras İzleme Kurulu*).
- Mairie d'Adıyaman : www.Adıyaman-bld.gov.tr
- Plate-forme pour la ville de Mardin (MKP).
- Réseau de communication associée (BIA) : www.bianet.org
- Zone industrielle organisée de Gaziantep : www.gosb.org
- Site de l'UNESCO sur l'eau : www.unesco.org/water
- Site sur les rivières : www.rivernet.org
- Journée mondiale de l'eau : www.worldwaterday.org
- Conseil mondial de l'eau : www.worldwatercouncil.org
- Banque mondiale : www.worldbank.org
- Réseau international sur la gestion participative de l'Irrigation : www.inpim.org
- Comité international sur l'irrigation et le drainage : www.icid.org
- Institut des statistiques du ministère de l'intérieur turc : www.die.gov.tr
- Comité international des grands barrages-ICOLD : www.icold.org
- Administration d'État des eaux-DSİ : www.dsi.gov.tr
- Administration du GAP : www.gap.gov.tr
- Ministère de l'Énergie turc : www.menr.gov.tr
- Organisation étatique de la planification (DPT) : www.dpt.gov.tr

Sommaire

Introduction	3
Les objectifs du projet selon l'Administration du GAP en 2003	4
I. Le projet du GAP : ambitions et réalisations	5
A. Cadres, antécédents, ambitions et genèse	5
B. Étapes de la réalisation	7
C. Bilan, plus de 20 ans après : retards et infléchissements	9
1. Contexte international	9
<i>Les grands barrages : des projets contestés</i>	10
2. La mise en eau du barrage de Birecik et la prise de conscience nationale et internationale de la question des barrages	12
II. Patrimoines archéologiques et environnementaux en danger	19
A. Quelles atteintes aux patrimoines archéologiques ?	19
<i>Prise de conscience</i>	20
<i>Les paradoxes de l'entreprise</i>	20
<i>Les types d'établissements humains concernés par le GAP</i>	23
<i>Les types d'établissements humains concernés par le GAP</i>	24
<i>Les types d'établissements humains concernés par le GAP</i>	25
B. Patrimoines environnementaux : écosystèmes, formations végétales, climat et salinisation	27
1. Les éco-systèmes au contact des barrages	27
2. Formations végétales	29
3. Les conséquences sur le climat : incertitudes	30
4. Irrigation : salinisation, pollution et gaspillage	30
<i>Conditions climatologiques ayant permis l'implantation des premières civilisations</i>	32
<i>Charte paléoclimatologique du Proche-Orient de 12 000 av. J.-C. cal. à 4 000 av. J.-C. cal.</i>	33
III. Des impacts socio-économiques discutés	34
A. Le déplacement des populations, à diverses échelles	34
1. Des centaines de villages déjà engloutis, totalement ou partiellement, et bien d'autres programmés	34
2. La question du relogement organisé et de l'indemnisation	35
3. Le retour dans les villages vidés. Le GAP et l'état d'exception (OHAL/Olağanüstü Hal) : un rapport à réexaminer	36
B. Agriculture et structures agraires bouleversées	36
1. Quelques résultats positifs au premier abord	36
<i>Un exemple de retour au village : les Yézidis de Besiri (Batman)</i>	36
2. Une modification des systèmes de production et de culture	37
3. Des effets sur les structures agraires : une tendance à la concentration foncière	39
4. Un endettement croissant des agriculteurs	39
5. Le paradoxe du GAP : une accentuation des contrastes de développement et d'équipement dans les espaces ruraux	40

C. Quels effets et activités induits hors de l'agriculture ?	41
1. Les infrastructures de transport amendées	41
2. Les formes discutées du développement urbain	41
<i>Stratégies d'industrialisation du Master Plan du GAP</i>	44
3. Les effets induits, très différenciés, sur l'industrie régionale	44
4. Le développement du tourisme : espoirs et réalités	47
<i>Un exemple d'initiative culturelle : la transformation en centre culturel de l'église</i> <i>Saint-Paul et Saint-Pierre à Urfa</i>	49
5. Quelle appréciation générale du point de vue économique ?	49
D. "Le GAP social" : une mobilisation tardive mais non sans portée ni ambiguïté	51
<i>L'exemple d'İdil (département de Şırnak)</i>	54
Conclusion : patrimoines redécouverts, patrimoines engloutis, sur fond de crise du GAP	54
Bibliographie	57

Les Dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui

- 1- Fadime DELI et Jean-François PÉROUSE, *Le tremblement de terre de Yalova-İzmit-İstanbul, premiers éléments d'appréciation*, İstanbul, décembre 1999, 40 p., 4 €
- 2- Timour MUHIDINE, *La littérature turque à l'aube du millénaire : 1999-2000*, İstanbul, août 2000, 32 p., 4 €
- 3- Gilles de RAPPER, *Les Albanais à İstanbul*, İstanbul, septembre 2000, 24 p., 3 €
- 4- Jean-François PÉROUSE, *La mégapole d'İstanbul 1960-2000, Guide bibliographique*, İstanbul, octobre 2000, 19 p., 3 €
- 5- Bayram BALCI, avec la collaboration de Bertrand BUCHWALTER et les contributions de Ahmet Salih BIÇAKÇI, Habiba FATHI, Alexandre HUET, Arnaud RUFFIER et Johann UHRES, *La Turquie en Asie centrale. La conversion au réalisme (1991-2000)*, İstanbul, janvier 2001, 107 p., 11 €
- 6- Samim AKGÖNÜL, *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques*, İstanbul, avril 2001, 46 p., 5 €
- 7- Jean-François PÉROUSE, *Turquie : l'après-seismes*, 52 p., İstanbul, août 2001, 6 €
- 8- Sylvie GANGLOFF et Jean-François PÉROUSE avec la collaboration de Thomas TANASE, *La présence roumaine à İstanbul. Une chronique de l'éphémère et de l'invisible*, İstanbul, octobre 2001, 47 p., 5 €
- 9- Fadime DELI avec la collaboration de Jean-François PÉROUSE, *Migrations internes vers İstanbul: discours, sources et quelques réalités*, İstanbul, juin 2002, 56 p., 7,5 €
- 10- David BEHAR, *Les Universités privées d'İstanbul*, İstanbul, juin 2002, 44 p., 7,5 €
- 11- Burcu GÜLTEKİN, *Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne. Les contacts transfrontaliers entre la Turquie et l'Arménie*, İstanbul, octobre 2002, 56 p., 7,5 €
- 12- Bertrand BUCHWALTER, *Les relations turco-arméniennes : Quelles perspectives ?* İstanbul, novembre 2002, 56 p., 7,5 €
- 13- Paul DUMONT, Jean-François PÉROUSE, Stéphane de TAPIA, Samim AKGÖNÜL, *Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque*, İstanbul, novembre 2002, 104 p., 20 €
- 14- Burcu GÜLTEKİN, *Atteindre la Caspienne. Les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, İstanbul, juin 2003, 44 p., 7,5 €
- 15- Élise MASSICARD, *Les élections du 3 novembre 2002 : Une recomposition de la vie politique turque ?*, İstanbul, juillet 2003, 52 p., 7,5 €
- 16- Méropi ANASTASSIADOU et Paul DUMONT, *Une mémoire pour la Ville : la communauté grecque d'İstanbul en 2003*, İstanbul, août 2003, 60 p., 7,5 €

série : patrimoines au présent

- 1- Franck DORSO, *Un espace indécis au cœur d'İstanbul. La muraille de Théodose II en 2001*, İstanbul, juin 2003, 40 p., 7,5 €
- 2- Olivier HENRY, *Considérer la mort : De la protection des tombes dans l'antiquité à leur conservation aujourd'hui*, İstanbul, juillet 2003, 48 p., 7,5 €
- 3- Damien BISCHOFF et Jean-François PÉROUSE, *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?*, İstanbul, août 2003, 64 p., 7,5 €